l'unité

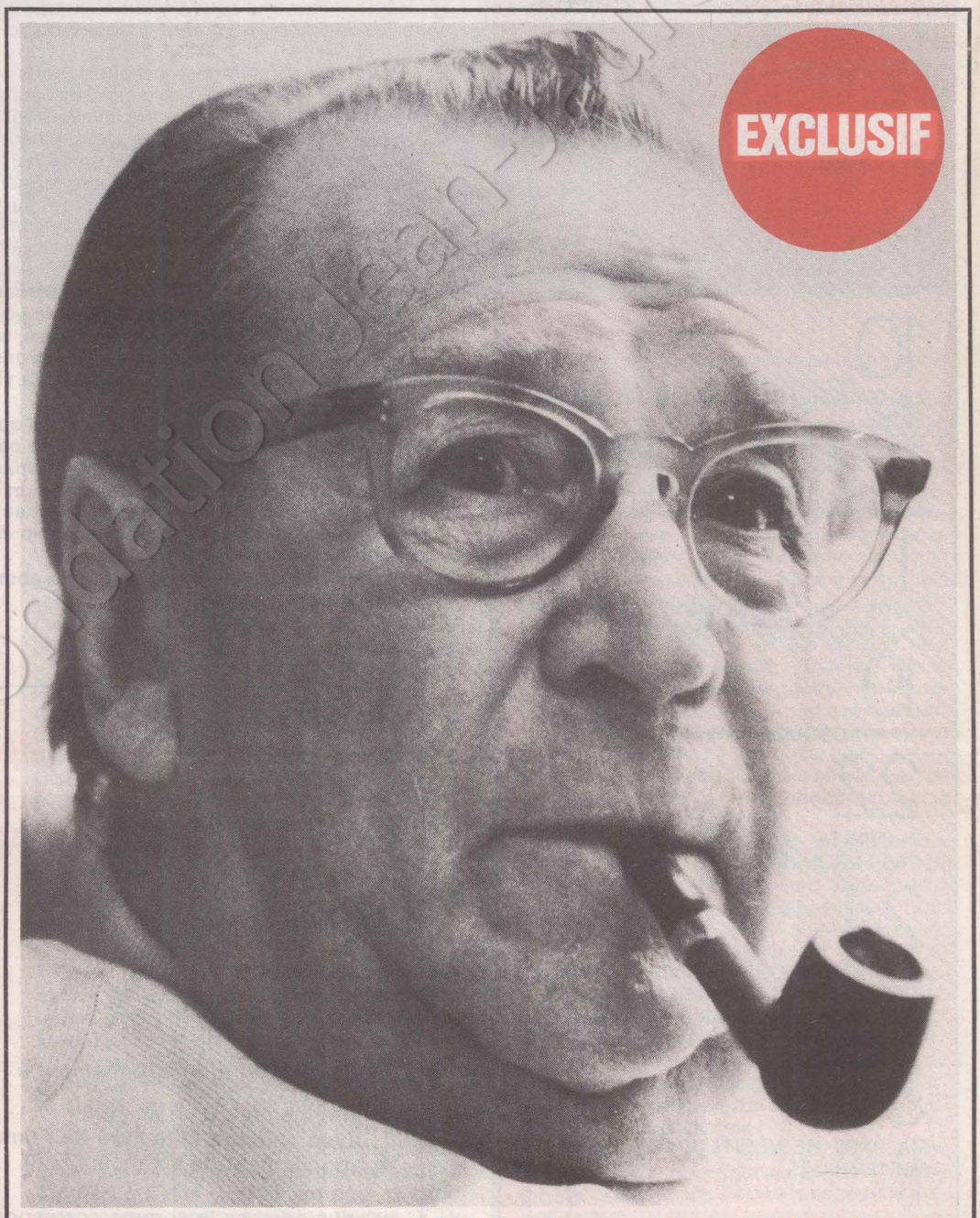
N° 221 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 15 au 21 octobre 1976

FRANÇOIS MITTERRAND FACE AU PATRONAT

LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE

Une grande enquête réalisée

- en Allemagne
- en Italie
- au Portugal
- en Grande-Bretagne
- en Espagne
- aux Pays-Bas
- en Belgique
- en Suède



EXCLUSIF

Georges Simenon : "Aujourd'hui, Maigret enverrait sa démission à Poniatowski"

Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3

LE P.S. FACE AU PATRONAT : LA MESURE DE L'ADVERSAIRE, PAR GUY PERRIMOND.

4

LE SUCCES DU 7 OCTOBRE, PAR ANDRE HENRY, EDMOND MAIRE ET RENE BUHL.

6

LE PATRONAT FACE AU P.S. : ENTRE L'ESPOIR ET LE CAUCHEMAR, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN.

7

MONNAIE : MANILLE OU POKER MENTEUR, PAR CHRISTIAN GOUX.

9

LA GLANDE THYROïDE, PAR CLAUDE MANCERON.

10

LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE.
CETTE SEMAINE : I. ALLEMAGNE : UN SOCIALISME EN LIBERTE TRES SURVEILLEE, UN REPORTAGE DE JEAN-LOUP REVERIER.

17

LIVRE : UN PHENOMENE DE REJET, PAR GEORGES FRAMERIES.

19

DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM.

22

SECURITE A L'ECOLE : DES C.E.S. PAILLERON PAR CENTAINES ?

24

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE », CETTE SEMAINE : GEORGES SIMENON. (PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS).

32

MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

A.s.l. (pages 1, 24, 25, 27), Barrigue (pages 10, 17), Coureuil (pages 7, 11, 17), Guilpin (page 9), Lacroux (page 22), Pascal Lebrun (pages 3, 4, 5, 11, 13, 15), Pym (pages 6, 17), Schatzberg (page 22), Solo (pages 17, 21), Tinch (page 31), Viva (pages 11, 15, 23).

Editorial

VOTRE « UNITÉ »

Ce numéro 221 de « l'Unité » n'est pas un numéro comme les autres. Il bénéficie d'un tirage exceptionnel — 185 000 exemplaires — car nous avons voulu l'adresser à plusieurs dizaines de milliers de militants du Parti socialiste, de sympathisants et d'amis que nous désirons associer directement à la grande campagne que nous engageons aujourd'hui avec comme objectif d'accroître sensiblement la diffusion du journal et d'abord le nombre de ses abonnés.

Nous sommes, en effet, convaincus que dans la période qui s'ouvre et qui va être marquée par les grandes batailles politiques des élections municipales et des élections législatives, nous devons ensemble faire de « l'Unité » un instrument encore plus puissant au service du socialisme.

A vous qui n'êtes pas encore abonné ou qui, l'ayant été, avez négligé de renouveler à échéance nous demandons de souscrire, très vite, un abonnement d'un an. Vous serez ainsi assuré de recevoir chaque semaine un journal qui est le seul à vous apporter les informations, les réflexions, les commentaires indispensables à ceux qui sont engagés dans ou avec le Parti socialiste.

Pour vous encourager à cet effort, nous offrons à tous ceux qui s'abonneront — ou se réabonneront — avant le 30 novembre un cadeau spécialement choisi pour eux : ils auront la primeur du livre dans lequel notre ami Piem vient de réunir l'ensemble de ses chroniques de « l'Unité », chacune assortie d'un dessin inédit et le tout préfacé par François Mitterrand.

De notre côté, nous avons pris un certain nombre d'initiatives destinées à améliorer le contenu du journal. Nous commençons aujourd'hui une grande enquête internationale qui se poursuivra dans les semaines suivantes sur un thème brulant : « La gauche et le pouvoir en Europe ». A la chronique hebdomadaire de François Mitterrand, « Ma part de vérité », et à celle de Piem, « Dipapacéquoi », s'ajouteront régulièrement de grandes signatures — dans ce numéro Claude Manceron — et des entretiens exclusifs avec des personnalités de tout premier plan comme celui réalisé cette semaine avec Georges Simenon.

Plus encore que par le passé, « l'Unité » s'efforcera d'être une tribune pour l'ensemble des forces de gauche politiques et syndicales, étant entendu qu'il est d'abord l'organe du P.S. et de ses militants. A cet égard, nous innovons dès cette semaine en ajoutant à nos pages « Changer la vie » une page consacrée à la vie et aux activités du Parti sous leurs divers aspects.

Nous espérons ainsi enrichir ce journal qui est votre journal et nous ferons encore plus encore mieux si vous nous aidez par votre confiance.

En quatre ans et demi d'existence, « l'Unité » a pris une place indiscutable et indiscutée dans la presse française. Mais notre ambition ne s'arrête pas là puisqu'elle est à la mesure des espérances dont le Parti socialiste est aujourd'hui porteur.

Pour aller plus loin, nous avons besoin de votre concours comme nous pensons que vous avez besoin de « l'Unité ».

N'attendez pas. Abonnez-vous, faites abonner les sympathisants que vous connaissez. Nous comptons sur vous.

CLAUDE ESTIER

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (130 F) **avec en cadeau le livre de Piem** ☐
- ▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le P.s. face au patronat

LA MESURE DE L'ADVERSAIRE



François Mitterrand face aux patrons lors du forum de « l'Expansion », mardi dernier.

Mardi, François Mitterrand se trouvait face aux chefs d'entreprise. Symbole des nouveaux rapports de forces, de l'avenir pressenti, mesuré, analysé, les dirigeants des grandes firmes françaises interrogeaient le Premier secrétaire du Parti socialiste. Et, dans la tête de ces dirigeants, devait tourner ce qui est leur opinion commune : « Demain, la gauche sera au pouvoir » **(voir en page 6).**

Au même moment, la Bourse de Paris a connu un jour historique : 3 % de baisse en une séance ! Certes, ce n'est pas encore le Jeudi noir de 1929. Mais, en six mois, l'ensemble des valeurs françaises a perdu près de 20 %. Symbole et reflet déformés du système capitaliste, la Bourse ne fait qu'anticiper la réalité économique de demain. Et, très clairement, elle dit ce qu'à « l'Unité » nous avons été les premiers à annoncer : la deuxième vague de la crise est là, presque palpable. Et rien n'a été fait pour l'éviter, pour en réduire les conséquences ; car rien ne pouvait être fait : ce n'est que dans les légendes que le méchant se fait hara-kiri.

A Paris, depuis deux ans, les « petits porteurs » n'y croient plus ». Certes, par rapport à leur valeur nominale, les actions sont souvent d'un bon rapport. Mais trop d'événements sont intervenus, trop d'attentes déçues pour que ceux qui plaçaient leur épargne en actions — 18 % de l'épargne française se plaçaient en Bourse — puissent espérer que les beaux jours reviendront. Alors, lorsqu'ils le peuvent, ils liquident leurs portefeuilles. Et ils vendent, pêle-mêle, les valeurs françaises, les bonnes, celles qui avaient le mieux tenu, les moins bonnes, celles que l'on ne vend pas parce que l'on espère qu'un jour les choses s'arrangeront. Et comme c'est tout le système qui est en crise, les valeurs étrangères n'ont pas échappé au mouvement. C'est que la Bourse de New York n'est pas non plus dans ses meilleurs jours. L'indice Dow Jones, qui avait difficilement retrouvé les 1 000 points, vient de retomber à 940. C'est qu'ici et là le même avenir se dessine.

Certes, certains Etats ont fait « du Keynes » d'autres du « stop and go ». D'autres n'ont rien fait du tout. Tous, sans le dire, ont pourtant tenté de faire supporter aux salariés le retour à la normale : c'est-à-dire limiter la baisse tendancielle du taux de profit. Tous ont tenté de modifier le partage de la valeur ajoutée. Tous ont, quoi qu'ils en disent, poussé à l'inflation, espérant ainsi récupérer ailleurs, c'est-à-dire dans les pays producteurs de matière première une part de « ce qu'ils avaient perdu ». L'effondrement des valeurs françaises n'est pas le seul indice de la décomposition. Le dérapage du franc, la hausse du loyer de l'argent, l'encadrement du crédit, prouvent que, de plan Giscard en plan Barre en passant par les plans Fourcade, rien ne s'est arrangé. Et qu'à moins de changer la logique du système ce n'est pas demain que les choses changeront. C'est-à-dire que le chômage disparaîtra, que l'inflation sera muselée, que les inégalités seront supprimées, que le développement industriel sera au service de tout un pays.

C'est de cette logique différente que parlait Mitterrand aux chefs d'entreprise réunis pour le forum de « l'Expansion ». Etrange hasard de l'actualité : le jour où le dollar passait la barre des 5 F, où la Bourse battait ses propres records de chute, le patronat se retrouvait face au Premier secrétaire du P.s. Certains étaient là pour prendre la mesure de l'adversaire. D'autres pour mieux comprendre, d'autres encore pour se justifier, ou plus simplement pour pouvoir dire, un jour, dans pas très longtemps : « J'y étais ». Mais la mauvaise santé chronique du monde occidental, la crise qui n'est pas de croissance, les contradictions entre le vouloir et le pouvoir, face à la force croissante de la gauche et du P.s., au refus des salariés de faire les frais d'une restauration expliquent plus que tout l'intérêt du patronat.

Et, signe des temps, le débat a porté sur l'essentiel. Il fut un temps, mesurable en mois, ou les chefs d'entreprise auraient profité de l'occasion pour prouver la « supériorité » de l'économie libérale, pour déceler d'éventuelles failles du programme commun, pour nier les compétences (!) de la gauche à diriger l'Etat. Ou ne seraient pas venus. Ce temps est fini. Face à un avenir dont ils savent qu'ils ne seront plus les maîtres exclusifs, les chefs d'entreprise se sont limités à l'essentiel, à ce qui résume leur pouvoir : la propriété ou son usufruit. Car la conjoncture, les mesures gouvernementales, les prix des matières premières, les succès ou les insuccès à l'exportation ne sont que « détails » face à une autre logique. Qui se fonde sur un double mouvement : la nationalisation des « grands monopoles » et la planification démocratique.

Car toutes les « questions » des dirigeants de Pechiney-Ugine-Kuhlmann de Paribas, de la Lainière de Roubaix ont porté sur ce qui dans le projet de la gauche permet, radicalement, de « changer la vie ». Nationaliser ne correspond pas simplement à la réalisation d'une vieille utopie. Rendre à la collectivité ce qui est vital, ce qui est déterminant, « casser les dents » du capital, lui ôter ce qui fait sa force est essentiel. Mais ce qui l'est ensuite, une fois la propriété collective de ces « monopoles » réalisée, c'est de maîtriser le développement, de choisir les productions, leurs localisations.

Car, malgré les serments, les discours, ce que recherche tout patron, ce n'est pas de produire des objets ou des services. Ce qu'il recherche, ce qui est imposé à tout détenteur de capital, c'est de faire du profit. Chaque jour un peu plus. Et si cela passe par des marchandises, tant mieux. Il ne s'agit pas d'utiliser le travail pour élargir, enrichir →

LE SUCCES DU 7 OCTOBRE



par E. Maire (C.f.d.t.)

Deux faits ont été mis en évidence par la journée du 7 octobre. Le succès de cette action le prouve : le refus de la politique gouvernementale est profond, et chacun a clairement conscience que l'action collective, seule, est capable de la contrer. Mais, en même temps, le 7 octobre confirme ce que nous disons depuis longtemps. Ce mécontentement latent ne s'exprime pas de façon assez positive dans le cours de la vie sociale. Cette volonté de changement, aussi ample soit-elle, ne doit pas masquer le risque principal, l'attentisme. Que les travailleurs attendent des solutions de « la politique », y compris au sens électoral du terme, plus que de l'action collective, voilà le danger.

Nous savons combien est dure la résistance des patrons aux revendications des travailleurs dans les entreprises, nous n'oublions pas ces grèves assez longues qui ne se sont pas toutes bien terminées, mais nous enregistrons aussi une certaine tendance des militants à minimiser les résultats obtenus. Si l'on considère le pouvoir d'achat, par exemple, on constate que, deux années de suite, le projet gouvernemental a été mis en échec. A la fin de 1974 comme à la fin de 1975, Chirac a dit non à une progression des salaires supérieure à l'indice Insee. Or, les statistiques du ministère du Travail montrent une progression dépassant celle de l'indice. Deux fois, donc, le gouvernement a dû, contraint et forcé, rendre moins rigoureuse sa pression sur les salaires. Ce qui nous fait dire : jamais deux sans trois. Mais la troisième fois sera plus difficile, car le gouvernement actuel a le dos au mur et joue sa dernière carte. Sa résistance n'en sera que plus grande.

Chacun le sent. La journée où tout le monde se rassemble pour dénoncer cette politique et en exiger une autre est très bien réussie. Mais la mobilisation de chacun dans son secteur est plus difficile. C'est pourquoi nous combattons l'idée qu'il soit impossible d'obtenir rien de sérieux avant un changement politique. Une idée fausse, dangereuse, qui risque même de compromettre le succès de la gauche, car elle conduit à la démobilisation.



par André Henry (Fen)

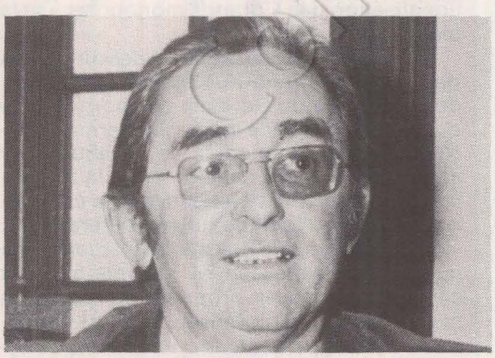
Pour la Fen, les conclusions de la grève du 7 octobre sont positives : une journée d'action, de protestation, politique comme toutes les grèves, mais non politisée, destinée à mettre en avant des revendications négociables. Nous ne sommes pas étonnés du fort taux de participation de nos adhérents, car nous avons l'habitude des grèves réussies à plus de 80 %.

Une nouveauté, cette fois-ci : le ministre de l'Education nationale n'a pu faire valoir des chiffres aussi faibles que d'habitude. Je l'ai cependant accusé publiquement de falsifier la réalité et il a reconnu que son pointage, le 7 au matin, ne portait que sur 20 établissements !

Nous avons également pris les devants face aux menaces de sanctions régulièrement exercées contre le personnel de l'Education nationale ; le personnel non enseignant en particulier est victime de pressions sous prétexte d'une obligation d'assurer l'accueil et la sécurité des élèves. Nous avions donc prévenu le ministre avant la grève que nous ferions de chaque cas un cas exceptionnel, que nous n'accepterions pas la mise en cause, par des manœuvres insidieuses, du droit de grève. Cette méthode a porté ses fruits, et nous la réemploierons.

Nous estimons à 86 % le nombre des participants à la grève. Le mouvement, c'est vrai, a été un peu moins suivi dans le secondaire et dans les services administratifs. En revanche, nous constatons une participation plus élevée qu'à l'habitude dans les grandes branches du privé. Ce qui montre bien que la présence de la Fen dans une grève se remarque ! Nous avons d'ailleurs été fort sensibles au fait que certains organes de presse aient tenté de reléguer notre organisation à l'arrière-plan. Il faut pourtant tenir compte d'un fait nouveau : C.g.t., C.f.d.t. et Fen sont des partenaires à part entière. Nombreux sont ceux qui n'ont pas pris conscience de ce que nous représentons. Nous ne sommes pas une fédération d'enseignants, mais une fédération de travailleurs comme les autres, n'entendant pas se laisser séparer du monde ouvrier.

Nous n'envisageons pas d'autre grève dans notre secteur. Pour l'instant. Mais nous avons plusieurs fers au feu en ce moment. Nous allons mener trois campagnes. La première concerne la défense du service public. Des manifestations départementales et régionales se dérouleront



par René Buhl (C.g.t.)

A la C.g.t., nous considérons que la journée d'action du 7 octobre a connu une ampleur et une puissance exceptionnelles. Dans les faits, cela s'est traduit par une participation massive aux consignes de grève. Selon des calculs serrés, nous dénombrons environ 6 millions de grévistes : 2,2 millions pour le secteur public et nationalisé et 3,8 millions dans le secteur privé. La participation aux manifestations, elle aussi, a été tout à fait remarquable. Malgré les chiffres plus dérisoires les uns que les autres avancés par le patronat et le gouvernement, les faits ont parlé d'eux-mêmes. Et les observateurs qui ont assisté aux défilés n'ont pu qu'apprécier leur importance. Cette journée porte, à notre sens, un coup sérieux au plan Barre et ouvre des perspectives de développement de l'action considérables contre les mesures d'austérité.

Ce mouvement national a aussi une autre signification : l'ambiance, l'enthousiasme de ces manifestations prouvent que s'accélère la prise de conscience de la nécessité de changements fondamentaux. Indiscutablement, des objectifs à plus long terme étaient présents dans cette lutte. Un phénomène très positif. Soulignons d'autre part que cette journée d'action strictement syndicale a reçu l'appui des partis de gauche et des organisations sociales et familiales.

Dans la foulée, la journée du 23 octobre — du fait même du succès de la journée du 7 — va prendre une importance encore plus grande. Décidée depuis longtemps, elle arrive à point nommé pour prendre le relais contre le plan Barre. Après avoir dit non à tout ce qui doit grever leur pouvoir d'achat, les travailleurs marqueront leur volonté de se battre pour leur droit au travail envers et contre tous les plans gouvernementaux. Cette journée sera donc une nouvelle étape de la bataille qui va se prolonger dans les semaines à venir.

En commun avec la C.f.d.t., nous avons pris toute disposition pour que, sans perdre de temps, le relais soit assuré dans les entreprises. Car, depuis le 7 octobre, nous pensons que les conditions sont créées pour que l'action trouve toute son efficacité si elle est développée avec persévérance. Et que de sérieux reculs soient ainsi infligés au patronat et au gouvernement. Bien entendu,

C'est pourquoi, aussi, nous centrons nos efforts pour organiser des campagnes d'action dans les entreprises et les branches d'industrie, à l'initiative de nos fédérations, en unité avec la C.g.t. La journée nationale du 23 octobre, centrée sur l'emploi et l'emploi des jeunes en particulier, est importante. Mais les rencontres en cours entre les fédérations C.f.d.t. et C.g.t. destinées à définir le type d'action que nous mènerons après le 23 octobre le sont autant. Il s'agit en effet d'ancrer le mécontentement dans les entreprises de façon positive, sur des revendications négociables et crédibles. Notre accord avec la C.g.t. pour articuler actions nationales et actions sur le terrain est solide.

Car le choix ne se pose pas, ne se pose plus, en ces termes. Il est autre. Ou l'on s'oriente vers une protestation à visée électorale. Ou l'action a pour but des résultats immédiats. Notre option est claire, nous choisissons, en ce qui nous concerne, l'action, la recherche de résultats concrets. Aujourd'hui. Sans refuser la négociation avec ce gouvernement et ce patronat, au contraire.

sur ce thème au cours des trois mois à venir. Notre seconde bataille porte sur la formation continue des travailleurs. Nous allons définir le rôle de l'Education nationale en ce domaine au cours de réunions régionales, et nous donnerons nos conclusions le 17 novembre lors d'une journée nationale, à laquelle seront bien entendu conviées les centrales syndicales ouvrières. Enfin, nous préparons notre campagne sur la sécurité de l'emploi. Après la conférence publique sur le thème de l'éducation et de la formation pour la sécurité de l'emploi, nous serons aux côtés de la C.g.t. et de la C.f.d.t. le 23 octobre, car leurs thèmes et les nôtres sont complémentaires.

Un programme chargé, dans lequel nous n'excluons pas la négociation. Si le gouvernement veut ouvrir des négociations, nous y sommes prêts : le renoncement à la loi Royer et à la réforme Haby est une condition de la réussite d'une telle négociation. Mais nous nous plaçons aussi dans la perspective de changements politiques. Ceux qui « accusent » la Fen de préparer 1978 seront-ils étonnés si je dis qu'ils ne se trompent peut-être pas ?

une coordination étroite a lieu au niveau des fédérations pour rassembler les travailleurs par branche d'activité dans une action cohérente, aussi bien dans leur entreprise qu'au sein de leur profession.

Déjà, dans la métallurgie, des accords interfédéraux existent et nous poussons, avec nos camarades de la C.f.d.t., au développement de ces initiatives unitaires.

A cet égard, je voudrais dénoncer une campagne menée contre la C.g.t. qui, pour être ancienne, ne connaît pas moins un regain. Il est faux de prétendre que la C.g.t., ayant surtout des préoccupations de caractère politique, néglige la lutte revendicative. Cette campagne vise à nous discréditer et nous regrettons une certaine complicité de nos camarades de la C.f.d.t. La C.g.t., bien sûr, soutient la bataille pour le triomphe de l'union de la gauche. Mais son objectif prioritaire — et toutes nos actions au cours des dernières années le prouvent — reste la défense des intérêts des travailleurs. Les salariés d'ailleurs ne s'y trompent pas, la C.g.t. a enregistré un grand nombre de nouvelles adhésions.



l'existence des travailleurs, mais pour accroître la richesse des firmes ou de ceux qui possèdent en firmes. Ce qui explique — entre autres — les déséquilibres régionaux, les consommations inutiles, les aberrations, lorsqu'un produit du travail humain s'intègre mal au règne de la marchandise. C'est cela qui explique — entre autres — le besoin d'une planification démocratique, d'une réorganisation du tissu industriel. Le couple planification-contrôle n'étant mis en place que pour pouvoir définir des axes de développement compatibles avec les souhaits, les besoins des Français, et vérifier que les pratiques du patronat leur correspondent. Car nationaliser 9 groupes, plus les banques d'affaires, ne supprimera ni l'économie de marché, ni le profit, ni les patrons. Il n'est pas besoin de voir aussi loin, de rêver éveillé. Pour l'heure, le problème est ailleurs.

Et c'est là que le débat Mitterrand-chefs d'entreprise était exemplaire. Les faux-fuyants laissés au vestiaire, demeuraient les questions centrales : les nationalisations, on l'a vu, la possibilité de conserver à l'industrie ses structures et ses motivations actuelles, face à une organisation de la société différente.

Car nationaliser ce qui demain est nationalisable change tout, même si, dans leur immense majorité, les patrons demeurent des patrons. Dans le sondage réalisé par la Sofres à l'occasion de ce forum, les réponses apportées à la question : « La gauche étant au pouvoir, y aurait-il de grandes chances ou de faibles chances pour que se produise l'instauration d'un impôt sur le capital ; la nationalisation des grands groupes industriels ; la nationalisation de votre entreprise ? » 94 % des patrons répondent oui pour le premier point, 90 % oui au second, 3 % oui au troisième. Ce qui montre que le patronat sait ce que veut la gauche, pourquoi elle le veut et quelles seront les conséquences de ses actes. En nationalisant les grands groupes et le crédit, elle modifiera suffisamment le paysage économique pour échapper aux contradictions majeures du système. Tout en évitant de déchirer le tissu existant.

C'est cela que Mitterrand a rappelé aux chefs d'entreprise. Et ce n'est qu'à partir de là qu'une solution peut être trouvée aux problèmes qui assaillent les Français. Car tout découle de là. On est loin, on le voit, des plans successifs que l'on annonce, puis oublie. Ici la « technique » n'est plus le maître mot. Elle intervient comme un complément d'un choix politique.

On comprend que le patronat, s'il accepte du bout des lèvres l'alternance politique, refuse l'alternance économique. Et, même si cela n'est jamais ou rarement dit, refuse la première au nom de la seconde.

« L'incompréhension » des chefs d'entreprise n'est pas pour surprendre. Pour eux, pour ceux qui sont directement intéressés comme pour ceux qui s'abritent derrière les chefs de file, les solutions proposées par la gauche marquent une rupture. Car la puissance que donne le capital n'est pas seulement personnelle, elle est sociale. Et la limiter, ce n'est pas seulement limiter le pouvoir dans l'entreprise, c'est rogner le pouvoir tout court, le transmettre à tous.

Et même si cela sort le pays de la crise et le remodèle, c'est, aux yeux de ceux qui pour l'instant possèdent ce pouvoir, intolérable. On ne retrouve pas là les va-et-vient des discours des hommes politiques de droite. Mardi, à l'hôtel Méridien, entre François Mitterrand et les chefs d'entreprise, malgré la courtoisie de langage, la prudence parfois et la volonté de « dialoguer », l'opposition était fondamentale. Car elle ne portait pas sur les détails. D'un côté, les représentants d'un monde encore puissant, efficace, mais incapable de résoudre ses propres contradictions sans crise majeure, de survivre sans inégalités, d'exister sans exploitation. De l'autre un projet de société capable d'assurer aux Français une autre vie, un autre horizon, d'autres perspectives. Et, pour les premiers, cette certitude : « Bientôt le pays va choisir et nous savons ce qu'il va choisir : l'avenir ». C'est aussi cela, la fin d'un monde !

GUY PERRIMOND



Le patronat face au P.s.

ENTRE L'ESPOIR ET LE CAUCHEMAR

Quand le patronat se met à croire en la victoire de la gauche en 1978, que reste-t-il à Valéry Giscard d'Estaing ? L'espoir, peut-être, que son livre-message ramènera à de plus sages opinions les brebis patronales égarées dans de dangereuses certitudes. Car c'est bien de certitudes qu'il s'agit et non de vagues mouvements d'humeur. A l'initiative du mensuel économique « l'Expansion », la Sofres a effectué un sondage : « l'opinion des chefs d'entreprise français face à l'hypothèse d'une éventuelle victoire électorale de la gauche en 1978 ». Pas de quoi rassurer Giscard d'Estaing et son Premier ministre, déjà quelque peu ébranlés par l'accueil plutôt glacial qu'une France inquiète a réservé au plan Barre : 73% des chefs d'entreprise jugent probable la victoire de la gauche.

Est-ce une surprise pour le gouvernement ? Ce serait étonnant. Depuis un an, les avertissements ne lui ont pas manqué. Le président du C.n.p.f., François Ceyrac, croyait depuis plusieurs mois aux chances de la gauche de gouverner dans un avenir très proche. Le patron moyen s'interrogeait sur les thèses économiques de François Mitterrand dont il se moquait deux ans plus tôt.



Un sac et une gourde

Le plan Barre approuvé publiquement par le seul C.n.p.f. — comment faire autrement ? — n'a rien arrangé. Le grand patronat ne croyait déjà plus au côté « magicien » de Giscard d'Estaing et jugeait l'homme léger. Les petits patrons commencent à partager cette opinion. Nul n'apprécie que le président de la République critique la politique menée antérieurement sous ses ordres.

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises, en particulier ne cachent guère leur perplexité et leur déception. Daniel Ganban, président du syndicat national des petites et moyennes industries, 64 ans, qui emploie 120 personnes dans une entreprise de mécanique à Courbevoie, juge le plan Barre « aberrant ». Il est « déçu » et trouve « la note lourde à payer ». Léon Gingembre, président des P.m.e., lui, compare le plan anti-inflation à un désert : « Il faut le traverser. Avec des camions et de l'eau, vous pouvez. Si vous n'avez qu'un sac à dos et une gourde, vous êtes certain de crever en route ». Quant à Aimery d'Oiron, 49 ans, patron d'une entreprise agro-alimentaire employant 170 personnes à Quimper et président de l'Unicer, il est plus sobre. La situation, dit-il est « extrêmement grave » et, sans faire de procès d'intention au Premier ministre, il est « atterré par la situation française ».

Il faut, évidemment, prendre cette grogne pour ce qu'elle est. Il n'est pas nouveau que les patrons se plaignent. En entonnant les litanies habituelles : l'absentéisme ruine les entreprises, l'indemnisation du chômage les met sur la paille, les entreprises mal gérées que l'on renfloue saignent à blanc celles qui se portent bien, les crédits ne sont jamais suffisants, et les lois draconiennes sur le licenciement n'incitent pas à embaucher. Il n'est pas nouveau non plus que certaines organisations, comme l'Unicer — fondée par Gingembre en décembre 1975 et financée par de grosses fédérations patronales, celle de la sidérurgie (l'U.i.m.m.) en particulier — servent de haut-parleur au C.n.p.f., en disant tout haut ce que celui-ci pense tout bas.

Le fait nouveau est que plus un patron ne croit à la réussite économique du gouvernement actuel. Mais, pour des raisons politiques évidentes, le patronat se voit forcé de lui souhaiter bonne chance. Gauban, franc : « Si le plan Barre se casse la figure, c'est la fin du régime démocratique en France ». D'Oiron, moins direct : « L'échec de la lutte contre l'inflation serait grave pour la nation, on ne peut donc manifester une hostilité de principe au plan Barre. » Mais l'incrédulité est là, et elle se traduit concrètement : pas question d'embaucher, et encore moins d'investir, d'ici aux élections.

Bref, sans soutenir le plan anti-inflation, on affecte d'y croire, on se présente en hommes de bonne volonté afin de ne pas porter la responsabilité de l'échec, mais on ne dépensera pas un sou. On préfère, cela se fait beaucoup en ce moment, acheter des forêts, ou, plus traditionnellement, emporter en Suisse quelques réserves.

Opinions sur le P.s.

Certains, de plus, rêvent à l'homme fort qui saurait, lui... Chirac, peut-être ? L'U.i.m.m. — une des fédérations les plus réactionnaires du C.n.p.f. — publie des journaux distribués à tous les cadres supérieurs de la métallurgie, où elle dit « la vérité sur le chômage »... sans ménager les dirigeants en place. « Comment un gouvernement responsable peut-il se laisser condamner par des prévisions de l'Insee ?... A des fins politiques précises, des réponses toutes faites sont proposées inlassablement à la masse des Français qui, faute d'autres aspirations, les adoptent peu à peu : c'est le système

S.E.C.

SOCIETE
D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, Avenue de Saint Ouen - 75 - PARIS 17e

Centre de Travaux : 56 - LORIENT - 25 Rue Brizeux

Tous Travaux de Canalisations :

EAU — GAZ — ASSAINISSEMENT
ETUDES ET PROJETS

S.A. au Capital de 2.000.000 de Francs

R.C. Seine 56 B 11-392

MANILLE OU POKER MENTEUR

Le ministre des Finances français était absent à la réunion de Manille. Et pour cause. Il présentait son plan à l'Assemblée nationale. Mais les ministres anglais, allemand, japonais n'étaient pas là non plus. Simple coïncidence. Peut-être. Mauvais effet, en tout cas, vis-à-vis des autres pays et surtout de ceux du tiers monde. On avait trop l'impression — hélas justifiée — que tout se décidait ailleurs. A Porto Rico, par exemple.

Pourtant, la grand-messe financière internationale permit d'entendre les points de vue de chaque pays dans un langage souvent diplomatique, mais finalement assez clair pour qui veut bien décrypter les discours. Aussi est-ce avec attention que j'ai écouté celui de Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, qui représentait notre pays. Allait-il, au détour d'une phrase, dire des choses nouvelles ? L'arrivée de Raymond Barre à la tête du gouvernement signifie-t-elle un changement au niveau des relations monétaires internationales ? Hélas non. S'il fallait une preuve supplémentaire de la continuité de la politique giscardienne, on la trouverait dans le texte qui nous était soumis.

Tout d'abord, une analyse de la situation actuelle complètement erronée. La crise est derrière nous, déclare d'emblée le gouverneur. « Aujourd'hui, la plupart des économies sont en reprise » : alors que nous entrons dans la deuxième phase d'une crise de longue durée, il y a quelque inconscience à masquer ainsi la vérité. De plus, en mettant l'accent uniquement sur l'inflation, on perd de vue la véritable explication qui est à la base de la profonde crise du système capitaliste occidental : l'impossibilité de dégager des profits suffisants à hauteur des immenses capitaux accumulés. Surtout, pour surmonter cette contradiction le mécanisme de l'inflation joue un rôle essentiel. Mais il n'est pas le seul.

Il faut pourtant bien comprendre pourquoi le gouvernement français ainsi que ceux des autres pays industrialisés, Etats-Unis en tête, mettent l'accent actuellement sur la hausse des prix. A côté des raisons de politique intérieure, c'est tout le problème des prix des matières premières qui apparaît en filigrane. Ce dont on parlait surtout dans les couloirs du Centre international de Manille, c'était la prochaine hausse du prix du pétrole (de 10 à 15%, sinon plus). Or, dans la situation actuelle des balances des paiements de nombreux pays, cette hausse, en l'absence de mesures structurelles profondes, créera une situation intolérable.

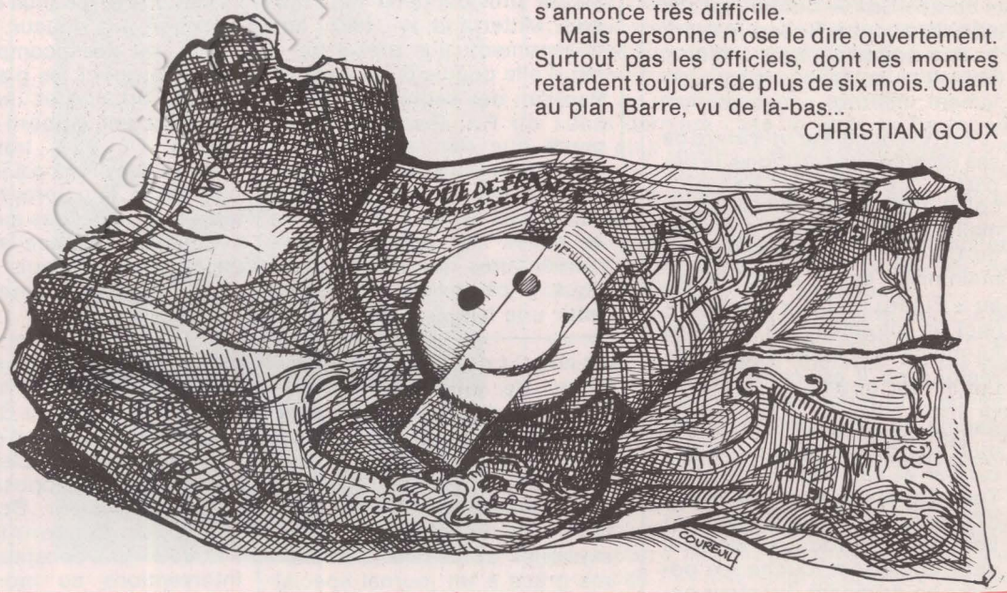
France et Italie seront d'ailleurs les plus touchées. Aussi les Américains, prenant les devants, déclaraient que si le prix du pétrole augmentait, cela causerait des troubles graves pour l'économie mondiale. Pourtant, l'argument avancé par les pays de l'Opep de la dépréciation continue du dollar depuis un an et de la hausse vertigineuse du prix de leurs importations n'est pas sans fondement. Ce n'est pas en faisant confiance au mécanisme d'un pseudo-marché qu'une solution pourra être trouvée. Elle ne peut être entrevue que dans des accords de coopération d'Etat à Etat.

Mais le pétrole n'est pas tout. On ne répétera jamais assez que le déficit massif des pays du Sud non exportateurs de pétrole tient, en grande partie, au prix très bas des matières premières. On comprend donc que la dette ne soit pas perçue dans ces pays de la même façon que dans les nôtres. Celle-ci leur apparaît beaucoup plus comme la manifestation d'un impérialisme tout-puissant que comme la sanction d'une mauvaise gestion de leur économie et il faut bien reconnaître qu'ils ont largement raison. Comme le souligne le ministre des Finances de la République centrafricaine, parlant au nom des pays africains : « La détérioration croissante de nos termes de l'échange s'accentue d'année en année en même temps que ne cessent de décroître les flux de transferts des ressources réelles des pays industrialisés vers les pays en voie de développement ».

A Manille, l'ambiance est la même, en plus morose peut-être, qu'en 1973 à Nairobi. J'ai retrouvé les mêmes visages plus graves, les mêmes problèmes plus aigus. L'année 1977 s'annonce très difficile.

Mais personne n'ose le dire ouvertement. Surtout pas les officiels, dont les montres retardent toujours de plus de six mois. Quant au plan Barre, vu de là-bas...

CHRISTIAN GOUX



capitaliste qui engendrerait le chômage... » Giscard, entends-tu... Même la droite du patronat constate l'évolution en faveur des idées de gauche.

Sa résistance n'en sera que plus dure. Dans l'ensemble, les patrons sont bien décidés à ne pas accorder d'augmentations de salaires, à ne céder sur rien, à moins d'y être contraints. Ils sont prêts à affronter des conflits sociaux. En attendant 1978... ou des élections anticipées auxquelles la majorité du C.n.p.f. serait favorable.

Un attentisme qui, évidemment, n'aide en rien le gouvernement. Une espèce de politique du pire, doublée d'un secret espoir dans la frange « dure » : plus la situation sera détériorée quand la gauche sera au pouvoir, mieux cela vaudra.

Ce pari serait-il suivi par la masse des patrons ? Le sondage de « l'Expansion » semble indiquer que non. Car l'anonymat du questionnaire permet de mieux cerner certains éléments. Ainsi, 4 chefs d'entreprise sur 10 ont plutôt bonne opinion du Parti socialiste. Un sur deux pense que pour lui, personnellement, l'arrivée de la gauche au pouvoir ne changerait pas les choses en mal. Un tiers au moins d'entre eux estiment que la gauche ferait mieux que la majorité pour réduire les inégalités et assurer la paix sociale, deux tiers que les syndicats modéreraient leurs revendications.

C'est clair : dans le domaine social, Giscard d'Estaing a échoué. L'épouvantail brandi du chaos dans le monde du travail ne fait même pas peur aux patrons : 3 % d'entre eux seulement craignent la nationalisation de leur entreprise, et 4 % redoutent l'occupation de leurs usines. Bref, la gauche est mieux placée, estime le patronat, pour obtenir le fameux consensus social dont rêve Giscard d'Estaing.

Les craintes, en fait, sont ailleurs. Elles sont — et c'est logique — économiques. Elles ont nom impôt sur le capital, contrôle des changes, contrôle strict des investissements. Mais, surtout, ces peurs deviennent hantises quand on aborde aux rivages du pouvoir. Là, les patrons se prennent à cauchemarder. Horribles visions d'entreprises où ils ne seraient plus maîtres à bord, où les salariés auraient leur mot à dire...

MICHELE KESPI-BACKMANN

changer la vie politique en France

LA PRESSE EN ACTION

Pris dans le tourbillon où les entraîne depuis quelques mois le capitalisme sauvage, les « grands titres » de la « grande presse » continuent de donner de la bande. A « Paris-Match », fleuron jadis de l'empire Prouvost, aujourd'hui vendu au groupe Filipacchi, il a fallu un recours des syndicats en justice pour bloquer, au moins provisoirement, une « charrette » de 43 salariés ; et il n'est pas jusqu'au directeur politique, Jean-Raymond Tournoux, qui ne s'en aille en invoquant la clause de conscience.

C'est aussi sur le plan judiciaire que les journalistes de « France-Soir » continuent de se battre contre Robert Hersant et son complice dans l'affaire, Paul Winkler : le juge fait actuellement instruire une expertise.

En revanche, sur une autre de ses récentes acquisitions, le député centriste et ex-collaborateur — qui cherche maintenant alliance du côté du C.n.p.f. — vient d'établir sa mainmise sans coup férir : au « Figaro », il a « simplifié » (sic) la direction en prenant lui-même la présidence d'un directoire où il est censé représenter... la rédaction (en compagnie du président des quelques journalistes C.g.c., le giscardien et catholique intégriste Yann Clerc). Cependant que Jean d'Ormesson, qui a beaucoup fait pour introduire Hersant dans la maison, touche ses deniers en devenant directeur général. Tout ce monde piétinant joyeusement les accords conclus jadis entre Prouvost, le précédent propriétaire, et la Société des rédacteurs — dont l'actuel Bureau, il faut le regretter, n'a guère réagi à ce coup de force...

Lorsqu'on ajoute cela aux batailles que doivent mener les ouvriers et techniciens des imprimeries, au « Parisien libéré » et ailleurs, on comprend pourquoi la participation de la presse était si importante à l'immense manifestation du 7 octobre. Et pourquoi le Livre C.g.t., le Livre C.f.d.t., l'Union des syndicats de journalistes (autonome, C.f.d.t. C.g.t. et F.o.), et les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de radio-télévision commencent lundi une « semaine d'action des travailleurs de l'information » sur des objectifs précis, expliqués à 100 000 exemplaires grâce à un journal spécial de 4 pages, « Information-Unité » : dénoncer la mainmise du Pouvoir et des banques sur ce secteur, obtenir une enquête sur l'origine des fonds dans les rachats de journaux, aboutir au vote d'un statut démocratique de la presse garantissant le pluralisme et les droits du public à l'information...

AVEC LE SOLEIL

Il n'y a pas que le livre de Valéry Giscard d'Estaing ! Cette semaine également sort en librairie (avec moins de publicité, il est vrai) le premier ouvrage d'Edith Cresson, « Avec le soleil » (J.-C. Lattès). C'est l'expérience de ses deux campagnes successives à Châtellerault (législative puis cantonale) qui lui a donné l'idée d'écrire ce témoignage. Mais Edith Cresson en profite pour raconter, d'une plume alerte et avec beaucoup d'images heureuses, son enfance bourgeoise, sa vie étudiante à H.e.c. Jeune fille, sa rencontre avec la politique à l'occasion de la première campagne présidentielle de François Mitterrand en 1965, son engagement plus précis qui a fait d'elle depuis le congrès de Pau l'un des secrétaires nationaux du P.s. Peut-être est-ce parce que rien au départ ne semblait la porter à cet engagement qu'elle l'a pris davantage au sérieux et qu'elle l'assume au milieu des difficultés supplémentaires que l'action politique à ce niveau représente pour une femme, mariée, mère de famille. Toute une partie du livre vise précisément à encourager les femmes à se lancer dans l'action. « Elles commencent, écrit Edith Cresson en conclusion, à voir le lien qui existe entre l'analyse critique d'un système social bloqué, des propositions de changement correspondant à l'intérêt du plus grand nombre et des alliances politiques claires, qui ne varient pas au gré des circonstances électorales. Dans ce cadre, les femmes qui comprennent maintenant qu'il ne s'agit plus d'un jeu stérile ont à jouer un rôle de premier plan. A l'intérieur des partis de la gauche, d'abord, où la phallocratie dominante survit encore, et dans la vie politique tout court où elles feront une place plus large à la patience, à la rigueur, à la tolérance, où elles comprendront pour les guérir les plaies de la société urbaine et industrielle qui affectent d'abord les plus faibles. Où elles travailleront comme elles l'ont toujours fait, non pour leur propre profit, mais pour celui des autres. Car le combat que mène la gauche, en particulier depuis dix ans, c'est celui des femmes depuis toujours ».

GATTI VAINQUEUR

« L'Unité » avait récemment raconté les tirs de barrage que la C.g.t. et le Parti communiste faisaient subir à Armand Gatti à Saint-Nazaire (voir notre numéro 217). Pensez : Gatti osait prendre comme point de départ d'un de ses spectacles l'incarcération de « l'opposant » soviétique Vladimir Boukovski ! Nous nous étonnions du « couac » que constituaient ces interventions au moment où Georges Marchais et Jean Elleinstein faisaient chorus sur la défense des libertés, liberté des créateurs comprise. Or Georges Marchais vient de désavouer les communistes de Saint-Nazaire. Et, qui plus est, deux fois dans la même journée. Au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée à Rennes le 8 octobre dernier, il a déclaré : « Nous sommes contre toute censure, dans quelque domaine que ce soit ». Et, le même jour, sur les antennes de R.t.l., il a précisé : « C'est incontestablement une bavure locale en contradiction avec notre affirmation qui s'élève contre toutes les formes de censure, d'où qu'elles viennent ».

LE LARZAC SE BAT

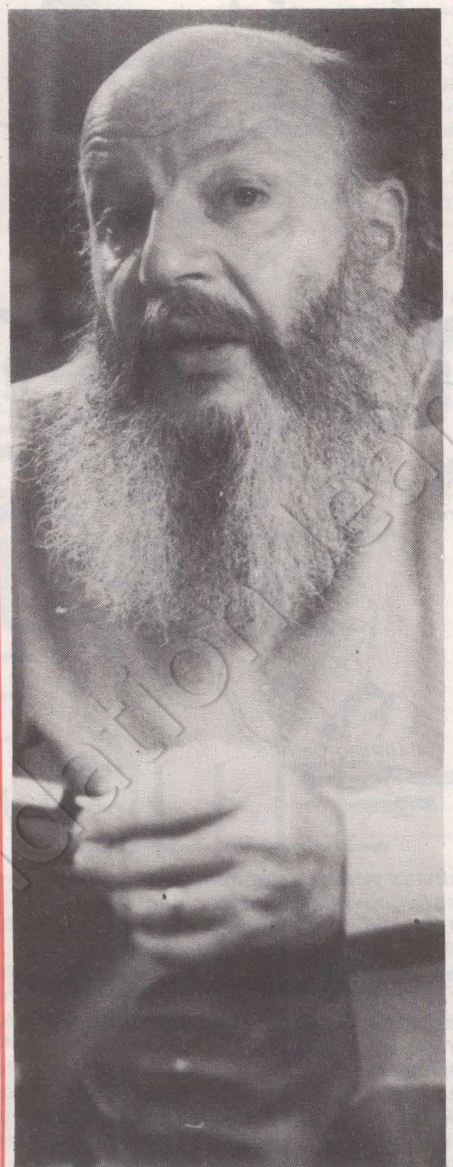
La détermination des paysans du Larzac n'est entamée en rien. Ils viennent d'« affirmer leur volonté de vivre sur le Causse, d'y développer l'agriculture et l'élevage et de construire la paix autrement que par les armes » par une nouvelle action. C'est ainsi que, le 2 octobre, le berger François Giaccobi et Christian Roqueyrol ont été installés dans la ferme Cavalier pour y faire de l'élevage. Cette exploitation de 150 ha environ, dont 30 de labour, fait partie des 750 ha de Montredon récemment achetés par l'armée.

En juin 1976, les paysans avaient constitué le Groupement foncier agricole 2 pour racheter les terres vendues par les non-résidents. Le G.f.a. 2 vient d'acquérir une ferme qui occupe une position stratégique dans l'ouest du périmètre d'extension du camp militaire. Pour aider le G.f.a., en achetant une parcelle, contacter Robert Pinault, à Saint-Martin-du-Larzac, 12 100.

SEMAINE DE LA NON-VIOLENCE

A une époque où les militaires ont l'oreille de la presse et du gouvernement, la non-violence reste assez mal connue. Pourtant, les non-violents participent à bon nombre de luttes : contre l'extension du camp militaire du Larzac, la construction de Super-Phénix à Malville, l'installation d'un régiment de Pluton près de Belfort... Les non-violents entendent proposer une stratégie de rupture avec le capitalisme dont ils affirment qu'elle porte en elle-même, par ses méthodes de lutte, un projet socialiste autogestionnaire. Pour ceux qui souhaitent en savoir plus ou débattre de ces questions, le Mouvement pour une alternative non violente organise une semaine d'information du 18 au 24 octobre, au cinéma André-Bazin (45 bis, rue de la Glacière, 75013 Paris)

LA GLANDE THYROÏDE



PAR CLAUDE MANCERON

J'ai pendu à mon mur — il y a quelque temps déjà — un dessin de Wolinski, dans « Charlie-Hebdo », où l'un de ses deux fameux petits interlocuteurs dit à l'autre :

« Mais voyons, Monsieur, les successeurs de Mitterrand se battent déjà entre eux ! »

La prophétie était un peu prématurée. La voici entrée dans les mœurs de la droite. Remplaçons le nom de « Mitterrand », dont la personnalisation déplaît à celui-ci, par « la gauche unie » ; le fait est que la première semaine d'octobre nous a donné, du côté de la droite, le singulier spectacle d'un combat de crocodiles entre les leaders et de la panique d'une basse-cour chez les troupes parlementaires. Cote de Giscard d'Estaing en baisse ; appel gaullien de Chirac ; rondeur hésitante de Raymond Barre ; sortie mélancolique de Chabán-Delmas qui se prend pour Napoléon à l'île d'Elbe ; agressivité anti-européenne accrue de Michel Debré, qui se prend de plus en plus pour Michel Debré. Mais voici que l'après-midi même où des millions de travailleurs crient leur colère et affirment leur volonté dans les rues de toutes les grandes villes de France, le Premier ministre frappe du poing sur la tribune et se montre capable, comme un grand, de mordre et d'utiliser la ritournelle anticommuniste en guise d'argument. Miracle ! le monsieur rond est devenu carré. Il a déclaré le 7 octobre que « le gouvernement ne détermine pas sa politique à la longueur des défilés ». Nous en sommes convaincus, puisqu'il continue de la déterminer à l'applaudimètre du grand patronat. Mais le député moyen de la droite, lui, a continuellement orienté sa boussole d'après les centimètres carrés de la mâchoire d'un gouvernant.

A en croire le concert orchestré par les radios et la presse gouvernementales, le 7 octobre fut vraiment une journée historique. Parce qu'il a marqué le réveil d'un peuple ? Vous n'y pensez pas ! Parce qu'« un nouveau taureau s'est révélé dans l'arène du Palais-Bourbon », selon un commentateur aplati. Etrange animal, d'ailleurs, déjà digne d'une légende, puisque selon le grand titre du « Midi libre », le 8 octobre : « Raymond Barre a montré ses griffes ». Un taureau-lion. En vérité, ils trompent, ces bons gros : voyez les débuts difficiles de Pompidou ; il avait fait des progrès par la suite. Et Poniatowski, donc ! Tant qu'il tient l'Intérieur, les nantis ne trembleront pas. « Poniatowski est un homme qui saura faire tirer sur la foule », m'a confié un homme de droite, charmant et fort doux par ailleurs.

La droite, depuis 1848, a passé son existence à chercher des hommes forts. C'est-à-dire des chefs capables de tirer dans le tas.

Je dramatise ? Comme Hugo quand il parlait de Badinguet, comme Vallès quand il parlait de Thiers, comme Benedetto Croce quand il parlait de Mussolini. Avant que les mâchoires de ces puissants ne s'élargissent quelque peu.

Quel soulagement doivent éprouver les gens de la droite ! Ils n'ont plus à subir les tortures morales que Pierre Brousse s'est infligées des années durant, et que les courtisans éprouvaient en 1782 après la mort de Maurepas, le « principal ministre », mais aussi le mentor du jeune Louis XVI. Qui ce dernier allait-il choisir comme « Premier » ?

« Il faut se rappeler que les courtisans ont comme un besoin d'état de savoir où aller valeter, que ce soit chez le Premier ministre, son confesseur, son valet de chambre, ses amis ou sa maîtresse, ou bien chez les maîtresses du Roi, s'il en a, et leurs plus bas entours : il faut toujours aller valeter quelque part. Qu'on juge donc de leur étonnement : ils ne savaient plus où aller » (Mémoires du duc de Croÿ).

Or, Louis XVI... n'appela personne et prétendit régner par lui-même. On connaît le résultat. Deux siècles plus tard, l'été vient d'être dur en 1976, à Saint Tropez ou à Deauville, pendant l'un des plus longs évanouissements de l'Etat que la France ait connus. Il va être difficile maintenant de vitupérer les crises gouvernementales de la IVe République. Valeter chez Chirac ? Il était en sursis. Valeter chez le Président ? Il chassait les fauves, pendant que son capital d'homme à poigne s'effondrait. On valetait donc chez tous les successeurs possibles de Chirac, et deux mois de l'Histoire de France s'apparentèrent au jeu de l'oie.

A la dernière case, le nom de Raymond Barre était lâché ; mais le mois suivant fut encore pénible, puisque « le gouvernement s'attaquait *enfin* aux affaires sérieuses », d'après la voix la plus autorisée, et qu'il y fallait du temps. Devait-on se précipiter chez Barre ? Mais Chirac boudait. Quelques-uns commençaient à rêver de Bigeard...

Enfin tout s'est mis en marche, comme le carrousel d'un martroi ; Giscard s'est recyclé dans une tentative littéraire ; Chirac est parti trop tôt au pas de charge, en confondant son 3 octobre et le 18 Juin ; Barre est devenu méchant. On va se bousculer, les jours prochains, sur les paillassons de l'Hôtel Matignon.

Pendant ce temps les media vont vaillamment continuer d'édifier la statue de Raymond Barre, homme aux gros bras, capable — qui sait ? — d'éviter le désastreux intérim d'un gouvernement de la gauche unie.

Je propose aux nouveaux courtisans deux textes en référence, le premier d'un adulateur du Duce en 1927, dans le « Popolo d'Italia » : « Les hommes d'action ont généralement, Mussolini, comme Jules César, Napoléon, Garibaldi, Lénine, le grand front proéminent et la mâchoire carrée... Même sans en faire une radiographie, tout fait supposer que Mussolini a une glande thyroïde exceptionnelle ».

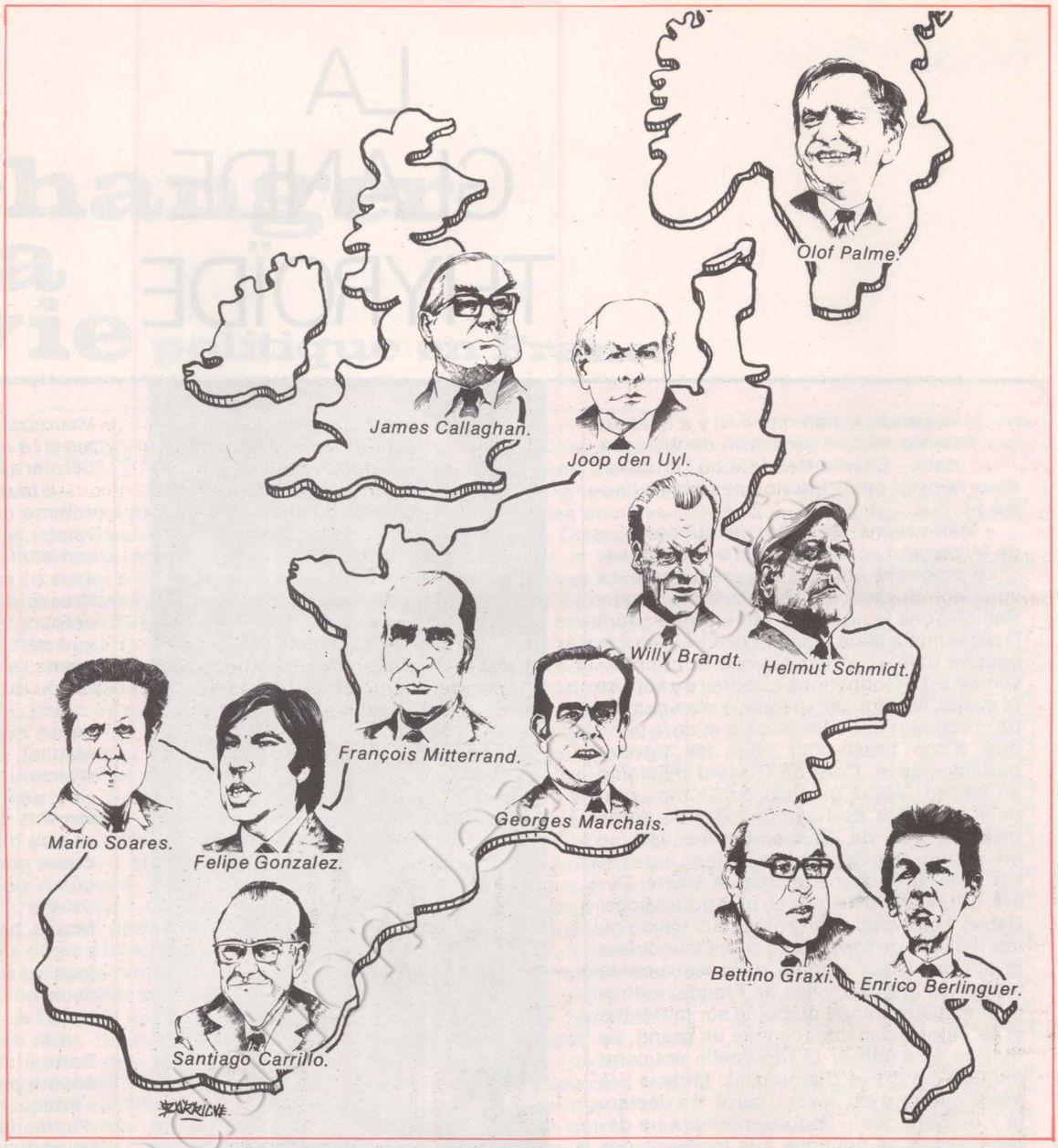
Le second est plus tardif (janvier 1933) et plus politique : « Mussolini a prouvé à beaucoup de nations comment on peut résister au harcèlement du socialisme ». C'est une déclaration de Winston Churchill, hélas ! au temps où s'unissaient les conservateurs de tous les pays.

La gauche et le pouvoir en Europe

Une grande enquête réalisée

- en Allemagne
- en Italie
- au Portugal
- en Grande-Bretagne
- en Espagne
- aux Pays-Bas
- en Belgique
- en Suède





Les socialistes suédois viennent de très peu, de perdre le pouvoir qu'ils détenaient depuis 44 ans. Les sociaux-démocrates allemands, ont réussi, d'extrême justesse, à le conserver après une campagne qui a vu une inquiétante montée des forces de droite. Au Portugal, le Parti socialiste est seul au pouvoir mais Mario Soares dirige un gouvernement minoritaire constamment menacé. En Italie, les élections législatives du 20 juin ont rapproché la gauche du pouvoir et singulièrement le Parti communiste, dont l'abstention a rendu possible la constitution de l'actuel gouvernement. En Grande-Bretagne, le Parti travailliste occupe le pouvoir dans des conditions difficiles et alors que se développent en son sein deux conceptions différentes quant à la façon de l'exercer. En Espagne, à travers un cheminement complexe, la gauche a engagé avec le régime post-franquiste un dialogue encore indécis, mais qui l'amène elle aussi à se poser les problèmes du pouvoir. Ceux-ci, dans des conditions différentes, sont également au premier plan des préoccupations des socialistes belges — qui viennent de renforcer leurs positions municipales — et hollandais, à la tête, depuis plusieurs années, d'une coalition gouvernementale avec des centristes. En France, enfin, nul ne doute que le pouvoir soit bien l'enjeu de la grande bataille des prochains mois entre la gauche unie et la droite coalisée.

Dans toute l'Europe occidentale, un problème a donc surgi au premier plan : celui des relations entre la gauche et le pouvoir. Qu'elle l'occupe effectivement depuis plus ou moins longtemps ou qu'elle aspire à y accéder dans un avenir proche, toute la gauche européenne se trouve directement confrontée avec ce problème du pouvoir et de son exercice.

Bien sûr, la situation est fort différente d'un pays à l'autre en fonction des particularités de chaque pays et des diversités de la gauche elle-même. Il y a apparemment peu de points communs entre le S.p.d. de Willy Brandt et d'Helmut Schmidt et le P.c.i. d'Enrico Berlinguer, entre le Labour Party et le P.s. français, entre le P.c.f. et le Parti socialiste portugais, etc. Mais il y a aussi entre tous ces partis, parce qu'ils sont les uns et les autres des représentants authentiques du mouvement ouvrier de leurs pays respectifs, un fonds commun et, donc, un dialogue possible. Dialogue qui pourrait d'ailleurs un jour trouver un cadre et un sens plus précis au sein d'un Parlement européen élu au suffrage universel. Mais cela est une autre histoire...

En attendant d'en arriver là, nous voudrions tenter d'apporter quelques pièces nouvelles à un dossier complexe mais passionnant pour les militants socialistes que nous sommes. On se souvient que l'an dernier, à la même époque, nous avions ouvert les colonnes de « l'Unité » à une série d'entretiens exclusifs avec les secrétaires généraux des partis socialistes et communistes de l'Europe du Sud, donnant ainsi la parole à Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo, à Francesco De Martino et Enrico Berlinguer, à Mario Soares et Alvaro Cunhal, à François Mitterrand et Georges Marchais.

Cette grande enquête, que nous avons intitulée « Au sud, du nouveau », avait connu un grand retentissement en France comme dans les autres pays concernés et notamment en Italie, où elle avait été intégralement reproduite. C'était une première approche. Nous voulons cette année aller plus loin en montrant comment se posent concrètement, dans chacun des grands pays de l'Europe occidentale, les problèmes du pouvoir et comment la gauche les affronte. Nous le ferons chaque fois par une enquête sur place et en donnant la parole aux principaux dirigeants des formations de gauche. Nous ne chercherons pas à aboutir à des conclusions ni à développer des thèses, mais d'abord à faire mieux connaître des expériences profondément différentes dont la compréhension est nécessaire à tous ceux qui sont engagés dans le grand combat socialiste.

Vaste ambition, sans doute, mais qui ne nous a pas fait reculer. Nous estimerions avoir réussi si « l'Unité », l'hebdomadaire du Parti socialiste français, contribuait une fois encore à reconstituer quelques pièces de cet énorme puzzle qui constitue malgré tout le fonds commun de tous ceux qui luttent en Europe pour libérer l'homme et changer sa vie.

CLAUDE ESTIER

L'actualité commande. C'est par la République fédérale d'Allemagne que nous commençons cette grande enquête. La semaine prochaine, nous parlerons de l'Italie.

I. ALLEMAGNE : UN SOCIALISME EN LIBERTE TRES SURVEILLEE

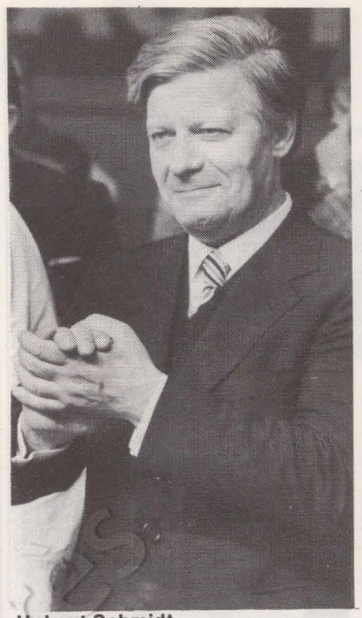
De notre envoyé spécial.

Premier partenaire économique de la France et voisin immédiat, l'Allemagne reste incomprise des habitants de notre pays. Certains n'y voient encore que la patrie d'un nazisme toujours prêt à renaître de ses cendres. D'autres s'en tiennent à l'explication sommaire selon laquelle la puissance allemande ne tiendrait qu'à un goût inquiétant pour la discipline et l'organisation. Et pour presque tous les Français, les Mercedes cossues, un fantastique réseau d'autoroutes, le fort pouvoir d'achat du mark, une puissante industrie et la bière mœlleuse tiennent lieu de définition de l'Allemagne. Sans doute tout cela existe-t-il... C'est pourtant un peu court pour comprendre, par exemple, ce qui a poussé l'électorat allemand à faire la fine bouche devant le bilan, apparemment fort enviable, que lui présentait Helmut Schmidt. Aussi, sans permettre de saisir toute la complexité d'un tel peuple et d'un tel pays, un voyage de deux semaines outre-Rhin, à l'occasion de la campagne électorale, pouvait tout de même aider à lever quelques préjugés pour mieux en cerner la réalité (1).

Pendant toute la période de reconstruction d'après l'écroulement du Reich nazi, la vie politique allemande fut des plus simples. Jusqu'en 1966, les conservateurs démocrates-chrétiens de la C.d.u. et de la C.s.u. dirigèrent en permanence les affaires allemandes avec le soutien, parfois réticent, des libéraux du F.d.p. Porte-parole de l'opposition, le S.p.d. social-démocrate incarnait à lui seul l'espoir de changement. En effet, selon la « loi fondamentale », Constitution de la République fédérale, les partis qui n'atteignent pas 5% des voix aux élections fédérales ne disposent d'aucune représentation parlementaire. Tous les petits partis ont, de ce fait, rapidement été éliminés.

Et le sort du Parti communiste (K.p.d.) ? La partition du Reich en deux Allemagnes, la guerre froide, la construction du mur de Berlin, la dureté des relations avec la République démocratique, la situation interne des pays de l'Est, Budapest 1956 et Prague 1968, tout cela ne fit que renforcer en Allemagne fédérale un anticommunisme dont le résultat fut l'interdiction du K.p.d. pour anticonstitutionnalité, il y a tout juste 20 ans. C'est seulement en 1968 que les communistes se réorganisent sous un nouveau sigle, le D.k.p., tout en restant proches de la R.d.a. Il ne faut donc pas s'étonner si, malgré la décrispation internationale et la courageuse mise en œuvre, par Willy Brandt, de « l'Ostpolitik », ce parti n'enregistre guère plus de 0,3% des →

1) A l'invitation de l'Office franco-allemand de la jeunesse, une dizaine de Jeunes socialistes français ont pu suivre la campagne électorale dans plusieurs régions allemandes.



Helmut Schmidt.



Militantes du S.p.d.



Willy Brandt.



La « baraque », siège du S.p.d. à Bonn.



La gauche et le pouvoir en Europe

voix aux élections législatives. L'anticommunisme omniprésent tout au long de la campagne électorale et l'absence de représentativité du D.k.p. expliquent que l'application outre-Rhin d'une stratégie d'union de la gauche à la française n'ait, pour l'instant, pas grand sens aux yeux des dirigeants du S.p.d.

D'autant que, depuis son congrès de Bad-Godesberg, en 1959, le Parti social-démocrate ne se réfère plus à la doctrine marxiste. De parti de la classe ouvrière qu'il était, il a voulu devenir le représentant du peuple allemand dans son entier.

Dès lors, le S.p.d., qui acceptait aussi l'intégration allemande dans le bloc atlantique, acquit une respectabilité et une audience croissantes. Le résultat ne se fit pas trop attendre puisqu'en 1966, en constituant une « grande coalition » avec la C.d.u., il quitta le ghetto de l'opposition.

La période de grande coalition, de 1966 à 1969, fut celle de la première crise économique d'après-guerre. Elle fut marquée par une vive agitation politique. Déçus par l'attitude de leur parti, les ex-Etudiants socialistes du S.d.s. et une partie de la jeunesse étudiante, déjà mobilisés contre le conflit vietnamien, contre la présence de bases américaines en R.f.a. et contre les « lois d'urgence », s'en prirent au modèle capitaliste de croissance et aux objectifs politiques sans alternative qu'on leur proposait. A la violence qui faisait son apparition dans la rue fit écho une autre violence, beaucoup plus insidieuse, par le biais du puissant groupe de presse Springer. A travers 30% des quotidiens et un pourcentage nettement supérieur des hebdomadaires allemands, Axel Springer mène la guerre à tout ce qui lui paraît suspect de marxisme ou même simplement progressiste. Organisateur d'un climat de chasse aux sorcières, il a été notamment dénoncé par le prix Nobel de Littérature, Heinrich Böll, dans « L'honneur perdu de Katharina Blum ».

L'unanimité de façade de la société allemande connaissait alors ses premières déchirures. Pourtant, après trois années de grande coalition, les élections de 1969 suscitèrent de nouveaux espoirs. Elu chancelier, Willy Brandt disposait, avec la coalition S.p.d.-F.d.p., d'une douzaine de sièges de majorité au Bundestag. Ses premières déclarations semblèrent confirmer cet espoir : « Nous sommes placés, en République fédérale, devant la nécessité de procéder à de vastes réformes... Non, nous ne sommes pas à la fin de notre démocratie, nous en sommes à nos véritables débuts. »

Anticipant sur les projets du Chancelier, les Allemands se prirent à rêver des réformes ainsi promises. Sans remettre en cause l'ordre économique fondé sur la libre entreprise auquel ils attribuent le rapide redressement de l'Allemagne, la majorité d'entre eux souhaitaient des aménagements allant dans le sens d'une plus grande libération individuelle et d'une véritable justice sociale. En particulier, les travailleurs et leur puissante centrale syndicale le D.g.b. fondaient de grandes espérances sur la mise en place de la cogestion.

Sept ans plus tard, malgré les nombreuses réalisations à mettre au crédit de la coalition toujours en place, l'attente de nombreux Allemands a été déçue. Bien sûr, l'Allemagne d'aujourd'hui est très différente de celle d'Adenauer. Qu'il s'agisse de l'abaissement de la majorité à 18 ans, de la tenue décontractée en ville ou de la libéralisation des mœurs, le changement de « climat » saute aux yeux. La croissance s'est poursuivie à un rythme rapide et — grâce à des prestations sociales et à une plus grande justice fiscale qui ont permis de fortement réduire les inégalités — le niveau de vie des travailleurs allemands est un des meilleurs du monde. L'Allemagne vit en paix avec ses voisins, elle a acquis puissance et considération dans le monde et nul danger ne la menace, pas plus à l'extérieur de ses frontières qu'à l'intérieur. Pourtant, on est frappé par une sorte de désenchantement.

Friedrich R., 32 ans, professeur de français à Kassel, explique cette déconvenue : « Quand Brandt a été élu, on l'a ressenti ici comme une sorte de Mai 68 électoral. Depuis presque 25 ans que les « réacs » de la C.d.u. avaient le pouvoir, l'atmosphère était devenue étouffante. Il fallait que ça change, sous peine de péter quelque part. Et c'est vrai que pas mal de choses ont changé. Dans l'enseignement, mais aussi dans les usines et même dans les casernes, le climat s'est rapidement transformé. Les rapports avec les autres, y compris avec les supérieurs hiérarchiques, se sont améliorés. Les gens sont devenus plus ouverts, plus décontractés. Mais avec le développement de la crise en 1974 et après le remplacement de Brandt par Schmidt, la même année, il est vite apparu que les réformes, déjà limitées, allaient marquer le pas. Comme rien n'était venu changer sérieusement les structures de l'économie et de la société, ce coup d'arrêt donné aux réformes a, petit à petit, ramené une atmosphère pesante ».

Nombreux sont, aujourd'hui, ceux qui déplorent ainsi l'absence d'audaces de la coalition. La campagne électorale a bien montré que l'enthousiasme suscité par Brandt en 1972 n'existait plus. Conscient des dangers que représentait l'union C.d.u.-C.s.u. et essentiellement soucieux de maintenir les avantages acquis, l'électorat a voté Schmidt plus par réalisme ou par résignation que dans l'attente de transformations profondes de la réalité allemande. Surpris par la crise qui s'est traduite, depuis 1973, par une poussée du chômage et de l'inflation, les Allemands ont découvert avec amertume que la constante progression de leur niveau de vie pouvait être mise en cause. La fragilité de leur puissante économie, sa dépendance de l'extérieur, pour l'énergie et les matières premières comme pour les exportations fournisseuses de 20% des emplois, inquiètent les Allemands. Que leur importe si leur taux de chômage de 3,9% et leur taux d'inflation de 4% sont parmi les plus bas du monde occidental : obsédés par l'inflation délirante et le chômage qu'ils ont connus en 1923, sous la République de Weimar, les Allemands ne font de comparaison que par rapport à leur propre passé et non par rapport à la situation dans les autres pays... Pour faire disparaître ces plaies, ils sont disposés à consentir certains sacrifices. Mais pas trop. Et les dirigeants de l'économie n'ont pas manqué de leur en demander.

Un exemple du "consensus" : Volkswagen

C'est que le consensus allemand ne relève pas de la légende. Il repose sur une conception de la société où les divergences d'intérêt entre le travail et le capital doivent pouvoir être résolues par la concertation sans recourir aux conflits propres à la lutte des classes. Tel est le sens des propos rapportés par le numéro d'octobre du mensuel économique « l'Expansion » de Hartmurt Georgens, directeur des études économiques du D.g.b. : « Nous reconnaissons que la distribution des revenus a changé dans le passé en notre faveur. Nous acceptons, par conséquent, une redistribution dans l'autre sens. Nous avons réduit nos revendications salariales, permettant aux entreprises d'accroître leurs profits, ce qui est bon pour l'économie ».

Ce langage, je l'ai souvent entendu en Allemagne. A Kassel, par exemple, en visitant l'usine Volkswagen. Longue de 1,7 km et large de plus d'un demi-

kilomètre, cette usine moderne se compose de quatre halls immenses qui résonnent du bruit des presses, des tours et autres machines. Là, 14 027 personnes fabriquent des pièces et des éléments de carrosserie pour 13 modèles différents. L'usine « consomme » 500 tonnes de métal et expédie 450 wagons de pièces et de boîtes de vitesses chaque jour.

Après la visite, des syndicalistes du comité d'entreprise nous reçoivent dans leur local et, avant tout autre chose, nous distribuent le petit mensuel de la section S.p.d. de l'usine. La conversation s'engage sur la campagne électorale. Les syndicalistes sont satisfaits : la mobilisation est totale. Ils ont récolté 4 000 marks auprès des ouvriers pour mener leur campagne autonome en faveur du S.p.d. dans l'entreprise — où la politique reste interdite. Ils constatent avec satisfaction : « La distribution de tracts par la C.d.u. à la sortie, avant hier, n'a eu aucun succès. »

Après ce rapide échange, un délégué engage la discussion sur l'évolution des conditions de travail et les réformes sociales au cours des dernières années : « Des progrès sérieux ont été accomplis, notamment depuis la mise en œuvre, en 1975, de la loi sur la sécurité du travail. L'ouverture au droit à la retraite dès 63 ans est également une étape importante. Pour notre usine, les problèmes se posaient sans doute de façon moins aiguë que dans certaines petites entreprises, en raison de l'organisation des travailleurs et des acquis de notre convention collective. Il reste bien sûr beaucoup à obtenir, notamment pour augmenter les temps de pause, diminuer les cadences ou améliorer les conditions de travail, comme aux presses où le bruit dépasse 110 décibels. Nous avons bon espoir d'obtenir satisfaction ».

A la question inévitable sur le recours à la grève, la réponse est nette : « Une fois, en 1972, une grève sauvage s'est déclenchée. Elle a permis d'obtenir une réduction des cadences, inscrite depuis à la convention collective. Mais, en règle générale, nous utilisons la voie de la négociation, comme le veut la loi. Un de nos gros problèmes touche aux réductions d'emplois : l'industrie automobile allemande, et Volkswagen en particulier, ont été fortement touchées par la crise. Depuis 1970, Il y a eu ici 5 000 emplois supprimés par la rationalisation, après l'arrêt de fabrication de la Coccinelle au profit de la Golf. Les plus touchés ont été les immigrés, des Turcs, des Espagnols et des Yougoslaves pour l'essentiel. Il en est parti 2 000 en deux ans. Sans être licenciés, ils ont préféré accepter la prime de démission proposée par la direction à un moment où un climat désagréable se développait à leur encontre, même chez des gars qui étaient leurs copains. Bien sûr, cette rationalisation pose des problèmes sérieux et nous sommes satisfaits d'avoir pu en limiter les conséquences. »

Interrogé sur le fait de savoir si ce qui est bon pour Volkswagen l'est aussi pour ses ouvriers, le syndicaliste marque un temps d'arrêt avant de répondre : « En principe, oui. Sans débouchés, sans ventes, sans productivité, la situation des ouvriers dans ce système n'est pas bonne. Cela n'empêche pas que nous devons agir pour obtenir une meilleure répartition des moyens de production et une meilleure situation pour les ouvriers. La cogestion est déjà un pas intéressant en ce sens, Elle nous donne des responsabilités et un pouvoir. Ainsi, alors que la production chutait en Allemagne et que Volkswagen s'implantait aux Etats-Unis, nous avons obtenu de la direction que les pièces continuent d'être fabriquées ici et qu'elles ne soient expédiées là-bas qu'ensuite, pour y être assemblées. Sur un autre plan, nous avons également obtenu le renvoi d'un directeur antisocial. Mais il ne faut pas se leurrer. La cogestion que nous souhaitions allait beaucoup plus loin que celle-ci, qui n'en est qu'à ses balbutiements ».

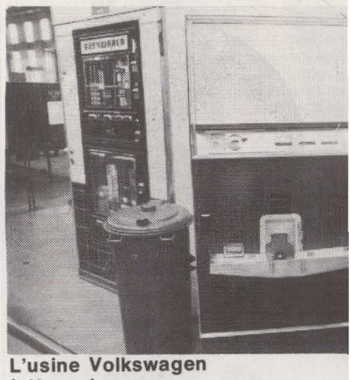
Appliqué dans toutes les entreprises de plus de 2 000 salariés — sauf celles des secteurs sidérurgique et minier qui disposent déjà d'une représentation paritaire au conseil de surveillance et dans le directoire depuis 1951 — le système actuel de cogestion est le fruit d'un compromis entre le S.p.d. et le F.d.p. Si les actionnaires et les salariés composent à part égale les conseils de surveillance, en cas de blocage entre les deux parties le président du conseil a voix prépondérante. Naturellement, il est toujours un représentant des actionnaires. A cette exigence du F.d.p. s'en est ajoutée une autre selon laquelle le représentant des cadres, élu uniquement par ses pairs, siège dans les rangs des salariés. Ces deux concessions, arrachées par le F.d.p. et la C.d.u. au S.p.d. et au D.g.b. ont considérablement réduit la portée de la cogestion.

Pour le docteur en économie André, responsable au ministère allemand du Travail et des Affaires sociales des relations internationales sur les problèmes sociaux, les critiques systématiques adressées par les socialistes et les syndicats de plusieurs pays européens au système allemand sont injustes. « Certes, nous restons en système capitaliste. Mais la loi de 1972 sur l'organisation interne des entreprises a étendu les pouvoirs et les responsabilités des comités d'entreprise, rendus obligatoires. Sans avoir compétence en matière salariale, ce qui relève des conventions par secteur, ces comités sont habilités à traiter des problèmes de personnel, de l'organisation du travail et ils doivent être régulièrement informés de la situation de l'entreprise, de ses différents projets, des programmes de production et d'investissement.

Depuis la mise en place de la cogestion le 1er juillet dernier, qui vient s'ajouter à la loi de 1972, on peut estimer que les représentants des ouvriers allemands sont parmi les mieux informés du monde capitaliste. La première conséquence en est que le style des prises de décision a changé. Le patronat a perdu de son arrogance, les syndicalistes ont acquis de l'assurance et chacun s'attache à prendre en considération les intérêts des deux parties en présence. Dans la plupart des cas, la volonté d'aboutir à des compromis permet ainsi d'éviter la confrontation. Sans doute subsiste-t-il de profondes divergences d'intérêts entre salariés et patrons , mais, même insuffisant, le bilan de cette politique est largement positif ».

Bien sûr, tout le monde ne partage pas cet avis. Heidemarie Wieczorek-Zeul, présidente des 320 000 Jeunes socialistes allemands, relève que « la politique menée par Schmidt permet aux revenus du capital d'augmenter de 20% quand les

→

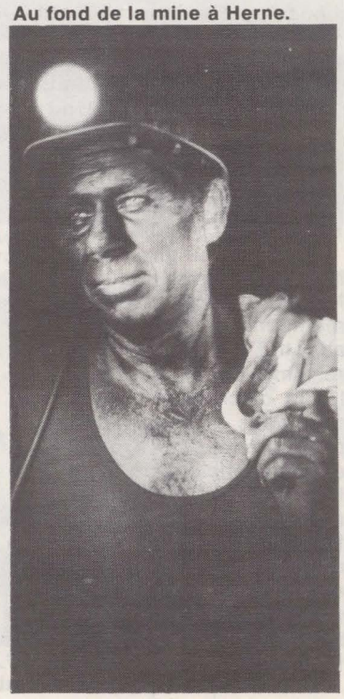


L'usine Volkswagen à Kassel





Au fond de la mine à Herne.





La gauche et le pouvoir en Europe

salaires ne progressent que de 6% dans le même temps ». Il est vrai que Schmidt ne craint pas d'affirmer : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et donc les emplois d'après-demain ». Ce qui surprend d'autant plus que le Chancelier met entre parenthèses son expérience récente : désireux de relancer l'emploi, il a injecté dans l'économie des crédits que les entreprises mirent à profit pour rationaliser la production... et supprimer des emplois. Le reproche lui en fut d'ailleurs souvent adressé pendant la campagne électorale. Pourtant, le contrôle des investissements réclamé par les Jusos provoque un tollé non seulement à la C.d.u., mais jusque dans les rangs du S.p.d.

Les difficultés rencontrées par le S.p.d. dans la mise en œuvre de son programme ne se limitent malheureusement pas qu'à la cogestion. Le projet de libéralisation de l'avortement qu'il soutenait s'est heurté à l'hostilité de la C.d.u. Majoritaire au Bundesrat, la Chambre des Länder, celle-ci avait saisi le Tribunal fédéral constitutionnel, qui déclara anticonstitutionnel le texte voté par le Bundestag le 18 juin 1974. Un nouveau texte, beaucoup plus restrictif, fut adopté. Encore son application est-elle pratiquement interdite dans les 6 länder sur 11 que contrôle la C.d.u.

Bien que ne divisant pas autant les partis politiques, la réforme sur le divorce a tout de même mis huit ans avant d'être adoptée. Elle rejoint l'arsenal de réformes qui ont permis de limiter la discrimination des femmes dans leur vie familiale et professionnelle. En particulier, elles bénéficient de la possibilité de suivre une formation de recyclage facilitant la réinsertion dans la vie active après le mariage. Une loi récente permet aux femmes de conserver leur nom après le mariage et même de le transmettre à leurs enfants.

Une des principales difficultés de la coalition gouvernementale, en particulier en raison de la décentralisation très poussée en matière d'enseignement, reste de mener à bien la réforme de l'école, de l'université et de la formation professionnelle. En dix ans, le nombre de scolarisés est passé de 7,5 millions à 12 millions d'individus, celui des étudiants a doublé, 12 universités supplémentaires ont été créées.

Mais ce bond quantitatif ne s'est pas traduit par une évolution qualitative satisfaisante. Le nombre de places dans les universités reste toujours insuffisant et l'existence d'un numerus clausus provoque le vif mécontentement de la jeunesse.

L'un des traits les plus marquants pour l'observateur étranger, c'est le climat policier. Dans tous les lieux publics, des affiches rouges montrent les principaux responsables de la bande à Baader, ce groupement extrémiste auteur de plusieurs attentats. D'autres placards promettent des récompenses à qui aidera à retrouver certains truands dont les photos sont publiées. Une des émissions de télévision les plus suivies organise, chaque mois, une véritable chasse à l'homme pour retrouver des gangsters recherchés en vain par la police. Des récompenses substantielles sont distribuées en cas de succès.

"Loi muselière" et Berufsverbote

Bien que le terrorisme politique ait pratiquement disparu et qu'il ne menace pas la sécurité allemande, les contrôles d'identité sont systématiques à l'entrée des bâtiments administratifs. Dans Bonn, des véhicules blindés patrouillent aux abords des ministères. Au meeting de Schmidt, à Cologne, la multitude de policiers, montés à cheval ou non, munis de walkie-talkies et accompagnés d'inquiétants chiens bergers allemands, faisait paraître notre Quartier latin bien paisible par contraste. A plusieurs reprises, pendant le discours de Schmidt, la voix puissante du chef de la police couvrit celle du Chancelier pour menacer d'expulsion des perturbateurs gauchistes. Finalement contraint de s'interrompre pendant la durée de cette expulsion, Schmidt fut invité ensuite à reprendre son discours par cette voix policière anonyme. Ce qu'il fit sans manifester de surprise.

Dans ce climat, le décret de 1972 qui interdit l'accès à la Fonction publique pour tous les adversaires de la Constitution prend un relief singulier. Coresponsable de ce texte avec les responsables des différents länder, Brandt pense aujourd'hui qu'il ne devrait pas être maintenu. Pourtant, ce « Berufsverbote », qui a déjà touché plusieurs centaines de personnes, dont le propre fils de Brandt, continue à être utilisé. Dans l'atmosphère d'inquiétude

"Le socialisme démocratique reste la force politique dominante en Europe"

Entretien avec Hans Koschnick, vice-président du S.p.d.

« L'UNITE » : Quelle est votre analyse du résultat des élections du 3 octobre et du recul du S.p.d. ? Peut-on parler de déception vis-à-vis de la politique poursuivie par vous ?

HANS KOSCHNICK : Là, je ne peux donner qu'une réponse provisoire. Nous sommes encore en train de faire une analyse détaillée des élections. Mais une chose se lit clairement dans ces résultats électoraux : la participation de 91% en moyenne fédérale, qui, même dans les régions où le S.p.d. est traditionnellement fort, n'a guère été inférieure, prouve à elle seule qu'il n'y a pas eu d'abstentions par déception. Le S.p.d. n'a pas non plus cédé de voix aux divers partis de gauche : le Parti communiste a obtenu 0,3% comme il y a quatre ans et les voix pour d'autres groupements communistes ne peuvent même pas être exprimées en pourcentage. De manière réaliste, nous devons donc conclure que nous avons perdu des électeurs au profit de la C.d.u.-C.s.u. Toute autre estimation ne serait qu'illusion. Toutefois, si l'on compare avec les élections des länder des trois dernières années, notre résultat est meilleur dans tous les länder. Le mérite en revient à Helmut Schmidt et au million de membres du S.p.d. qui ont donné le maximum dans cette campagne électorale. L'étroitesse de la majorité que nous avons finalement pu obtenir avec notre partenaire, le Parti libéral, s'explique sans doute aussi par le fait que beaucoup de citoyens dans notre pays ont compris, pendant la campagne électorale, combien la

qu'il suscite, des centaines de milliers de personnes se sentent visées. Il est vrai que son application, notamment dans les länder dirigés par la C.d.u., vise même des Jusos. Censé protéger la Fonction publique, le « Berufsverbote » a commencé par s'appliquer dans les lycées et les universités. Aujourd'hui, il s'étend aux postes, aux chemins de fer et même à l'enseignement privé et à l'industrie. Résultat : des étudiants évitent de faire patronner leurs travaux par des professeurs réputés de gauche. Des militants hésitent à affirmer leurs convictions en public.

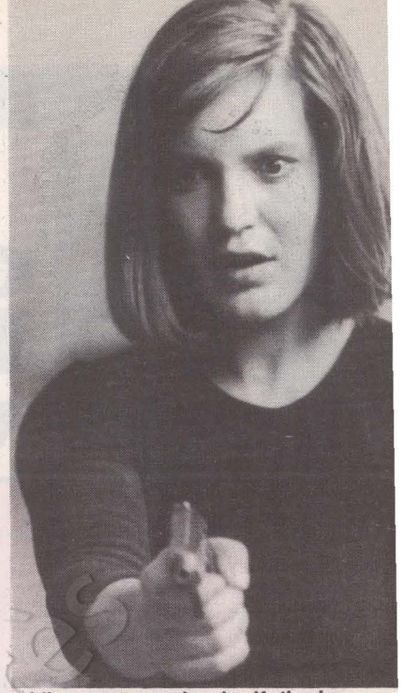
Une autre loi, dite « loi muselière », condamne l'incitation à la violence. Sous prétexte de lutter contre les extrémistes, cette loi permet à la police de perquisitionner chez des éditeurs ou dans des librairies. A Berlin, ville dirigée pourtant par les sociaux-démocrates et dont le chef de la police est membre du S.p.d., la police a fait cet été une descente chez les étudiants socialistes du S.h.b. Tout a été perquisitionné et des documents ont été saisis.

Ces pratiques inquiétantes ont éloigné du S.p.d. certains de ses supporters les plus enthousiastes de 1972. C'est particulièrement vrai des intellectuels, comme Heinrich Böll et Gunther Grass. Heidemarie Wieczorek-Zeul a tenu à nous faire part de la gratitude des Jusos pour l'intervention de François Mitterrand contre le « Berufsverbote ». Confirmant les saisies et les perquisitions chez les éditeurs soupçonnés de sympathies extrémistes, elle a ajouté : « Il est important de dénoncer les atteintes aux libertés et les décrets qui les autorisent. Parmi les livres saisis ces temps derniers, on relève même des titres de Marx. Dans ce domaine, on sait où l'on commence, mais on ne sait pas où sera la fin. La fonction de cette répression est claire : au moment où la crise capitaliste fait planer des doutes sur les capacités de notre système économique, il s'agit de dissuader les travailleurs de se tourner vers des solutions de rechange de type socialiste. En fait, le « Berufsverbote » repose sur le présupposé selon lequel le système capitaliste serait inscrit dans notre Constitution. Bien sûr, il n'en est rien ».

Quel que soit l'intérêt des analyses des Jusos pour un socialiste français, il ne faut pas surestimer leur influence ; réelle mais limitée au sein du S.p.d., elle devient pratiquement nulle auprès du gouvernement. Beaucoup plus sensible aux difficultés économiques, aux craintes du F.d.p. et à l'hostilité de la C.d.u.-C.s.u. au Bundesrat et dans de nombreux länder, le gouvernement a repoussé d'importantes réformes quand il ne les a pas simplement abandonnées. La volonté de transformer la société affirmée par Brandt semble donc bien s'être diluée au fil des ans.

Les promesses non tenues par le parti au pouvoir ont déçu et démobilisé beaucoup de ses partisans dans un pays où les statistiques officielles comptabilisent encore 6 millions de personnes frappées par la pauvreté et où, en même temps que les immigrés, la crise atteint en priorité les jeunes et les femmes.

JEAN-LOUP REVERIER



« L'honneur perdu de Katharina Blum », d'après Heinrich Böll.



Franz-Josef Strauss.



Automitrailleuse de la police devant le Bundestag.



L'affiche de la « bande à Baader » dans un bureau de poste de Bonn.

paix intérieure et extérieure aurait été menacée sous le règne de certains politiciens de la C.d.u.-C.s.u. — je ne nomme ici que Franz. Josef Strauss.

— N'est-il pas inquiétant pour vous de constater que vous avez perdu des voix de jeunes électeurs ?

— Avant que nous ne connaissions la statistique de l'Office fédéral des statistiques, qui donne les renseignements exacts concernant le comportement électoral des groupes d'âge, il faut être prudent dans les analyses. Mais une chose peut déjà être dite : dans la tranche d'âge des 18 à 25 ans, le S.p.d. continue d'être beaucoup mieux représenté que dans la moyenne de la population. Mais notre forte avance sur la C.d.u.-C.s.u. a diminué depuis 1972. Nous allons nous occuper vigoureusement de ce problème. Mais reste valable ce que je disais plus haut : dans cette tranche d'âge aussi, le S.p.d. n'a pas perdu de voix à gauche, mais à droite.

— Dans quelle mesure la courte majorité au Bundestag et la majorité de la C.d.u.-C.s.u. au Bundesrat vous permettront-elles la poursuite d'une politique de réformes ? La vie politique de la République fédérale peut-elle être bloquée par une telle polarisation ?

— De 1962 à 1972, la coalition social-démocrate-libérale a pu faire voter un certain nombre de lois importantes avec une majorité encore plus faible. Nous partons du principe que la majorité actuelle de 8 sièges est suffisante pour travailler avec succès. En ce qui concerne la majorité C.d.u.-C.s.u. au Bundesrat, le chancelier Helmut Schmidt a déjà fait connaître comment autant que possible, à l'avenir, nous rendrons plus difficile la politique de blocage de la C.d.u.-C.s.u. : gouvernement et coalition formuleront les propositions de loi de telle manière que le consentement du Bundesrat — qui d'après notre Constitution n'est pas une seconde Chambre de même valeur — ne sera plus nécessaire.

— Le résultat des élections aura-t-il des conséquences à l'intérieur du S.p.d. — Jusos, aile droite ?

— Tous les responsables de notre parti sont d'accord pour dire que la situation actuelle demande une cohésion ferme et solidaire de tous les groupements. Naturellement, cela n'exclut pas des discussions sur les buts de notre politique à court ou moyen terme. Je dirai même qu'elles seront justement nécessaires si nous voulons garantir l'unité dans l'action. Je ne crois pas qu'un groupe — quelle qu'en soit la tendance — ait l'intention de diminuer la capacité d'action du S.p.d. Il s'agit plutôt de trouver la voie possible par laquelle on peut résoudre d'une manière solidaire des questions théoriques.

— Comment voyez-vous le développement de la gauche en Europe de l'Ouest ?

— Je suis convaincu, que ni le résultat des élections en R.f.a. ni celui de la Suède ne justifient un jugement pessimiste sur les chances du socialisme démocratique en Europe de l'Ouest. Le S.p.d. continue d'avoir avec Helmut Schmidt le chancelier fédéral de ce pays. Les socialistes d'Autriche avec Bruno Kreisky et du Portugal avec Mario Soares ont obtenu récemment de grands succès électoraux. Je suis aussi optimiste pour les socialistes français et espagnols qui auront des succès lors des prochaines élections. Cela prouve que les socialistes démocratiques restent la force politique dominante en Europe de l'Ouest.

changer la vie politique internationale

Roumanie

FEU VERT

Benedict Corlaciu, écrivain roumain émigré en France, a cessé le 7 octobre la grève de la faim qu'il avait entreprise il y a 27 jours. En effet les autorités roumaines avaient jusque-là refusé de donner à son épouse et à ses deux enfants un passeport qui leur aurait permis de rejoindre l'écrivain à Paris.

Benedict Corlaciu avait contracté auprès de l'Union des écrivains roumains une dette de 122 000 lei (environ 50 000 francs) dont sa femme était solidairement responsable. Cette dernière venant de rembourser la dette, il n'y avait plus aucune raison de lui refuser son passeport. Mme Corlaciu et ses enfants arriveraient très bientôt à Paris.

Espagne

LA FIEVRE BASQUE

Le Pays basque espagnol est une nouvelle fois en effervescence depuis qu'a été assassiné à Saint-Sébastien, le 4 octobre, De Araluce, conseiller du Royaume. L'événement, que l'on a immédiatement tendance à attribuer à l'Etat, survient 8 jours après une réunion de la branche politico-militaire de cette organisation. Tenue au Pays basque français, cette réunion avait affirmé que l'Eta « renonçait à la lutte offensive et donnait la priorité à la formation d'un parti regroupant tous les nationalistes basques ». Entreprise difficile vu les diversités politiques recouvertes par ce concept.

Trois hypothèses peuvent être retenues quant à l'origine de l'attentat. Il peut être le fait d'un groupe dissident de l'organisation révolutionnaire, ou celui d'un groupe d'extrême droite désireux à la fois de dresser le reste de l'Espagne contre le Pays basque et de freiner la libéralisation du régime. Mais l'attentat peut être aussi attribué à l'Eta, soucieuse de montrer qu'elle n'entend pas poursuivre longtemps une trêve unilatérale de fait. Rappelons que la moitié de la police armée espagnole campe en Pays basque.

Thaïlande

« L'ORDRE » REGNE A BANGKOK

Le 6 octobre, à 5 h du matin, les nervis de la droite thaïlandaise, avec le concours actif de la police, investissent l'université de Thammasat, foyer de la contestation étudiante à Bangkok où, depuis huit jours, nuit et jour, le N.s.c.t. (la centrale étudiante) tient un meeting de protestation contre le retour en Thaïlande de l'ancien dictateur Thanom Kittikachorn. Celui-ci, déguisé en bonze, est rentré de son exil doré à Singapour et s'est placé sous la protection de l'armée, où il a gardé de solides et nombreux appuis. Son geste est une provocation destinée à mettre à bas le gouvernement du prince Seni Pramot, jouet depuis sa création, voici six mois, d'intrigues qui le ligotent.

Ce 6 octobre, toutes les milices civiles de droite sont là : les Krating Daeng ou « Bisons rouges », groupes paramilitaires spécialisés dans l'élimination physique des progressistes ; les « Village scouts », milices paysannes et urbaines du roi ; le Nawapon, organisation fasciste « de masse » dont le secrétaire général annonçait en mars : « Il se passera quelque chose en octobre prochain, vous verrez. »

Ce 6 octobre à 5 h du matin, les étudiants de Thammasat sont fauchés par des balles de fusils mitrailleurs ; des blessés sont lynchés, pendus, brûlés vifs. Au moins 50 morts. Plusieurs centaines de blessés. Plusieurs milliers d'arrestations. La droite civile et militaire accuse les étudiants de « résistance » et de « communisme ». Seni Pramot aboie avec les loups. Le roi se tait.

A 19 h, l'armée, qui s'est tenue ostensiblement à l'écart, renverse le gouvernement et confisque le pouvoir. Trois années d'expérience démocratique, commencées dans le sang lors du renversement de la dictature Thanom-Prapat, se terminent dans le sang.

Nommé huit jours plus tôt, le ministre de la Défense, l'amiral Sangad Chalowyo, annonce qu'il prend la tête d'un Conseil pour la réforme de l'administration nationale, composé de 24 officiers supérieurs — mais aucun des chefs de cliques militaires n'y figure. Sans doute faudra-t-il attendre quelques temps avant que le ou les véritables hommes forts se fassent connaître. Si toutes les armes sont représentées, il n'est pas sûr que toutes les cliques le soient ; la part belle semble être faite — une fois n'est pas coutume — à l'aviation et à la marine : certains y voient la main du roi. Autour de ce Conseil, quelques « conseillers » civils, dont les liens avec les Américains voire la C.i.a. sont notoires. Deux jours plus tard à peine, un juriste ultra-conservateur, royaliste de surcroît, Thanin Kraïvitchien, est nommé Premier ministre par le roi. Mais le Conseil gouverne. Les arrestations se poursuivent. Tout rassemblement est interdit. Les grèves aussi. La censure de la presse est mise en place. L'ordre règne à Bangkok.

Chili

SOIREE DE SOLIDARITE

Il y a trois ans que la nuit fasciste s'est abattue sur le Chili mais la gauche française demeure solidaire de la lutte que mènent à l'intérieur et à l'extérieur les forces de l'Unité populaire chilienne.

Une soirée de solidarité avec le peuple chilien aura lieu ce vendredi 15 octobre à 20 h 30, salle des conférences, 20 bis, rue Saint-Dominique, Paris 7e. Lionel Jospin y prendra la parole au nom du P.s. avec les orateurs de la C.f.d.t., du M.r.g., de la C.g.t., du P.c.f., du M.r.g., de Clodomiro Almeyda, ancien ministre des Affaires étrangères de Salvador Allende et secrétaire exécutif de l'Unité populaire.

Plusieurs groupes et chanteurs chiliens composeront la partie artistique de la soirée.

Est-Ouest

LA DETENTE SELON « LA PRAVDA »

« La Pravda » a publié à la fin de la semaine dernière un long article qui met les points sur les i en ce qui concerne la détente : celle-ci a pour but d'éviter une guerre mondiale et le recours à la force pour le règlement des questions en suspens entre pays à régimes sociaux différents ; pour le reste, « la détente internationale ne signifie pas l'abandon de la lutte entre deux systèmes sociaux ».

Ce qui étonne, c'est l'étonnement de certains devant de telles affirmations, encore que cet étonnement ne soit pas toujours sans arrière-pensée polémique. La nature même du communisme, notamment tel qu'il a été connu par les Soviétiques, le contraint à n'avoir d'autre objectif final que son instauration sur toute la planète. L'Universalisme du marxisme, qui n'a jamais été caché par son fondateur, pourrait être difficilement renié par ceux qui font référence à Marx.

Le XXe siècle a, cependant, apporté une expérience nouvelle. L'instauration d'un régime « marxiste » dans un grand pays a fait de ce dernier le lieu de rencontre entre une théorie et une pratique. Longtemps, l'infaillibilité de l'U.r.s.s. a été un dogme pour les communistes du reste du monde. Aujourd'hui, ce dogme est fortement contesté par un certain nombre d'entre eux, qui sont conduits à déterminer dans chaque cas ce qui est conforme à l'universalisme du combat pour le socialisme et ce qui découle des intérêts nationaux de l'U.r.s.s.

L'article de « La Pravda », résumé en 72 lignes par « l'Humanité », a beau avoir été publié dans la rubrique « Questions de théorie », il a des implications pratiques qui posent sans doute plus de problèmes aux communistes à quiconque.

UN PHENOMENE DE REJET

La signification de l'entreprise giscardienne se dessine vite : elle est moins un projet qu'un rejet.

« L'événement le plus important depuis 1968 », selon le secrétaire général des Républicains indépendants, Jacques Dominati, oublieux sans doute que tout ce qui est excessif devient insignifiant... Un déferlement, qu'il faut bien qualifier de publicitaire, sur les postes de radio et de télévision... Un secret si jalousement gardé que le ministre de l'Intérieur aurait fait surveiller l'imprimerie confectionnant l'ouvrage et donner des instructions de discrétion au personnel qui, pourtant, n'est pas celui de l'Imprimerie nationale... L'heureux écrivain bénéficiaire d'un tel lancement est pourtant un débutant dans le métier. Il ne lui reste plus qu'à conquérir le Goncourt pour être comblé. Il s'appelle Valéry Giscard d'Estaing. Adresse : on peut le joindre, pour le féliciter, rue du faubourg Saint-Honoré, palais de l'Elysée.

Ainsi, le « livre présidentiel » — pour reprendre la formule d'un commentateur de la télévision d'Etat, est soumis à notre admiration et à notre intérêt. L'outrance de la présentation est telle que l'envie de l'ignorer vous prend. La société dite de consommation aime ces matraquages publicitaires qui entraînent parfois un phénomène de rejet à l'égard d'une lessive ou d'un soutien-gorge. Moutons,broutez. Tant pis : broutons les herbages de la démocratie pluraliste puisque, à défaut d'autres motivations, l'auteur nous rappelle, dès la deuxième page de son œuvre, qu'il est « devenu président de la République française ». Dès lors, la liberté n'est plus entière. Nous avions le droit d'ignorer l'écrivain, nous avons le devoir, ne serait-ce que par précaution, de connaître le premier parmi les Français.

Curieuse démarche, d'ailleurs : il a fallu deux ans pour que Giscard d'Estaing apprenne à la France pourquoi il a été élu. L'électeur de 1974 peut aujourd'hui avoir l'impression d'être une dupe, d'autant plus que la pratique des deux années qui suivirent a été bien peu conforme à la merveilleuse espérance que tente de lui apporter le petit livre bleu. Le Président lui dira peut-être un jour, paraphrasant Gavroche auquel son livre est dédié : c'est la faute à Chirac. Mais Gavroche, dans une ruelle aujourd'hui engloutie sous le centre culturel Georges-Pompidou, en mourut, abattu par le plomb d'un défenseur de la société libérale. En tout cas, beaucoup ont noté le profond décalage entre ce qui est fait et ce qui est dit.

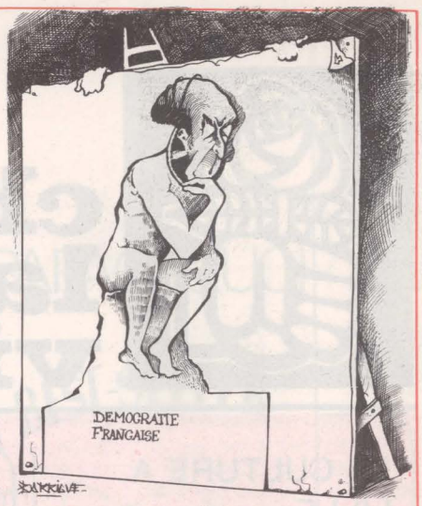
La critique serait injuste si, comme on tendait à le faire croire, Giscard d'Estaing avait proposé nettement le projet d'une société nouvelle. Mais, le livre refermé, on s'interroge sur l'ambiguïté ressentie. Est-ce, chez l'auteur, astuce, confusion intellectuelle ou impuissance à atteindre le niveau des vraies perspectives historiques ? Aussi bien dans l'exposé de sa thèse que dans l'assaut lancé contre celles des autres, le mélange ou l'amalgame apparaissent comme les fondements de la pensée. Se côtoient ainsi, sans gêne, la prophétie et le programme de la prochaine campagne électorale.

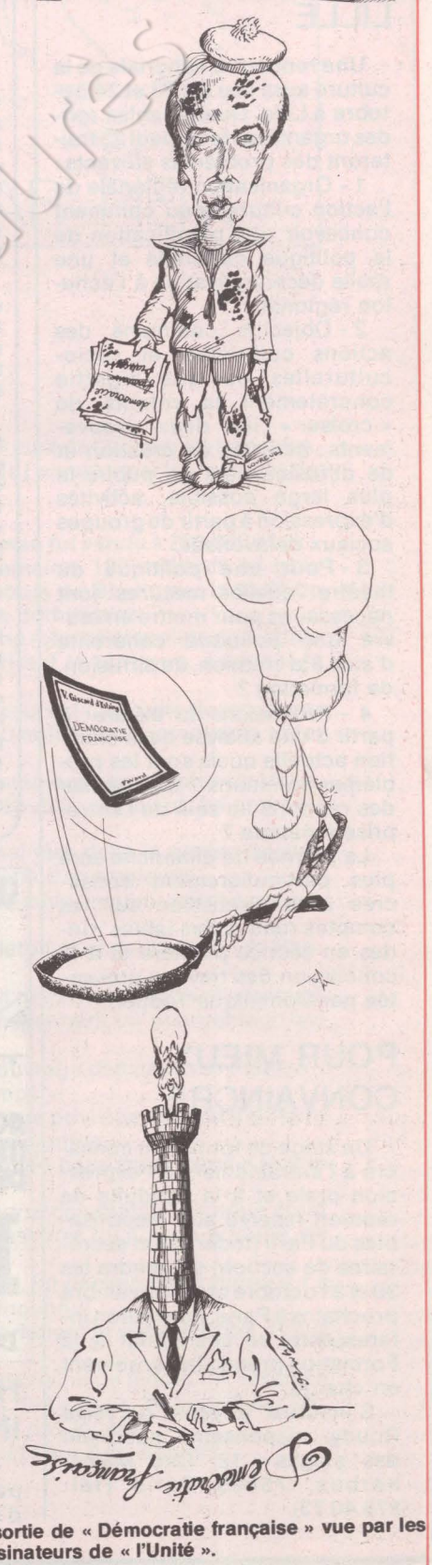
A la Strauss

Ce qui conduit à se demander quel est le but poursuivi. « Aucune société ne peut vivre sans un idéal qui l'inspire... » : telle est la première ligne du « livre présidentiel », qui cavalcade ensuite de réformette en réformette. Avec des clins d'œil qui sentent trop l'appel direct à une majorité défaillante, comme la présentation de la Constitution de 1958 modifiée en 1962, devenue la base institutionnelle d'une ambition conduisant la France à « être l'une des premières à franchir le seuil de la nouvelle organisation de la société ». Or il suffira, on le sait, que la majorité présidentielle soit différente de la majorité parlementaire pour que l'édifice bâti par Charles de Gaulle pour lui-même grippe à tel point que la crise de régime ne soit pas exclue.

Avant de trancher, allons plus loin et suivons Giscard d'Estaing sur les chemins qu'il a voulu nous faire prendre. Sa proposition s'oppose à d'autres : dès la quatrième page, nous savons qu'en mai 1974, l'instinct du peuple français « lui a fait rejeter la voie dangereuse qu'on lui proposait, marquée... en 1973 et en 1974 par la perspective de l'application du programme commun ». L'adversaire est désigné d'emblée. Puis, très vite, la pensée saute au niveau de l'analyse historique, pour définir les projets rivaux, dépassés et par conséquent à combattre : le « collectivisme » et le « libéralisme classique ». Coup de chapeau à Karl Marx au début, coup de chapeau aux « premiers prophètes du socialisme » à la fin. D'ailleurs, le mot « socialisme », on nous le précise, n'est volontairement jamais utilisé. L'ennemi est le collectivisme, dénoncé avec des arguments identiques à ceux que Josef Strauss utilisa contre les sociaux-démocrates allemands lors de la récente campagne électorale : voyez ce qui est dans les pays de l'Est — aucun n'est cité nommément, pour des raisons bien évidentes chez un chef d'Etat, mais personne ne s'y trompera — et vous comprendrez ce qui vous attend si... Si quoi ? Si le programme commun de la gauche est appliqué.

La caricature est un peu grosse, venant de →





La sortie de « Démocratie française » vue par les dessinateurs de « l'Unité ».

changer la vie avec le Parti socialiste

LA CULTURE A LILLE

Une rencontre nationale de la culture aura lieu les 23 et 24 octobre à Lille. Quatre tables rondes organisées le samedi 23 traiteront des problèmes suivants:

1 - Organisation régionale de l'action culturelle ou comment concevoir une planification de la politique culturelle et une réelle décentralisation à l'échelon régional.

2 - Objectifs communs des actions culturelles et socio-culturelles ou que signifie concrètement la volonté de « croiser » les deux mouvements: activités de création et de diffusion vers un public le plus large possible, activités d'expression à partir de groupes sociaux défavorisés.

3 - Pour une politique du théâtre: quelles mesures sont nécessaires pour mettre en œuvre une politique cohérente d'aide à la création, de diffusion, de formation ?

4 - Professions du théâtre : à partir d'une analyse de la situation actuelle quels sont les problèmes communs ? Que penser des rapports au sein de l'entreprise théâtrale ?

La journée de dimanche sera plus particulièrement consacrée à la discussion sur les comptes rendus des tables rondes en séance plénière et à la conclusion des travaux présentée par Dominique Taddéi.

POUR MIEUX CONVAINCRE

Un stage de formation consacré à l'entraînement à l'expression orale et à la conduite de réunion réservé aux responsables du Parti (fédéraux et secrétaires de section) se tiendra les 30 et 31 octobre et 1er novembre prochains à Paris. Innovation intéressante: le secrétariat à la Formation prend l'hébergement en charge.

S'inscrire auprès d'Yvette Roudy, responsable nationale des stages - 12, Cité Malesherbes, 75009 Paris (tél 878.40.73).

LE LIVRE, OUTIL DE FORMATION PRIORITAIRE

Le Parti socialiste a réuni les 9 et 10 octobre sa conférence nationale des secrétaires fédéraux à la Formation. Autour de Gérard Delfau, délégué général à la Formation, et d'Yvette Roudy, responsable nationale des stages, il y avait au total quelque 150 participants représentant 90 fédérations.

Ces deux journées ont permis de constater que toutes les fédérations, désormais, reconnaissent la nécessité de former leurs militants. Elles poursuivent en ce sens une action continue.

Mais cela ne suffit pas. Depuis Pau, la formation est la « priorité des priorités » du Parti et la proximité des échéances politiques impose au P.s. de faire beaucoup plus. C'est dans cette optique qu'en mai, à Dijon, la Convention nationale avait décidé de créer un « centre national de formation ». Ce centre, a annoncé Gérard Delfau, démarrera à la fin de ce mois à Paris. Il travaillera par séminaires de trois jours, destinés aux cadres et responsables fédéraux et animés par des secrétaires nationaux, des élus et des experts du Parti. D'ici à mars, le thème prioritaire sera la formation des candidats aux municipales. « Au-delà de la préparation technique, a précisé Gérard Delfau, il s'agira de faire réfléchir les futurs candidats sur les caractères distinctifs d'une gestion municipale d'inspiration socialiste en régime capitaliste et sur les implications politiques du Manifeste municipal ».

Parmi les outils de formation, le livre occupe une place privilégiée. C'est pourquoi un débat était organisé le samedi soir autour du thème « Le livre comme instrument de formation: connaissance du capitalisme », avec (parmi bien d'autres) René-Victor Pilhes — « L'imprécateur », « La bête » — et Jean Ziegler — « Une Suisse au-dessus de tout soupçon ». Alors que certains s'interrogeaient sur l'utilité du livre — parce que peu de gens lisent —, René-Victor Pilhes observait: « Ce n'est pas au moment où Valéry Giscard d'Estaing publie un livre pour faire passer sa politique que le P.s. devrait se désintéresser d'un instrument essentiel de libération des mentalités ». Pour Jean Ziegler, cette libération des mentalités passe par la conscience du caractère global du capitalisme, tant sur le plan des réalités que sur celui des mentalités: « A partir de l'exemple de la Suisse, j'ai voulu démystifier une apparence riante qui cache une réalité sordide ».



HEUREUSE INITIATIVE

La Commission fédérale propagande de l'Essonne vient d'avoir une excellente initiative en proposant aux sections des affichettes deux couleurs pour aider à la vente militante de « l'Unité ». Le texte de cette affichette doit être identique pour toutes les sections sauf bien sûr en ce qui concerne le nom de la section et le plan du lieu de vente de « l'Unité ». Les sections intéressées peuvent passer commande de ces affichettes — très soignées et à des prix très « serrés » — à la Fédération.

« LES ENTRETIENS DU JEUDI »

Les Entretiens du jeudi ont repris tous les jeudis de 19 à 21 heures, au 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Ils seront animés:

— le 21 octobre par Louis Mermaz et Jean-Paul Bachy

— le 18 novembre par Lionel Jospin et Georges Sarre

— le 25 novembre par Pierre Joxe et Gaston Defferre.

CONTRE TOUTES LES RÉPRESSIONS

Un an après le meeting pour la libération de Leonid Pliouchtch, le Comité des Mathématiciens organise jeudi prochain 21 à la Mutualité, à Paris, un meeting pour la libération de Vladimir Boukovski (U.r.s.s.), Edgardo Enriquez-Espinosa (Chili), Semion Gouzman (U.r.s.s.), Victor Lopez Arias (Bolivie), José-Luis Massera (Uruguay), Jiri Muller (Tchécoslovaquie), avec le soutien et la participation de nombreuses personnalités (parmi lesquelles plusieurs représentants du P.s.) et organisations dont la C.f.d.t., F.o. et la Fen, Amnesty International et la Ligue des droits de l'Homme. Pliouchtch y prendra la parole au nom du Comité international contre la répression. Dans le hall de la Mutualité, divers stands — organisés en particulier par Amnesty International — informeront le public sur la répression dans le monde.

● Le meilleur argumentaire pour combattre le Plan Giscard-Barre est le discours prononcé par François Mitterrand, le mardi 5 octobre, à la tribune de l'Assemblée nationale. Ce discours, enregistré sur cassette, est disponible dès aujourd'hui au prix de 8 F. Envoyez votre commande en joignant cette somme au B.n.a.-Parti socialiste, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

● La section Lyon 2/7 du P.s. organisera le vendredi 29 octobre 1976 à 20 h 30 à la Salle Rameau, une soirée au cours de laquelle se produiront, en première partie, des artistes de la région lyonnaise, notamment Peter Haas du festival mondial de la magie, la deuxième partie étant consacrée à un récital de Leny Escudero.

● Tous les soirs, à partir de 21 heures et jusqu'à 8 heures du matin, vous pouvez écouter les informations téléphonées du Parti socialiste, en appelant le 555.91.92.

UN PHENOMÈNE DE REJET

la part d'un homme qui veut « décrisper » les relations politiques en France et qui dénonce ce qui serait un péché français, la violence dans les affrontements politiques. Car ailleurs... tout le monde est gentil et loyal. Bien entendu, Giscard d'Estaing n'a pas d'exemple de cette gentillesse et de cette loyauté si exemplaire au-delà de nos frontières. Il faut lui en donner : les plombiers du Watergate, Helmut Schmidt et Olof Palme transformés en compagnons de route de Leonid Brejnev, etc. Pour ne pas parler de l'espion opportunément trouvé dans l'entourage de Willy Brandt et de l'assassinat de la famille Kennedy. Ni d'Allende.

La caricature se poursuit et, en se poursuivant, devient toujours plus révélatrice. Sur l'autogestion, les nationalisations et le statut des entreprises, le livre présidentiel nous offre des pages inoubliables. Résumons d'autant plus aisément que le résumé est facile : la première est l'anarchie et la pagaille, les secondes la porte ouverte à la bureaucratisation et à la dictature politique, la troisième revient, avec un vocabulaire nouveau à la vieille idée — elle date de la fin du siècle dernier — de l'association capital-travail ! Etrange que ce soient les meilleurs passages du livre, les plus fermes et les plus précis, dans lesquels l'auteur ne sombre pas dans la glu des bonnes intentions et, bien au contraire, trouve la voie vers ses formules les plus percutantes. Ainsi, la signification de l'entreprise giscardienne se dessine : elle est moins un projet qu'un rejet.

Rejet de quoi ? De tout ce qui pourrait conduire et aboutir à une transformation des structures économiques et à une disparition du capitalisme privé. Le « pluralisme » est une belle formule, jugée à juste titre, dès que tout le collectivisme est confondu avec l'expérience soviétique, comme séduisante pour beaucoup de gens, qui ne sert qu'à couvrir la volonté de maintenir dans son état l'essentiel de la société capitaliste. La critique à l'égard du « libéralisme classique » — mis à part le fait qu'elle constitue un pendant rêvé à la critique contre la gauche et situe le projet giscardien au centre — se ramène concrètement à un ravalement de la vieille maison du capital, ravalement qui tient compte avec beaucoup d'intelligence tactique des besoins nouveaux de la population et qui intègre les gains du mouvement ouvrier en les dévoyant.

Tout s'enchaîne alors, en prenant à rebours l'ordre de la démonstration giscardienne. Le maintien de la « libre entreprise » se justifie par une assimilation de vocabulaire à la liberté et le pluralisme politique, que les socialistes n'ont cessé de défendre, est confondu avec un « pluralisme économique » qui, dans les faits, est celui du C.n.p.f. La défense de l'individu revient donc à mettre, du point de vue théorique, sur un



Dis, papa, c'est quoi un best-seller ?
— Un grand succès de librairie.
— Mais encore ?
— Il était une fois un chef d'Etat-écrivain. Il était de l'Académie française, prix Nobel de littérature et couronné « auteur de l'année » par les lectrices de « Elle ».
— Tout ça ?
— Et bien d'autres choses encore. Son roman fut vendu à 200 000 exemplaires le premier jour, 12 800 000 en une semaine, 192 milliards en trois semaines. Il fallut pour l'imprimer abattre le bois de Boulogne, la forêt de Fontainebleau et bientôt la totalité des forêts domaniales.

Cette édition hors du commun nécessita une refonte complète de l'industrie du pays. Des imprimeries géantes couvrirent le territoire, amenant la création de 2 547 800 emplois nouveaux.

Nos ambassadeurs en poste à l'étranger reçurent une carte de représentant de commerce et tout pays acheteur de 10 millions d'exemplaires obtenait en prime une centrale nucléaire.

Le Conseil des ministres du mercredi fut remplacé par un salon littéraire, chaque vendredi à 17 heures. Le sigle R.F., République Fayard, fut gravé au fronton des bâtiments officiels.

Le texte auguste fut repris en bandes dessinées dans la presse de province, l'édition en braille fut tirée à 750 millions d'exemplaires.

Un film érotique, « Le Manuel », manifestement inspiré, battit tous les records d'entrées.

Les meilleurs passages parurent en feuilleton et en latin dans « le Parisien libéré ».

Une épreuve de lecture rapide du texte fut inscrite aux Jeux olympiques (Guy Drut courra sous les couleurs Fayard moyennant un pourcentage qui reste à débattre).

Françoise Claustre reçut pour sa part un ouvrage dédicacé par l'auteur : « A Françoise, cette histoire de passer le temps ».

L'Ecole nationale d'administration obtint, rare privilège, le droit d'en faire la lecture à haute voix pendant les heures de cantine.

La femme du président Mao fut emprisonnée pour avoir manifesté une préférence pour le petit livre de son défunt.

Un exemplaire fut envoyé sur Mars. Aucune commande ne nous étant parvenue à l'heure actuelle, nous pouvons assurer qu'il n'y a aucune vie intelligente sur cette planète.

Le 11 octobre, date de la première parution, fut déclaré fête nationale. Le soldat inconnu fut remplacé par un auteur inconnu.

Le 12 décembre, les Editions Fayard absorbaient la société Borel, Poliet et Chausson et la British Petroleum.

Le lendemain, création de T.f.4, quatrième chaîne de télévision, réservée exclusivement aux déclarations et interviews de l'auteur, 24 heures sur 24.

— Dis, papa, pourvu que ça ne lui tourne pas la tête !
— Ne t'inquiète pas, fiston, il a bien sa tête sur nos épaules.

UN PHÉNOMÈNE DE REJET

pied d'égalité Marcel Dassault et l'O.s. d'une de ses usines, avec, en conclusion, la disparition de l'opposition entre deux classes antagonistes et l'apparition « d'un immense groupe central aux contours peu tranchés » qui provient d'un rapprochement des conditions de vie réciproques.

Rien de bien neuf là-dedans. Le truquage est classique et d'autant plus facile que ceux qui le pratiquent n'ont toujours vu que l'aspect le plus immédiatement matériel de la lutte de classes. Cette erreur, volontaire ou involontaire, est d'autant plus aisée qu'il a fallu courir au plus pressé et que la première tâche concrète du mouvement ouvrier a été de sortir les travailleurs de l'effroyable misère dans laquelle la société capitaliste les avait enfoncés. Mais la revendication socialiste et la portée de la lutte des classes ne se sont jamais limitées là. Les classes antagonistes ne se définissent pas seulement par le costume, le bien-être personnel ou le niveau d'instruction, comme l'affirme Giscard d'Estaing en présentant son groupe central. Elles opposent les détenteurs du pouvoir à ceux qui ne sont que les exécutants, les dominateurs aux dominés. L'esclavage peut être doré, à tel point que l'esclave peut même avoir de la difficulté à comprendre sa propre situation. C'est bien là un des obstacles nouveaux que rencontre le mouvement socialiste à la fin du XXe siècle : il est parfois provisoirement victime du bonheur matériel qu'il a obtenu pour les masses qu'il représente.

Ainsi le projet giscardien n'est-il qu'une tentative supplémentaire d'escamotage du problème essentiel : le passage du pouvoir réel des mains de la minorité capitaliste à l'ensemble du peuple. Ce passage n'est pas dramatique en soi, sauf pour les dépossédés, ce qui explique pourquoi le livre présidentiel recherche, par des amalgames tantôt faciles, tantôt audacieux, des arguments pour le dramatiser. Le véritable drame de l'Histoire, utilisé largement par Giscard d'Estaing après tant d'autres, c'est que la violence la plus grossière, la plus visible et la plus pressante de l'oppression capitaliste a créé pour ce passage les conditions les plus imparfaites dans des pays sous-développés, la Russie de 1917 et ensuite les peuples soumis à la domination coloniale. Déduire donc de ce qui s'est passé dans ces pays ce qui se passera dans les pays industrialisés et développés est bien une escroquerie intellectuelle.

Nous pouvons maintenant trancher. Au-delà de ses ambitions, de ses prétentions et de sa fausse élévation de pensée, le livre du président de la République est une pièce de plus dans la lutte incessante de la classe dominante pour maintenir son pouvoir. De ce point de vue, c'est un pamphlet d'autant mieux fait et d'autant plus intelligent qu'il n'a pas l'allure d'un pamphlet. Pourtant, ce n'est que cela, en vue des affrontements électoraux des prochaines années.

GEORGES FRAMERIES

51%... ÇA SUFFIT

Chez les « sociologues électoraux » ou ceux qui s'en inspirent, il y a à droite ceux qui prédisent la prochaine victoire de la gauche; et à gauche ceux qui s'attachent à montrer que la longue marche électorale de la gauche, depuis 1965, est à l'image de l'homme de Sisyphe: on croit atteindre le but, mais la victoire est loin, quand bien même on n'évoque pas un futur recul...

Ainsi Jacque Ozouf, dans « le Nouvel Observateur », a brossé une démonstration perspective cherchant à établir qu'« en 1978, même avec une majorité de voix (51% au premier tour), la gauche pouvait n'avoir qu'une minorité de sièges à l'Assemblée nationale ». Il faut y regarder de plus près.

▶ « Dans un scrutin à deux tours, un gain de voix ne se traduit pas automatiquement par un gain de sièges. Entre mars 1967 et mars 1973, la gauche a gagné 1,3% et... perdu nonobstant 20 sièges de députés ». Cette explication d'Ozouf, si elle est exacte, pèche par erreur de méthode et omissions. S'il n'est plus besoin de démontrer l'extrême sensibilité du mécanisme de traduction de voix en sièges, convenons cependant qu'une démarche historique et politique rigoureuse voudrait que l'on compare 1967 à 1968, puis 1968 à 1973, et non tout de go 1967 à 1973. Les élc tions de 1968 méritent — au plan de l'analyse ! — beaucoup mieux. Ne permirent-elles pas l'implantation de nouveaux élus de droite et la consolidation de succès fragiles de 1967, autant d'obstacles ultérieurs ?

Si le déclin de 3% en 1968 fit perdre à la gauche une centaine de sièges, la « poussés » de 1973 (+ 5%) s'est traduite par un gain de 80 sièges, démontrant — s'il en est besoin — le relatif parallélisme des flux. Le succès eût été plus linéraire si cette poussée ne s'expliquait partiellement par une politique de présence plus intense à gauche (en 1967: le P.c.f. était seul dans 16 cas ou n'avait face à lui que le P.s.u., dans 34 cas), et surtout si une vingtaine de candidats F.g.d.s. de 1967 n'avaient tourné casaque en 1973 (8 furent élus ou réélus). Il est vrai que 72 circonscriptions furent perdues à moins de 3%; mais comment ne pas y voir un atout favorable pour 1978 !

▶ « Retrouvera-t-on au second tour l'armée disciplinée des 51% ? » dit aussi Ozouf. « Il s'agit à l'évidence du choix partisan le plus clair » « Il y a des désertions... et peu de ralliements à attendre ». C'est là raisonner comme si, dans toutes les circonscriptions, la gauche faisait 51%. Or, à ce seuil, la structure de répartition des voix dans les 473 circonscriptions métropolitaines « favorise » la gauche, juste retour de l'Histoire ! La droite étant plus souvent (100 cas contre 30 à la gauche) majoritaire avec plus de 62%. Dès lors, dans les 343 restantes, la gauche totalisera en moyenne plus de 51 %, autorisant d'éventuelles désertions nullement décisives

Telle est l'argumentation majeure, mais il faudrait aussi noter qu'il y a des désertions à droite — les cantonales en ont donné maints exemples. Enfin, pourquoi inquiéter inutilement les députés de gauche élus avec appoint centriste en 1973 ? Avec 51%, ces voix sont déjà à gauche dès le premier tour...

▶ « Le chiffre retenu de 6% de plus partout est une hypothèse d'école et ne retient pas les inégalités régionales. L'expérience nous a appris — c'est du reste l'évidence — que la gauche peut progresser surtout dans les régions où elle est traditionnellement déshéritée... mais... » Or, les dernières élections cantonales et certaines partielles ont montré que le P.s. et l'ensemble de la gauche progressaient encore là où cette gauche est puissante. Ainsi, en 1978, elle peut espérer raisonnablement remporter 5 nouveaux succès dans la région Nord (27 députés sur 37 en 1973), 4 en Midi-Pyrénées (15 U.g.s.d. sur 22 en 1973), 3 dans l'Isère (4 sur 7 en 1973), etc.

On serait plus sensible au thème développé par Ozouf sur la progression non rentable à court terme « dans les pays de mission »: Ouest (Bretagne, Basse-Normandie, Pays de Loire, Poitou-Charente) et Est (Alsace et Lorraine). Mais pourquoi ne prendre que le seul exemple, caricatural, de l'Alsace ? Dans les 102 circonscriptions de ces zones — où la gauche n'a que 13 députés ! — on ne peut guère espérer, en dépit de la poursuite de la poussée de 1967 accentuée en 1973, beaucoup plus de 20 sièges. On s'en contentera...

▶ « L'addition des voix à gauche au second tour varie au gré de l'étiquette du candidat resté seul en lice... La répartition des 51% est alors décisive ». L'idée est juste. Encore conviendrait-il de nuancer en se fiant plus, pour le problème des reports, aux données réelles qu'à la voie peu royale des sondages. En effet, si les sondages, post-électoraux ou non, nous informent qu'environ 40% des voix U.g.s.d. désertent la gauche au second tour lorsque le P.c. arrive en tête, la réalité des résultats de 1973 est tout autre. Sur 167 candidats du P.c.f., 57 avaient obtenu au second tour plus de voix que le total de la gauche au 1er tour et 44 ne perdirent que de 0 % à 2 % : voilà fort heureusement des données éloignées des sondages !

Cependant,il y eut 23 échecs consécutifs à de mauvais reports: 17 pour le P.c.f. et... 6 pour le P.s. Selon nous, il s'agit plus d'un problème politique — l'affermissement de l'union — que d'une « donnée structurelle » héritée de Tours ou de la guerre froide...

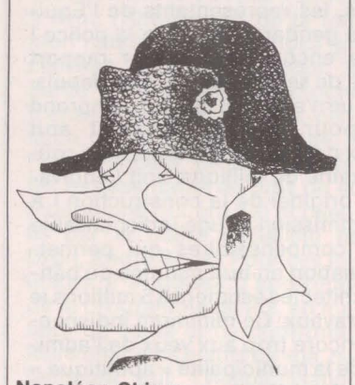
La répartition interne des voix à gauche demeure quasi constante depuis l'élection présidentielle de 1974 : P.c.f.: 20-21%; P.s. - Radicaux de gauche: 28-29%; extrême gauche: 2-3%. A partir de 1967, étape décisive dans la bipolarisation, l'ordre d'arrivée dans les circonscriptions est décisif. Y aurait-il motif à inquiétude ? L'U.g.s.d. arrivait en tête 270 fois sur 473 (+ 51 par rapport à 1967); tout montre qu'en 1978, si les rapports de forces se maintiennent en l'état, elle



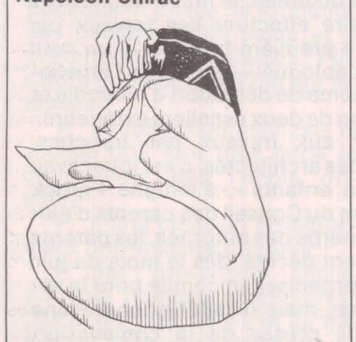
Vercinchiracorix



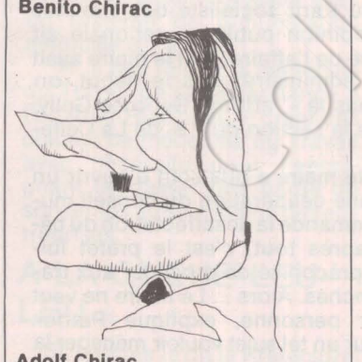
Jules Chirac



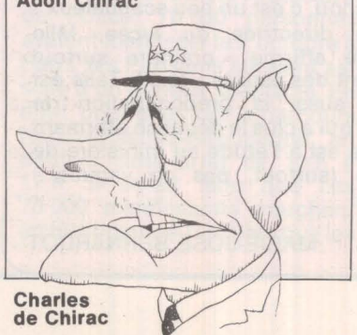
Napoléon Chirac



Benito Chirac



Adolf Chirac



Charles de Chirac

UN CHEF INSPIRÉ... PAR QUI ?

sera dominante dans 60 à 70 cas supplémentaires, soit 330 sur 473 ! La progression du P.s., la répartition des voix dans les circonscriptions, l'effet mécanique du mode de scrutin et les lois des « reports » en cas de pluralité de candidatures à droite doivent cette fois, et de manière décisive, favoriser la gauche.

Depuis quelques semaines, la droite fait flèche de tout bois. Elle s'étonne du « piétinement » de la gauche. Piétinement, peut-être, mais à 51%, avec 6% de plus qu'en 1973 et + 2% depuis 1974 ! Et un P.s. qui pousse — en moyenne — de 35 à 40% par circonscription...

L'optimisme béat n'est certainement pas mobilisateur, mais les faux combats, les faux débats et les fausses analyses non plus.

GERARD LE GALL

Relations franco-gabonaises

SYLVIE EXPULSEE OU EXTRADEE ?

Sylvie Mengue Ossey, 22 ans, est élève d'hypokhagne au lycée Claude-Monet, à Paris. Une excellente élève, assurent ses professeurs. Mais, le 19 juillet dernier, cette jeune Gabonaise commet un vol dans une pharmacie. Elle est jugée en flagrant délit, le 29. Accusée de vol, elle est condamnée à 12 mois de prison dont 9 avec sursis... Une semaine après le jugement, l'Association générale des étudiants du Gabon édite un tract qui donne un éclairage politique à ce « fait divers » : « Constatant la prise de conscience grandissante de Sylvie Ossey, ses parents, membres de la bourgeoisie politico-bureaucratique et son frère, agent patenté de Bongo en milieu étudiant, déçus de ne pas la voir s'embrigader dans la fantoche U.j.p.d.g. comme ils le souhaitent, ont décidé de la rapatrier ».

On est tenté de donner raison à cette association quand on apprend que le samedi 2 octobre, après avoir purgé sa peine, Sylvie a été expulsée de France. Ce jour-là, la jeune femme fait parvenir, du dépôt où elle est détenue, un mot à son avocate : « J'ai été conduite à l'aéroport hier à 23 heures et j'ai refusé l'embarquement. Cela s'est fait non sans violence, je devrai sans doute passer à nouveau devant le tribunal, faites ce que vous pouvez, j'ai du mal à écrire... »

Cette missive ne parviendra malheureusement à l'avocate que le lundi 4 octobre. Ainsi qu'une autre, datée du 30 septembre, où Sylvie écrit notamment : « Vous savez que la mort ne me fait pas peur » et « Je ne prendrai pas le vol sans vous ». Au mois d'août en effet, elle dit à Me Irène Terrel qu'elle craint par-dessus tout d'être expulsée vers le Gabon car, assure-t-elle, elle a déjà goûté les geôles de Bongo où elle a été torturée et violée. La mère de Sylvie, membre du cabinet du président Bongo, dément : « Il convient de rétablir la vérité, j'ai décidé moi-même le rapatriement de ma fille, afin de la préserver des effets pernicieux du milieu qu'elle fréquentait sur sa vie future. N'en déplaise à Me Terrel et consorts ».

Irène Terrel, cependant, n'est pas loin de penser que cette expulsion est une extradition déguisée. Sinon, on s'explique mal que :

— l'arrêté d'expulsion pris le 6 septembre n'ait été signifié à Sylvie Ossey que le 30, son conseil n'en étant pas informé, lui non plus ;

— le matin du 1er octobre, alors que Me Terrel tente de savoir où se trouve sa cliente, on lui répond qu'« elle prend son petit déjeuner dans l'avion qui la ramène au Gabon » ;

— à Me Terrel, qui a appris dans cette même matinée, par un des amis de Sylvie, que sa cliente est encore détenue au dépôt, on répond qu'il n'y aura pas d'expulsion pendant le week-end et que le ministère de l'Intérieur examine la requête, déposée vers midi par l'avocate, lui demandant de ne pas prononcer une mesure d'urgence.

En tout état de cause et au-delà du cas particulier, cette nouvelle affaire d'expulsion est grave. D'abord, sur le principe. Parce que là encore, comme pour les expulsions, lors du week-end de Pâques, des locataires de la Sonacotra en grève, on a fait appel à une « mesure d'urgence » qui ne s'imposait pas. Et surtout parce que, là aussi, les droits de la défense ont été bafoués : le ministère de l'Intérieur ne cessant de donner de fausses informations au défenseur, lui interdisant ainsi d'assister efficacement sa cliente.

Enfin, cette mesure de « garde administrative » au dépôt — pendant trois jours, dans le cas de Sylvie — alors que la personne n'est plus détenue en vertu d'aucun mandat, est tout simplement illégale. Qu'elle soit pratiquée à grande échelle comme dans la trop fameuse prison d'Arenc, à Marseille, n'y change rien.

On peut, par ailleurs, se demander dans quelles conditions Sylvie est montée dans l'avion. La veille, en effet, elle s'était tant débattue que, selon toute vraisemblance, le commandant de bord avait dû refuser de prendre une passagère aussi encombrante. Samedi, l'a-t-on assommée, droguée ? A-t-on affrété un avion spécial ? On peut tout imaginer. Son avocate est sans nouvelles : « Si Sylvie pouvait m'écrire, elle le ferait ».

On peut également se demander pourquoi le gouvernement français, qui tenait tant à expulser Sylvie, ne l'a pas expulsée vers un autre pays que le Gabon, alors qu'elle disait risquer la mort peut-être, en tout cas la prison.

Mais sans doute Valéry Giscard d'Estaing, par Poniatowski interposé, ne peut-il rien refuser au président Bongo qui le reçoit si aimablement pour ses safaris périodiques ?

EMMANUELE PLAS

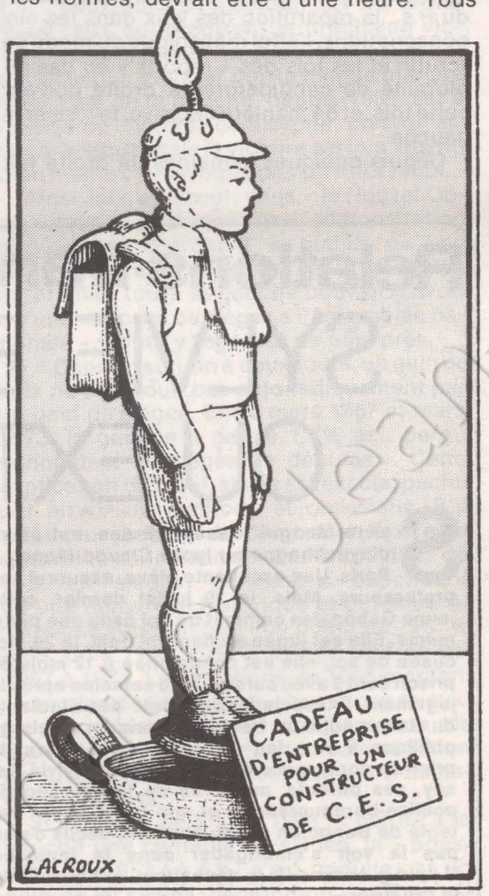
Sécurité à l'école

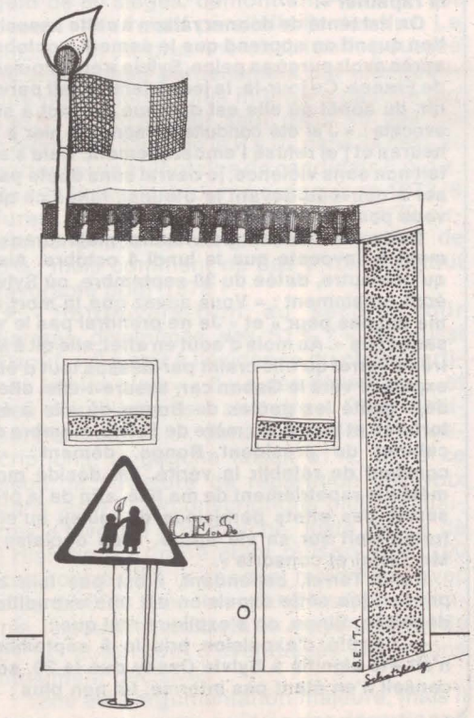
DES C.E.S. PAILLERON PAR CENTAINES?

Pourquoi des écoles brûlent-elles ? Depuis l'incendie, le 6 février 1973, du C.e.s. Pailleron où seize enfants et quatre adultes ont trouvé la mort, la question n'a pas cessé d'être actuelle. Car d'autres C.e.s. similaires ont brûlé, comme châteaux de cartes, à Nice, à Sarcelles, à Canteleu en Seine-Maritime... D'autres accidents se sont produits : là, des cloisons s'effrondrent pendant un cours ; ailleurs, c'est un plafond de 750 kg qui cède quelques minutes avant l'entrée des élèves... Et l'on ne compte plus les établissements dangereux dont la fermeture a été réclamée.

A qui la faute ? Depuis plus de trois ans, l'Association des familles des victimes de l'incendie du C.e.s. Pailleron s'est attachée à déterminer les responsabilités réelles, refusant de s'en tenir — comme tant d'autres que cela arrange — aux causes immédiates de la tragédie, en l'occurrence le geste de deux enfants, Marc et Patrick. C'est sur la requête de cette association que le procès des jeunes gens qui devait avoir lieu le 6 octobre, a été repoussé au 2 mars 1977, afin de le rapprocher autant que possible de celui des inculpés adultes (constructeurs, architectes et hauts fonctionnaires de l'Education) dont les reponsabilités ont été mises en évidence dans le rapport des experts remis au magistrat instructeur, le juge Sablayrolles, dès le 31 juillet 1973. Selon les animateurs de l'association l'incendie du C.e.s. aurait pu en effet ne pas avoir des conséquences aussi graves si les matériaux utilisés et le type de construction avaient été différents. Or, depuis 1963, les services de l'Education ont recommandé l'industrialisation des constructions scolaires : pour répondre aux besoins (à moindres frais...), on a ainsi construit en moyenne un C.e.s. « industrialisé » par jour ! Ces bâtiments sont-ils dangereux ? Non, affirme-t-on au ministère de l'Education : au lendemain de l'incendie du C.e.s. Pailleron, les normes de sécurité ont été modifiées partout et l'administration prétend avoir effectué 500 millions de travaux pour mettre les bâtiments existants en conformité avec les nouvelles normes. Oui , affirment les parents des victimes du C.e.s. Pailleron qui contestent les chiffres du ministère et mettent en cause le non-respect des normes, les dérogations et, au-delà, la nature même du procédé industriel. C'est aussi l'avis des usagers du lycée Corneille de La Celle-Saint-Cloud, dans la banlieue parisienne. « Nous refusons de courir le risque d'un nouveau Pailleron », déclare Michèle Fouchard, membre du Conseil local des parents d'élèves, affilié à la Fédération Cornec. Dramatisation excessive ? Voire. Toutes les conditions matérielles semblent, en effet, réunies pour rendre possible une telle éventualité...

En cas d'incendie, en effet, tout ou partie du bâtiment s'effondrerait en quelques minutes. Comme lors de l'incendie du C.e.s. Pailleron... Les rapports les plus officiels en conviennent. La commission de sécurité de la Protection civile a refusé de se prononcer sur la stabilité au feu du bâtiment qui, selon les normes, devrait être d'une heure. Tous





les éléments susceptibles d'entraîner la fermeture du C.e.s. ont été constatés : pas de cloisons coupe-feu, installations de gaz non réglementaires, rideaux combustibles, système d'alarme et éclairage de sécurité insuffisants, poutres métalliques non protégées, etc. Seul le troisième étage du bâtiment a été désaffecté.

Mais près de 700 élèves continuent à fréquenter quotidiennement des locaux reconnus non conformes aux normes par... les services de la Protection civile, le colonel des pompiers, les représentants de l'Equipement, de la gendarmerie et de la police !

Plus grave encore : le premier rapport alarmant date de septembre 1974 et, depuis, rien ou presque n'a été fait. Et l'on comprend pourquoi : pour que le bâtiment soit conforme aux normes de sécurité, il en coûterait une dizaine de millions, soit l'équivalent du coût originel de la construction ! A défaut, la commission a jugé indispensable des travaux compensatoires qui permettraient l'évacuation en huit minutes du bâtiment. Les architectes estiment à 5 millions le coût de ces travaux. Ce minimum indispensable, c'est encore trop aux yeux de l'administration et de la municipalité « apolitique » Sur le conseil du préfet, le maire Duchesne a décidé de faire effectuer ces travaux par tranches. Une première tranche — un petit million a été débloqué — permettra l'amélioration du système de détection d'incendie et la construction de deux escaliers extérieurs.

« Procéder aux travaux par tranches, contre l'avis des architectes, c'est jouer avec la vie de nos enfants », s'indigne Patrick Rault, membre du Conseil des parents d'élèves. Face à l'inertie des autorités, les parents d'élèves avaient décidé, dès le mois de juin dernier, de s'organiser en comité pour la sécurité au lycée, mais il fallut attendre une conférence de presse de la commission Education du Parti socialiste des Yvelines pour que l'opinion publique nationale ait connaissance de l'affaire. « Si le maire avait informé ses administrés dès le début, on n'en serait pas là », affirme Georges Gelly, secrétaire de la section du P.s. de La Celle-Saint-Cloud.

Pourtant, le maire a pris soin d'ouvrir un parapluie : une délibération du conseil municipal recommande la désaffectation du bâtiment. Et, après tout, c'est le préfet lui-même qui a préconisé de procéder aux travaux par tranches. Alors ... Le maire ne veut mécontenter personne, explique Patrick Rault, mais sur un tel sujet vouloir ménager la chèvre et le chou, c'est un peu scandaleux ! Quant à la directrice du lycée, Mlle Guerrier, elle affirme « craindre surtout l'échauffement des esprits » (sic). Telle est sans doute aussi la préoccupation de France-Inter, qui a clos le débat en affirmant « le problème est à l'étude au ministère de l'Education » (surtout, pas de vagues...) Dont acte.

MARIE-JOSE BERNARDOT

changer la vie sociale et économique

DES IDEES POUR LA MEDECINE DU TRAVAIL

Le coût de la médecine du Travail en France représente 1,5 % des dépenses globales de santé. Ce chiffre dérisoire a été communiqué le 9 octobre dernier à Bron (Rhône) lors de la réunion nationale des groupes socialistes d'entreprise pour la Santé. Cette journée a été riche d'enseignements pour la centaine de délégués venus de la France entière. Ce sont en effet les représentants de près de 40 fédérations qui ont été accueillis par le maire socialiste de Bron, André Sousi. Pour ces militants, il s'agissait d'approfondir le programme du P.s. en matière de santé et de confronter leurs différents points de vue, notamment sur l'hospitalisation publique et privée, la formation des personnels de santé et la prévention des maladies. Plusieurs grandes idées ont été retenues :

- ▶ l'information médicale et sociale doit être plus large et commencer dès l'école primaire ;
- ▶ il faut créer un enseignement universitaire infirmier ;
- ▶ une prévention réelle, conçue comme amélioration des conditions de vie et de travail, ne peut pas coexister avec un système de rémunération médicale à l'acte ;
- ▶ il faut libérer la médecine du Travail de sa dépendance à l'égard du patronat, et créer des chaires de médecine du Travail avec nécessité pour l'enseignant de passer une partie de son temps au sein même des entreprises.

A LA QUEUE-LEU-LEU...

Si, comme le dit la Préfecture de Police, 70 000 personnes avaient manifesté le 7 octobre à Paris, les Parisiens auraient assisté à un curieux spectacle. En effet, pour effectuer le parcours Nation-Bastille-République en défilant sans arrêt de 10 h à 17 h, il aurait fallu que ces 70 000 manifestants marchent en file indienne ! Ou bien que les plus sportifs, à peine arrivés, reprennent aussitôt le départ.

Même le patronat reconnaît que la participation à cette journée d'action a été plus forte que lors des précédentes manifestations nationales. Le personnel de la Préfecture de Police était-il trop nombreux à manifester lui-même pour qu'un décompte sérieux des manifestants ait pu être effectué ?



Stand des travailleurs de Schlumpf à Lille.

UN PATRON TOUT MIEL, TOUT SUCRE

Les travailleurs des sucreries ne sont pas contents : ils le prouvent en développant, dans l'Oise et le Nord, une campagne revendicative activement soutenue par les fédérations du P.s.

Dans l'Oise, le conflit ne date pas d'aujourd'hui pas plus que la colère contre Ferdinand Beghin, patron tout-puissant dans la région. Patron de choc, qui refuse de négocier, et menace de quitter le syndicat patronal si des directeurs d'entreprises sucrières acceptent la discussion. Quelques extraits des propos tenus récemment par Ferdinand Beghin : « Nous avons perdu 40 000 tonnes de papier et carton à la suite d'une grève politique de 8 semaines, sans motif apparent, étant donné la situation privilégiée de notre personnel (sic)... Une grève de 2 500 ouvriers déclenchée et maintenue par une centaine d'énergumènes qui règnent par la terreur ne devrait pas être tolérée... Tant qu'il ne sera pas permis d'éliminer les délégués, dont le seul but est de nuire constamment à la bonne marche de l'affaire, nous continuerons d'être à la merci de ce qu'il faut bien appeler la dictature des syndicats qui se fait de plus en plus pesante sur l'ensemble de l'industrie... » (Extrait du discours de Beghin lors de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1976).

LES P.D.G. AU MUSEE

Toujours aucune solution en vue pour les 2 000 salariés du groupe Schlumpf. Cette société textile est sans patron depuis trois mois. Gestion déficitaire, paraît-il... Mais les frères Schlumpf se sont offert un somptueux musée de l'automobile, tout en refusant de donner les informations économiques nécessaires aux comités d'entreprise.

Le 29 septembre, dans une des entreprises, la filature de laine peignée de Malmerspach, les 470 travailleurs se sont mis en colère : la présence des frères Schlumpf dans l'usine et dans la localité a fait l'effet d'une provocation. Les salariés ont retenu leurs ex-patrons dans leur villa. « L'ordre » est vite revenu, avec l'arrivée de 150 C.r.s., sous-préfet en tête, pour dégager ces collectionneurs de vieilles voitures qui ferment leurs usines...

LA PEAU DE MAZAMET

Travailler au pays : revendication fondamentale des 114 travailleurs de la mégisserie de Mazamet (Tarn). Depuis le 28 septembre, ils occupent leur entreprise pour s'opposer aux 70 licenciements consécutifs au dépôt de bilan décidé par les banques. Au départ, des erreurs de gestion de la part de la direction, et surtout, une politique d'investissement à l'étranger ou dans d'autres entreprises. Pour les salariés de Mazamet, être licencié devient synonyme de s'expatrier. La région Midi-Pyrénées, en effet, arrive en tête des régions les plus touchées par le chômage. Voilà pourquoi, plus que jamais, les salariés de Mazamet sont décidés à se battre pour l'annulation des licenciements et la poursuite de l'activité de la mégisserie.

C'EST LA VIE

Se contentant désormais d'être « hebdomadaire chrétien d'actualité », notre confrère trentenaire « la Vie Catholique », à son numéro 1622, devient simplement « La Vie » et se vend en kiosque (actuellement : 320 000 exemplaires en abonnements et 100 000 en vente militante). Plus intéressant encore : un esprit offensif se manifeste, dans la nouvelle formule, par des études comme « Qui sont les riches ? » ou « Familles, on se moque de vous » (pour expliquer que, faute d'une vraie politique sociale du Pouvoir, « avoir plus de deux enfants, en 1976, est un luxe »).

DORÉ SUR TRANCHE

Il est encore temps d'aller s'émerveiller — et peut-être se découvrir une vocation — à l'exposition sur le livre, à la Maison des métiers d'arts (28, rue du Bac, 75007 Paris). Typographie, illustration, reliure, brochure, dorure... la fabrication du livre n'aura plus aucun secret pour vous.

GEORGES SIMENON: «AUJOURD'HUI, MAIGRET ENVERRAIT SA DEMISSION A PONIATOWSKI»

Connaissez-vous les romans de Germain d'Antibes, de Georges d'Isly, de Gom Gut ou de Jean du Perry ? Avez-vous lu les contes de Gémis, Trott ou de La Déshabilleuse ? Un public populaire se les est pourtant arrachés entre 1924 et 1931. Ce que les lecteurs de l'époque ignoraient c'est que tous ces noms ne cachaient qu'un seul et même auteur : Georges Simenon qui écrivait alors sous 17 pseudonymes différents. En ce temps-là il fabriquait un roman en deux jours ! Qui aurait pu croire que ce jeune stakhanoviste de la littérature pour kiosques de gare deviendrait l'écrivain le plus lu du XXe siècle ? Car, qui peut se vanter d'avoir comme lui, selon les statistiques officielles de 1973 de l'Unesco 350 millions de lecteurs ?

Sa carte de visite la plus connue se nomme Maigret. L'inconvénient, c'est que Maigret avait fini par faire de l'ombre à Georges Simenon. A l'aube de ses 70 ans, le « père de Maigret » — ne vaudrait-il pas mieux dire le frère ? — a eu envie de se libérer de sa tâche de romancier. Cela se passait le 19 septembre 1972 : sur son bureau il y avait, sur une enveloppe jaune, le mot « Oscar » et la fiche signalétique de quelques personnages ; « Oscar » devait être son prochain roman ; ce jour-là, Simenon décida qu'il n'écrirait pas, qu'il n'écrirait plus aucun roman. Le lendemain il mettait en vente sa luxueuse propriété d'Epalinges. Une page était tournée. Exit Maigret. A 70 ans, Simenon entrait en scène, venait en pleine lumière et se mettait à dicter au magnétophone ses réflexions à la première personne. Ce qui nous a déjà valu trois volumes parus récemment aux Presses de la Cité : « Un homme comme un autre », « Des traces de pas » et « Les petits hommes ».

Dans ces livres-là, on rencontre un homme libre, merveilleusement libre, qui parle avec émotion de ce qu'il aime de la vie : les caresses, le cirque, les odeurs, les feux de bois, la terre, les femmes, les pipes, l'eau vive, les yeux des gens, le soleil. Un homme qui apostrophe ou brocarde tout ce qui lui semble inutile ou inique : le fascisme, les financiers qui s'entendent comme larrons en foire, les accapareurs, les promoteurs, les notables, les dictateurs, Maurice Druon désigné comme l'écrivain « le plus bête de sa génération », la police d'un gouvernement français « qui tape du poing comme s'il était déjà fasciste ». Un homme qui interroge : « J'ai vécu 20 ans à Paris sans voir un car de police ou de C.r.s. Est-ce encore possible ? » Un homme qui dit sa passion pour ceux qu'il appelle « les petits hommes », c'est-à-dire le peuple des pauvres et des humbles. Et qui précise : « J'aime les hommes. J'ai passé ma vie à essayer de les comprendre ».

J'ai rencontré l'homme qui parle ainsi. Dans la modeste maison de la banlieue de Lausanne où il vit désormais sereinement avec sa compagne, Teresa, et son dernier fils. Il évolue là, à l'ombre d'un cèdre bicentenaire, classé monument historique, sur lequel pérorent des centaines d'oiseaux. Il a l'œil malicieux, le geste affectueux, la poignée de main franche et fraternelle. C'est si peu dire qu'il est accueillant ! Il est tout chaleur et tendresse. Les mots de Jacques Prévert écrits pour Vincent Van Gogh lui vont comme un gant : « Il a le regard bleu et doux / Le vrai regard lucide et fou / De ceux qui donnent tout à la vie / De ceux qui ne sont pas jaloux. »

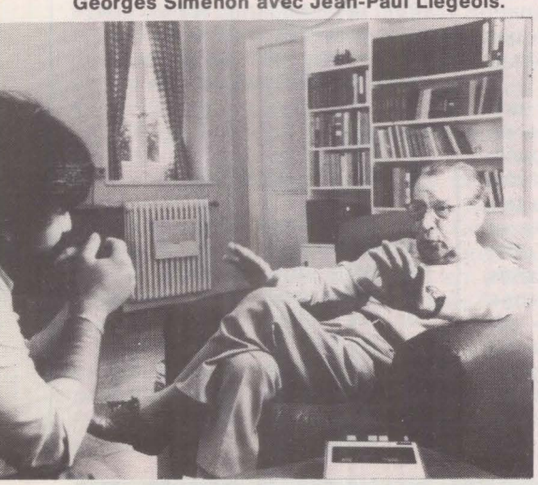
« L'UNITE » : Pourquoi êtes-vous devenu écrivain ? Comment ?

GEORGES SIMENON : Si je n'étais pas devenu écrivain j'aurais été un raté. Comme tous les écrivains. Sauf les poètes qui naissent avec le besoin d'écrire dans le sang. Mais tous les autres en viennent en général à l'écriture vers 20-25 ans, au sortir d'une classe de philosophie ou de tristes études de lettres. Ils n'ont pas d'issue : ils se mettent à écrire et essaient de vivre de leur plume. Tous les écrivains sont des ratés de quelque chose. Ils ne savent pas très bien de quoi. Ce fut mon cas : à 16 ans et demi, je me suis trouvé dans l'obligation de trouver un travail pour manger. J'ai d'abord écrit mon premier roman — fort mauvais : « Au pont des arches ». Puis je me suis lancé dans le journalisme. Je ne connaissais rien de la presse de Liège, ma ville natale. Je ne savais pas quelle parution était de gauche, quelle feuille était de droite. Je me suis présenté à « la Gazette de Liège ». On m'a engagé pour faire les chiens écrasés. C'était un journal catholique et très conservateur. J'étais anarchiste. Au bout de 6 mois, je produisais un billet quotidien : il s'intitulait « Hors du poulailler » et je le signais Lecoq. J'ai tenu deux ans et demi. J'ai fait mon service militaire. Et puis je me suis lancé à l'assaut de Paris. Je suis alors tombé de Charybde en Scylla. J'ai d'abord été le garçon de courses d'un ecrivain surtout célèbre comme président de la « Ligue des chefs de section et anciens combattants », Binet-Valmer : il m'envoyait porter des lettres au domicile de Poincaré ou entre les mains de tous les directeurs de journaux de Paris. Ensuite, il m'a fait entrer au service d'un hobereau, un bienfaiteur de la « Ligue », possesseur de cinq châteaux, richissime : j'ai été le secrétaire particulier du marquis de Tracy. J'étais dans un univers totalement à l'opposé de mes convictions.

Je voulais vraiment devenir écrivain. J'ai fini par quitter le marquis. Pour apprendre mon métier. Je me suis mis à livrer des contes à des journaux galants, puis des romans populaires. Ce fut une bonne école. J'avais lu les littératures française, anglaise et russe. La plupart de ceux qu'on appelle les « grands » écrivains avaient des faiblesses étonnantes. Ils étaient obligés d'employer des procédés maladroits du genre « Pendant ce temps-là ...» ou « Nous allons maintenant en venir à Untel qui... » Il fallait que j'apprenne à ne pas écrire ainsi, à être plus direct, plus lisible. Il fallait que j'apprenne à ne pas faire de littérature. Mon apprentissage s'est résumé à plus de 200 romans populaires écrits sous près de 20 pseudonymes.

Un beau jour, j'étais à Delfzill, à la frontière hollando-allemande. J'étais arrêté pour faire calfater le gros bateau de pêche que j'avais fait aménager à Fécamp et sur lequel je par-

Georges Simenon avec Jean-Paul Liégeois.





courais les canaux. Le travail de réparation m'empêchait d'écrire. Alors, je me suis réfugié sur un autre vieux bateau, une péniche complètement défoncée où les rats couraient et l'eau croupissait. Je m'y suis installé sur des caisses et j'ai tapé mon premier Maigret : « Piett le Letton ». C'est là qu'il y a maintenant une statue de Maigret.

L'éditeur Fayard s'est emballé pour mon personnage. Il m'a demandé un livre par mois. J'ai tenu le rythme 18 mois. Ainsi sont nés les 18 premiers Maigret. Au dix-huitième, j'ai arrêté : je me suis rendu compte que je savais faire évoluer, vivre et parler mes personnages, que je réussissais très bien à imbriquer les dialogues et les détails d'atmosphère. Je pouvais désormais écrire des romans sans cadavre et sans commissaire : je l'ai fait. Ce n'est qu'en 1939, à la demande des lecteurs — « Alors vous avez honte des Maigret ? » m'écrivaient-ils — que j'ai repris les Maigret à raison d'un ou deux par an. Ecrire un Maigret est vite devenu pour moi un exercice salutaire : quand je ne me sentais pas en pleine forme, j'écrivais un Maigret. Je le tapotais un peu comme Rubinstein s'empare d'une ou deux phrases de Chopin.

— Quelle était votre méthode de travail pour écrire un Maigret ?

— La même que pour n'importe quel autre roman. Je n'ai jamais fait de plan. Avant de démarrer, je me contentais de prendre une grande enveloppe jaune : j'y inscrivais les noms de mes personnages, leur âge, leur lieu de naissance, les noms de leurs grands-parents, le premier instituteur ou professeur qui a pu les marquer, leurs principaux amis, les membres de la famille à qui ils étaient liés et leur numéro de téléphone. Souvent, je ne me servais jamais de ces détails. Mais cela me permettait de me mettre dans leur peau. Et puis, sans idée préconçue, sans aucune histoire en tête, sans plan, je les mettais en situation. Dans une situation dont les prolongements puissent les obliger à aller jusqu'au bout d'eux-mêmes. Ainsi je découvrais peu à peu leurs actes, leurs réactions, sans jamais savoir où cela allait aboutir. Pour être franc, quand j'attaquais le dernier chapitre d'un roman, je ne savais jamais comment le livre allait finir. Les Maigret n'ont pas échappé à cette démarche. C'est logique : les Maigret n'ont jamais suivi les règles habituelles du roman policier.

— Oui, Maigret n'est pas un policier brillant et héroïque. Maigret n'est pas le prototype du flic. C'est plutôt un homme sympathique et bon...

— Je n'ai aucune sympathie pour les flics. Maigret n'a pas un comportement de flic. Si on lisait à la file la série des Maigret, on verrait que, dans au moins un cas sur trois, il a plus de sympathie pour le coupable que pour la victime, pour les hors-la-loi que pour la loi. Et combien de fois Maigret laisse-t-il échapper un prétendu coupable ? Parallèlement, chaque fois qu'il a affaire à une certaine bourgeoisie, à un milieu de notables, par exemple dans « Maigret chez le ministre », il a un comportement de rebelle et il laisse éclater son indignation. J'ai cessé d'écrire des romans. Mais si j'avais continué je me demande si les Maigret que j'avais envie d'écrire n'auraient pas été purement et simplement interdits ! En fait, je crois que j'aurais écrit un seul et dernier Maigret : celui où il aurait refusé de continuer à travailler avec l'administration et ses règles actuelles. Parce que tout dans son comportement est à l'opposé de la politique qui sévit en France depuis des années, à l'opposé du rôle qu'on y fait jouer à la police. Aujourd'hui, le commissaire Maigret enverrait sa démission à Poniatowski.

— Ces indignations que vous prêtez à Maigret, ce sont aussi les vôtres. C'est lui qui a déteint sur vous ? Ou bien c'est vous qui lui avez imprimé votre moule ?

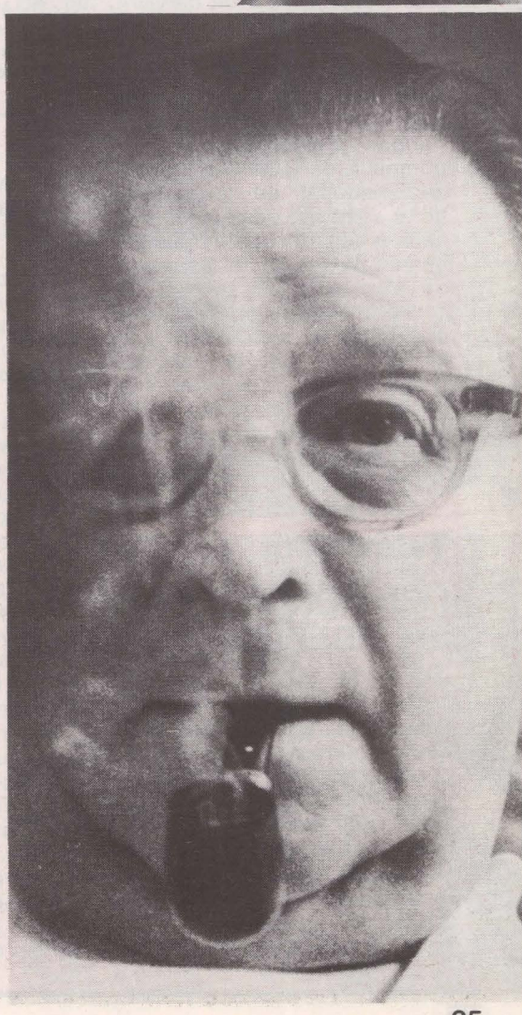
— Sur les 220 romans que j'ai écrits sous mon nom, qui sont signés Georges Simenon, il doit y avoir 172 Maigret. Je vous ai dit comment je travaillais : je me mettais dans la peau de mes personnages. Pendant tout le temps où j'écrivais le roman, je n'étais pas moi-même, je marchais comme mes personnages, je parlais comme eux, je pensais à leur manière, je vivais avec leurs réactions. J'ai donc vécu ainsi, en me mettant dans la peau de Maigret, 172 fois ! Petit à petit nous avons fini par nous confondre. Et j'avoue ne pas savoir si j'ai fini par lui ressembler ou s'il a fini par me ressembler.

— Une chose est certaine : en 1972, à 70 ans, c'est vous qui avez faussé compagnie à Maigret. Pourquoi ?

— Depuis des années je vivais dans la peau de beaucoup de gens, dont celle de Maigret. C'était dur, à la longue, épuisant même. Un jour je me suis dit que j'avais bien le droit de vivre dans ma propre peau. Et je me suis offert un grand champ de liberté : le micro d'un magnétophone où moi, Georges Simenon, je dis, dans le désordre le plus total, ce que j'ai envie de dire, ce que je pense. Devant mon micro je parle de tout et de rien, je bavarde comme n'importe qui, je me laisse aller à mes idées et à mes fantasmes qui sont les mêmes que celles et ceux de millions d'individus. Trois livres ont déjà été publiés à partir de ces enregistrements, d'autres suivront. A vrai dire, je ne considère pas cela comme une activité professionnelle d'écrivain. Le jour où j'ai commencé, j'ai fait une démarche auprès de la police des étrangers résidant en Suisse (je suis toujours Belge) : j'ai fait inscrire sur mon passeport « sans profession ».

— J'ai lu les trois livres déjà parus qui sont tirés de vos premiers enregistrements. On y retrouve ces accès de tendresse que laissaient échapper vos romans. Mais on y trouve aussi une virulence et des colères qui sembleront nouvelles à beaucoup...





changer la vie culturelle

Marionnettes

LE TIERS MONDE DU SPECTACLE

Dans le cadre du récent Festival des Marionnettes de Charleville-Mézières (voir notre dernier numéro) se sont tenues les Assises nationales de la Marionnette. Il existe actuellement en France une centaine de troupes qui attirent environ 2 millions de spectateurs par saison. En 1976, seules 16 de ces troupes se partagent globalement 500 000 F de subvention : 80 000 F pour la mieux pourvue, 10 000 F pour la 16e et rien pour les autres ! Au cours des Assises, les marionnettistes ont donc simplement réclamé le plus élémentaire droit de vivre, de travailler et, pour ce faire, des subventions effectives. Ils ont également revendiqué la multiplicité des petites troupes et rejeté l'alibi ministériel d'une « super-troupe » ayant le titre pompeux de « Centre dramatique national de la marionnette ». Ils ont également suggéré la convocation d'Etats généraux du spectacle. Seront-ils entendus ? Le ministère acceptera-t-il de considérer la marionnette autrement que comme une activité « amuse-scolaires » ? Il y a urgence. Aux Assises, tous les partis politiques avaient été invités. Seul le P.s. a répondu présent...

G.F.

Théâtre

BRECHT PRESQUE PARFAIT

C'est l'année Brecht ! « B.b. » est mort il y a 20 ans. Le théâtre français s'est mis à l'heure de cet anniversaire : le Théâtre de l'Odéon présente « Moi, Brecht » par le Piccolo Teatro de Milan. Robert Gironès monte « Dialogue d'exilés », à Lyon. Guy Rétoré reprend « Sainte Jeanne des Abattoirs » au Théâtre de l'Est parisien. Arlette Téphany monte « La vie de Galilée » à Chelles. Alain Mergnat et le Théâtre de Bourgogne jouent « La Bonne Ame de Se-Tchouan » à Dijon, ces jours, depuis le 14 jusqu'au 30 octobre (au Théâtre du Paris Saint-Jean). José Valverde, enfin, signe une rigoureuse mise en scène de « Mère Courage » au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis.

Parlons donc du premier tir de ce feu d'artifice : « Mère Courage ». Quelle pièce ! Quel monument ! Quelle énorme machine ! Avouons-le d'entrée : quel beau spectacle a fait Valverde ! J'ai retrouvé là le Valverde de mon adolescence, celui de « Happy End » et de « Schveik ». Ce n'était pas si facile à réussir. Car le propos de Brecht est un peu simpliste : il y prône un pacifisme tous azimuts qui eût réjoui les Yankees embourbés au Vietnam. Ah ! Si les Vietnamiens avaient pu être pacifistes ! Nixon serait toujours président... Valverde a pris le problème à bras-le-corps : il a critiqué Brecht dans les images qu'il a produites. Il a refusé la très vague référence à la guerre de 30 ans. Il a introduit l'idée d'une guerre de 14-45 qui a bel et bien existé ; il a fait se croiser les capotes bleu horizon et les oripeaux nazis de la peste brune montante. Son discours est clair, net, sans bavures : dénoncer les guerres sans s'en prendre aux facteurs de guerre relève de la pure naïveté. Pour faire cette démonstration Valverde a été servi par 16 comédiens et musiciens enthousiastes, précis, efficaces et drôles. Par un travail d'orchestration remarquable de José Berghmans sur la musique de Paul Dessau : quelle légèreté dans cette partition si souvent massacrée à la prussienne ! Par un dispositif scénique de Jean-Michel Quesne tout en allusions discrètes et ironiques à un Douaumont d'Epinal.

Il y a dans ce spectacle des temps très forts, des images chocs comme Chéreau ou Planchon en composent quelquefois. Il y a surtout ce personnage bouleversant, ridicule et émouvant, à la fois, de la prostituée Yvette : la jeune comédienne Christine Gagnieux le campe avec une rare maestria. Une seule restriction : Micheline Uzan, qui joue le rôle de Mère Courage, arrache physiquement avec superbe son personnage à la boue des tranchées mais sa voix ne suit pas, zigzaguant entre un grave un peu gras et un aigu débridé. Dommage. Sans cela « Mère Courage » eût frisé la perfection. Ce n'est d'ailleurs pas une raison pour faire la fine bouche : des spectacles de cette densité sont peu courants... et une voix ça se maîtrise !

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Télévision

DEUX ORPHELINES EN SIBERIE

Douche écossaise. Aux très aristocratiques « Forsyte » voici que succèdent des paysans sibériens, (sur A 2, à 21 h 30, à partir de ce dimanche 17 octobre). Que pensera le public français du nouveau feuilleton soviétique : « Les ombres disparaissent à midi » ? Sans doute qu'il s'agit d'un mélo comme on n'en fait plus, comme ne devraient jamais en faire les héritiers d'Eisenstein et de Poudovkine. Chaussée de gros sabots, la propagande politique retrace l'épopée d'un village de 1915 à 1945. Il y a les bons et les méchants ; à la tête de chaque camp, une meneuse déchaîne des passions dont les soubresauts dérèglent le cours harmonieux de la révolution. Dans cet écheveau d'intriqgues, cette foule de personnages disposant chacun de deux ou trois noms, sans compter les diminutifs, une vache aurait bien de la peine à retrouver son veau, et le doublage français, oscillant entre la grandiloquence et la vulgarité, achève de semer la confusion.

Restent les images. Comme dirait le guide Michelin, elles valent le détour. Le ciel, la steppe, les forêts, s'imposent sur l'écran avec une ferveur, un lyrisme ingénus auxquels on ne résiste pas. Travaux des champs, poursuites dans la neige, bals villageois, dès que nous descendons au niveau de la vie quotidienne, la vérité, la poésie de la terre russe nous frappent en plein cœur. En prime, on nous offre un french-cancan endiablé et même un strip-tease. Mais rassurez-vous, il s'arrête à la chemise, aussi longue, austère, rigide que le discours d'un commissaire du peuple.

GABRIELLE ROLIN

Cinéma

EN REVENANT DE LA REVUE

A partir de mercredi, on pourra voir enfin « Un certain jour », un film remontant à... 1969 d'Ermanno Olmi, dont on n'a rien vu en France depuis, jadis, « Il posto » — ô gaietés de la distribution ! Sur cet auteur méconnu ici, la revue « Positif » (septembre) publie une étude bienvenue.

Mais, pour une fois, les revues de cinéma ont décidé à cette rentrée d'être prophètes en leur pays. Voilà pourquoi l'excellente « Revue du cinéma » consacre une partie de son numéro de septembre aux nouveaux auteurs français (de Maurice Dugowson à Pascal Thomas). Pourquoi, aussi, le numero d'octobre de « Cinéma 76 » traite de « L'adolescent dans le cinéma français », après avoir, en septembre, réalisé un numéro extrêmement riche, « Spécial cinéma français » (avec un texte de Dominique Taddéi dans l'enquête auprès des politiques).

Un peu plus ancien, mais c'est sans importance car on se trouve là aux limites de la presse et du livre : la 3e livraison Films des « Dossiers du cinéma », chez Casterman (58 fiches, de « L'affaire Mattei » à « Vera Cruz ») ; le n° 23 de « Communications » (Psychanalyse et cinéma) ; « Etudes cinématographiques (n° 104-108) consacré à Miklos Jancso ; enfin, supplément au n° 89 de « la Nouvelle Critique », une étude sur « Cinéma : culture ou profit », où plusieurs spécialistes du P.c.f. présentent leur analyse des diverses facettes (art, industrie, fonction sociale, etc.) du phénomène.

J.P.L.

ENTRETIEN AVEC GEORGES SIMENON

— C'est parce qu'ils ont mal lu mes romans. Mes livres sont tous écrits et peuvent tous se lire sur trois plans : au premier degré on trouve l'action ; au second la question poétique, l'atmosphère ; au troisième enfin la signification. Pendant 30 ou 40 ans, la plupart des lecteurs et critiques français n'ont vu que les deux premiers plans. Dans le même temps, des articles américains et suédois, anglais et norvégiens, allemands et italiens, japonais même ont insisté sur le troisième plan en filigrane. Je viens de recevoir une thèse d'un Anglais qui a travaillé pendant 6 ans sur mes livres ; il conclut : « On sent à travers chaque livre que Simenon a toujours été un révolté ». Il y a également une autre thèse provenant d'U.r.s.s. et qui a pour titre : « La psychologie des personnages de Georges Simenon et la question sociale ». Ce n'est pas parce que je n'ai pas brandi l'étendard de la révolte à chaque page de mes romans qu'on peut en conclure que mes idées ne sont pas présentes dans mon œuvre romanesque.

— Si vos idées n'ont pas été clairement perçues, n'est-ce pas aussi un peu de votre faute ? Votre personnage public, vos comportements n'ont-ils pas été longtemps en contradiction avec vos idées ?

— J'ai eu des châteaux, j'ai vécu dans des palaces, on a pu me voir au Fouquet's. C'est vrai. Mais j'ai aussi dormi dans des cases nègres ou des huttes en peau de l'Amérique du Sud. Dans les deux cas, cela procédait de la même démarche, de la même envie : connaître l'homme dans les différents milieux où il vit, dans les différentes classes sociales où il évolue selon les sociétés. A 18 ans, j'ai dit à un camarade : « Je n'écrirai jamais rien sur un banquier avant d'avoir mangé l'œuf à la coque du matin avec lui. » J'avais besoin de voir les choses de près, de toucher les gens dans leur réalité. Je n'en ai pas pour autant trahi les idées qui sont les miennes depuis mon enfance. Pour les avoir côtoyés, je n'ai que plus horreur de la bourgeoisie et du monde de l'argent.

Mes parents étaient de petites gens. Mon père était un petit comptable. Ma mère avait des locataires. Mais tous les deux étaient extrêmement conventionnels et conservateurs : pour eux, était péché tout ce qui n'avait pas été béni par le pape ou le roi, entériné par l'administration. Ils admettaient très bien qu'à l'Institut Saint-André où j'allais en classe, les Petits Frères des écoles chrétiennes aient établi une sinistre ségrégation : d'un côté il y avait l'école des pauvres, où les enfants allaient en sabots, de l'autre l'école des riches, où les enfants — dont j'étais — portaient des souliers. Cela me révoltait. Comme m'indignait la vie des mineurs du bassin de Liège. Dans les rues, je rencontrais des hommes tout noirs : à l'époque, il n'y avait pas de douches à la mine ! Je me souviens que les mineurs vivaient dans de toutes petites maisons de deux pièces : ils étaient toujours au bistrot ! En 1906, 1907 et 1908, à Liège, j'ai vu passer des grands cortèges : les mineurs en grève réclamaient le droit de ne travailler que 12 heures par jour ; car, à ce moment-là, ils faisaient leurs 14 heures quotidiennes ! Depuis que j'ai découvert la condition des « petits hommes », je me suis toujours senti solidaire d'eux. Je n'ai pas varié sur ce point depuis mon plus jeune âge. Ma mère me disait : « Je te défends de jouer avec les fils d'ouvriers ». J'ai toujours passé outre. J'ai passé ma vie à lui désobéir.

J'ai horreur de la bourgeoisie. J'ai horreur de la franc-maçonnerie de tous les possédants qui se liguent contre les « petits hommes ». J'ai horreur de ces fantômes qui nous mentent à longueur de journée : les Giscard, les Chirac, les Barre. Que sont-ils ? Des vrais pantins. Ils croient qu'ils dirigent, mais c'est une illusion : ce sont les grandes banques et les sociétés multinationales qui tirent les vraies ficelles. Qu'ont-ils à dire ? Rien, sinon ce que leurs « patrons » leur soufflent, des patrons qui ont soin de garder l'anonymat, de se tapir dans l'ombre, de gouverner par le secret. Regardez comme ils se dépêchent d'étouffer l'affaire Dassault... Regardez cette classe dirigeante qui ne sert qu'à fabriquer des canons, à les vendre et à empocher des pots-de-vin. Regardez ces dictateurs de par le monde et ce pape qui voudrait nous dicter et nos actes et nos pensées. Regardez ce trucage immonde de tous les yachts en Méditerranée : ils ont des pavillons de fantaisie. ils appartiennent à des sociétés anonymes. Regardez ces polices parallèles. Regardez ces ordinateurs qui nous mettent en fiches. Il faut bien que nous tentions d'échapper à ces Etats policiers qui nous menacent. Il faut bien que les « petits hommes » répondent à tout cela.

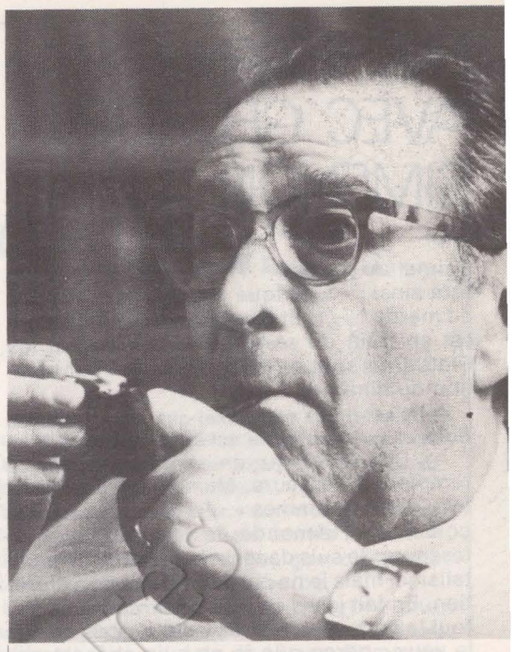
Pourquoi les « petits hommes » ne se serreraient-ils pas les coudes ? Pourquoi n'y aurait-il pas une Internationale de ceux qui travaillent ? Il y a bien une Internationale du capital ! Cet internationalisme financier est d'ailleurs très visible : quand la France envoie son président dans un pays étranger, il n'y va que pour essayer de placer de la marchandise. Les fantômes sont aussi des représentants de commerce !

Je suis un individualiste forcené. C'est-à-dire que, sans être aucunement un homme politique, je suis prêt à défendre l'individu partout où il est menacé. Au bout de cette défense de l'individu, on en arrive nécessairement à une Internationale des « petits hommes ». Quand je dis « petits hommes », j'y mets les techniciens, les ingénieurs, etc. « Les petits hommes », dans ma bouche, ça ne veut pas dire seulement les O.s.

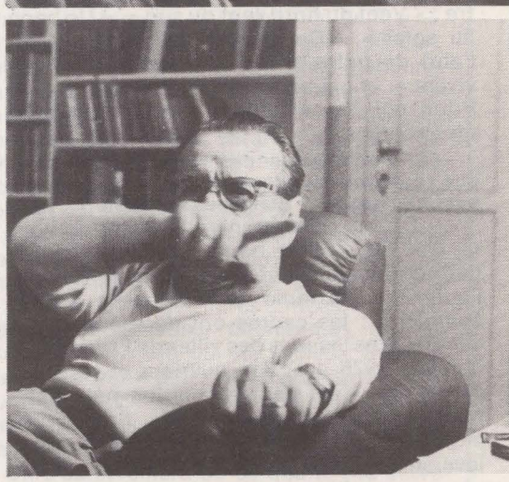
— On a même l'impression que plus avez avancé dans l'existence, plus vous vous êtes radicalisé...

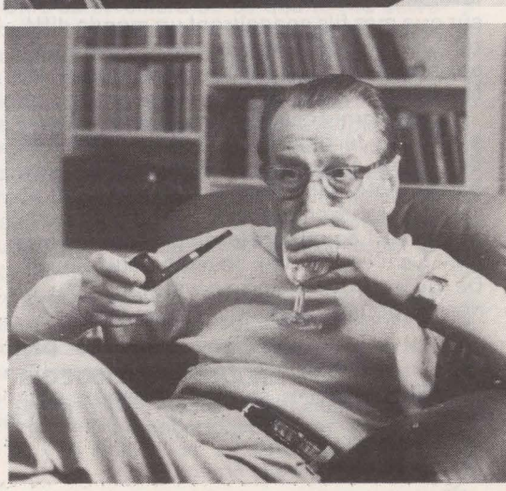
— Oui, au sens américain du terme. Pas au sens français, car je suis beaucoup plus à gauche que les radicaux. Comment pourrais-je réagir autrement quand je vois, dans certains pays du monde, une certaine tendance à retourner au fascisme ?

Il me suffit de regarder autour de moi pour m'indigner. Par exemple, cette façon qu'a encore l'Occident de vouloir éclairer le monde, ce comportement de « Blancs supérieurs » qui veulent commander aux Noirs et aux Jaunes. Ce n'est pas nouveau : dans les années 30, il y avait de belles affiches publicitaires dans Paris ; elles vantaient les performances des autochenilles Citroën à travers le continent africain. « L'Afrique vous parle », disaient les affiches. Moi je revenais d'Afrique. J'en ramenais un reportage que je









ENTRETIEN AVEC GEORGES SIMENON

donnai au journal « Voilà » en 1932 ; je l'ai titré ainsi : « L'Afrique vous parle. Elle vous dit merde ! » (1) Et c'est effectivement ce qui est en train de se passer : l'Europe et les Etats-Unis sont en train de perdre leur position dominante.

— N'est-il pas paradoxal que vous viviez en Suisse, avec les idées qui sont les vôtres ?

— Depuis 22 ans, en effet, je vis dans ce temple des fesseurs. Mais j'y vis à côtoyer les « petits hommes », j'y paie mes impôts comme tout le monde. Je ne vis pas avec les fesseurs. Je suis dans un bel édifice du capitalisme, mais je ne participe pas à son entretien. En fait je vis en Suisse parce qu'on m'y fout la paix ; parce que j'y dis et écris ce que je veux ; parce que je ne suis observé par aucune police secrète ; parce que aucun flic ne vient me poser de questions. Et puis, je le répète, en Suisse les « petits hommes » sont aussi sympathiques qu'ailleurs.

— Vous êtes donc décidé à finir votre vie dans cette maison, sous ce cèdre...

— Si on ne me met pas à la porte, ce sera mon dernier refuge. C'est une maison dépouillée, vidée du romancier Simenon et de ses archives : je viens d'envoyer tous mes dossiers, tous les livres écrits sur moi, toutes mes traductions et les 95 caisses de mes manuscrits au Centre d'études Georges-Simenon, qui va s'ouvrir prochainement à l'université de Liège. C'est une maison où ne vit plus que l'homme Georges Simenon, qui parle devant son magnétophone. Vous savez que j'en suis au dixième volume ? Tenez, je vais vous dire les titres des volumes à paraître : « Vent du nord vent du sud », « Un banc au soleil », « De la cave au grenier », « A l'abri de notre arbre », « Tant que je suis vivant » et « Les vacances obligatoires ». Pour moi, ils ont autant d'importance que mes romans.

— L'Internationale des « petits hommes », que ces livres appellent autant que vos propos, peut-elle gagner ? Etes-vous optimiste ?

— Oh oui ! Bougrement ! Quand je vois ce que les « petits hommes » ont réussi à gagner depuis le début de ce siècle. Quand j'entends à la radio cette nouvelle invraisemblable : les cadres ont décidé de descendre dans les rues des villes de France le 7 octobre 1976 avec les ouvriers et les employés. Ce n'est peut-être qu'un petit pas. Mais à petits pas successifs l'ordre du monde va obligatoirement se retrouver bouleversé un jour. J'y crois fermement : je suis sûr que mes fils connaîtront un monde différent. Je regarde avec sérénité le mouvement qui s'accélère. Les fessés vont chasser les fesseurs.

Quelle forme cela prendra ? Je ne suis pas prophète. Je regarde ce qui se passe : ou bien nous suivrons une évolution plus ou moins lente par le socialisme ; ou bien ce sera le grand chambardement par le communisme. Lequel sera le mieux ? Je n'en sais rien. Ce n'est pas moi seul qui peux choisir. De toute façon, la pierre dévale la colline. Et rien ne pourra l'arrêter.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Les Editions 10-18 viennent de faire paraître deux volumes de reportages de Georges Simenon : « A la recherche de l'homme nu » et « A la découverte de la France ».

Nos lecteurs ont la parole

LA TACTIQUE DE LA DROITE

La tactique de la droite en cet automne 1976 consiste à tenter de faire porter la responsabilité d'un échec éventuel du « plan anti-inflation » de MM. Giscard d'Estaing et Barre (« échec de la France ») à ceux qui ne leur accorderont pas leur confiance. Evidemment, cette même droite entend bien recueillir les fruits électoraux d'une réussite éventuelle du plan en question (discours de M. Barre à l'U.d.r.). C'est habile : il n'existe sans doute pas de meilleur moyen d'essayer de faire « avaler » aux Français une politique de sacrifices qui ne fait qu'aggraver les inégalités.

Mais le raisonnement est inacceptable. Ou bien on gouverne et on est responsable, ou bien on ne gouverne pas. Si le président et son Premier ministre estiment que sans l'appui résolu des Français ils ne pourront empêcher la France de s'enfoncer davantage, leur devoir de citoyens responsables, dans le cas où ils n'obtiendraient pas le consensus réclamé, sera de démissionner dans les plus brefs délais.

MM. Giscard et Barre ne pourront masquer cette évidence. L'union de la gauche saura déjouer leurs manœuvres, grandes ou petites.

Les Français seront tous d'accord pour faire les sacrifices nécessaires lorsqu'on leur accordera la justice d'abord.

(M. AMELINE 59370 MONS EN BAREUIL)

FAIRE CONNAITRE GUILLEMIN

Je suis étonnée de voir si peu Henri Guillemin à la télévision — pas du tout dans votre journal. Il a fait quelques conférences à France-Culture mais il se trouve que nous entendons mal ce poste.

De l'avoir vu et entendu dimanche dernier dans l'Affaire Dreyfus nous a fait plaisir. Ne pourriez-vous lui consacrer quelques articles, parler de ses conférences — il y en a de tellement intéressantes — il me semble qu'un journal comme « l'Unité » aurait intérêt à faire connaître cet écrivain-conférencier qui aime la vérité, la cherche sans arrêt, et pour cela n'est pas tellement encouragé par ceux qui nous gouvernent. On a tellement peur de certaines vérités en France !

(H. MARTIAL, 8250 GRANPRE)

● *Nous avons déjà publié des articles sur Henri Guillemin et nous lui consacrerons prochainement un grand entretien.*

LE DEBAT NUCLEAIRE

On a pu lire récemment dans un hebdomadaire un article intitulé « Ecologie ou conservatisme ? » dans lequel le camarade Charles Hernu prend sur la question nucléaire une position très claire : actuellement le Pouvoir impose de manière autoritaire et antidémocratique son programme nucléaire, tandis que la gauche ouvrira (enfin) le débat... Mais il ne s'agit pas d'être « écologiste antinucléaire » : la gauche ne mettra pas les centrales à la mer. Remarquons tout d'abord que le camarade Hernu préjuge curieusement le résultat du débat nucléaire que la gauche ouvrira. Qui dit débat suppose possibilité d'arrêter (momentanément) le programme nucléaire... Le camarade Hernu n'a pas l'air de l'avoir bien compris.

(P. MARECHAL, PARIS 5ème)

« ECOLOGISTES REACTIONNAIRES »

Qu'un responsable du Parti socialiste s'en prenne dans « le Nouvel Observateur », avec bien peu de nuances, aux écologistes qui s'opposent au nucléaire, qui en dénoncent les risques surgénérateurs en particulier), nous oblige à nous solidariser avec les militants, savants, citoyens, syndicalistes, habitants des régions concernés ainsi pris à partie.

Nous nous abstiendrons de traiter qui que ce soit de scientiste borné ou de technocrate béat ; à ceux qui affirment que les écologistes seraient récupérés par le capitalisme, nous ne répondrons pas que ceux qui défendent le nucléaire font, objectivement ou consciemment, le jeu de quelques très grands groupes capitalistes.

Ce qui nous paraît très grave, c'est qu'une telle intervention rejette brutalement loin de nous nombre de sympathisants, élude des problèmes fondamentaux de l'énergie nucléaire, et se situe, par son ton et son contenu, hors du débat démocratique qui devrait se poursuivre et s'approfondir à ce sujet dans le pays et le parti.

Qu'il faille réfléchir sur ce que pourrait être une utilisation socialiste du nucléaire, certes. Mais cette réflexion est indissociable de tout un ensemble d'autres questions : sur les finalités de la société socialiste et la redéfinition des besoins sociaux, sur les besoins réels en énergie qui en découlent, sur la possibilité d'utiliser les diverses formes d'énergie en tenant compte des implications de chacune d'elles : effets sur les travailleurs et sur l'environnement, centralisation et décentralisation, contrôle politico-policier qui en découle ou non, etc. Dans ce cadre, oui, poursuivons la réflexion sur ce que pourrait être une utilisation socialiste de l'atome !

(Michel et Calliope BEAUD, PARIS).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

CES MERVEILLEUX ITALIENS...

Les étiquettes, c'est commode, au cinéma comme ailleurs. Les gens du ciné-business peuvent ainsi tout classer en tiroirs bien séparés et faire leur publicité « par genres », tout succès pouvant servir alors de locomotive à une série d'autres films assimilés. C'est ainsi que, à intervalles réguliers, émerge le concept assez flou de comédie à l'italienne. On vient au cours des derniers mois d'en avoir encore la démonstration, avec — dans la foulée du succès de plusieurs Comencini et de « Parfum de femme » de Dino Risi, puis du triomphe, inattendu en France, de « Nous nous sommes tant aimés », d'Ettore Scola — un amalgame un peu abusif : celui mêlant avec le film de Scola aussi bien « Mes chers amis » de Mario Monicelli que « La carrière d'une femme de chambre » et « Une vie difficile » de Dino Risi.

Au vrai, même si elles ne suffisent pas à définir une famille à part, les analogies existent entre des films imprégnés à plus ou moins haute dose — sous les dehors de la comédie et derrière le paravent des gags — de dérision douce-amère, d'années échappées comme une poignée d'eau, d'exorcismes rigolards contre la mort, de vies ratées, d'occasions perdues, d'histoires et d'Histoire qu'on ne peut réécrire...

On ne s'en étonnera pas, s'agissant du réalisateur de « Mes chers amis » (Amici miei), Monicelli. C'est un dangereux récidiviste : par le mélange du tragique et du burlesque, sa « Grande guerre » avait, à l'époque, fait hurler. Malgré quelques chutes de rythme et des faiblesses inattendues ici ou là, « Mes chers amis » constitue d'abord un savoureux morceau de vrai cinéma comique. Mais le film de Monicelli ne se contente pas d'être « Les copains » du cinéma italien (le gag des gifles sur le quai de gare est déjà célèbre) : il accompagne d'une petite musique acide et mélancolique la baguenaude de ces « vitelloni » prolongés qui, à travers leurs canulars et leurs « virées tsiganes », essaient désespérément de ne pas vieillir trop vite.

Ce ton, cette douce-amertume, il faut peut-être les attribuer à la soixantaine qui venait d'atteindre Monicelli. Tout comme elle va le faire de Risi en décembre prochain et a peut-être déjà teinté de nostalgie le grand saut en arrière, en direction des années trente, qu'il accomplit avec « La carrière d'une femme de chambre ». Sauf qu'en l'occurrence l'Histoire fait tourner la farce à l'aigre. Et la cruauté sarcastique devient l'arme de Risi contre un passé envers quoi il n'a que mépris : celui pendant lequel le fascisme était au pouvoir en Italie.

L'anecdote prétend nous raconter l'histoire de Marcella (Agostina Belli), une midinette qui se met à donner dans la galanterie pour mieux arriver à ses fins : devenir une star de Cinecitta. Avant de se retrouver, à l'heure difficile de la République de Salo, sur



Alberto Sordi dans « Une vie difficile ».

les routes de l'exil où on vend les Juifs aux nazis.

On peut fort bien en rester à ces aventures de Manon Lescaut italienne, de Moll Flanders de Venise. Ou examiner avec quelle férocité Risi décrit un certain type (italien ?) de femme, de jadis ou de naguère (« celle d'avant 1968 », précise Risi) : la jolie fille faussement sentimentale, dotée en réalité d'une tête froide, conditionnée par sa famille, son curé et toute une structure sociale à chasser le beau parti ou, à défaut, le riche protecteur — car « il vaux mieux être putain qu'esclave », a conseillé la mère de la jeune fille.

Mais on peut aussi regarder de plus près cette chronique d'une douzaine d'années de fascisme qu'offre « La carrière d'une femme de chambre ». Afin d'y voir ce dont « Amarcord » nous avait déjà donné une idée : la part de grotesque que comportait le mussolinisme. Afin également de se demander si, pour Risi, Marcella ce n'est pas l'Italie de l'époque se donnant tout entière à son séducteur, se couchant devant le Duce, couchant avec lui ? Une sorte de « Chagrin et la pitié » en forme de comédie... Ce qui expliquerait pourquoi — sous une forme totalement différente — Risi comme Marcel Ophüls souligne que, individuelle ou collective, l'inconscience égoïste ne peut pas se faire passer pour de l'innocence.

La leçon vaudrait non seulement pour ceux qui ont eu des faiblesses pour le fascisme, mais aussi pour tous ceux qui ont, un peu honteusement, renoncé aux idéaux de leur jeunesse pour se laisser prendre au piège de la réussite sociale.

Ettore Scola nous a raconté cela dans « Nous nous sommes tant aimés », dont il faut redire ici, au passage, que c'est une œuvre bouleversante et superbe.

Le plus étonnant c'est qu'arrive aujourd'hui sur nos écrans « Une vie difficile », un film de Risi qui date de 15 ans. Et que ce film est très désavantagé non seulement de nous parvenir avec ce gros décalage, sensible notamment sur le plan technique, puisqu'« Une vie difficile » est en noir et blanc, mais aussi de traiter un sujet très proche de « Nous nous sommes tant aimés ». Or il serait très injuste qu'« Une vie difficile » ait à souffrir de ces bizarreries de distribution, car voilà probablement le chef-d'œuvre de Risi.

Jeune résistant, un journaliste de gauche, Silvio (Alberto Sordi) est caché trois mois durant par une petite provinciale, Elena (Lea Massari), qu'il épouse après la guerre. Silvio essaie de ne céder en rien sur ses opinions malgré la pauvreté, les tentatives de corruption, la prison, même. Cependant que sa femme, « réaliste » et ne rêvant que confort et respectabilité bourgeoise — c'est le pendant de la Marcella de l'autre film de Risi — ne cesse de l'inciter à se ranger « du bon côté », et le quitte alors que Silvio s'obstine dans son idéalisme. C'est seulement dans l'ultime séquence qu'Elena comprend... Et peut-être alors Silvio sera-t-il dispensé de faire l'amère constatation des héros de Scola murmurant : « Le futur est passé et on ne s'en est même pas aperçu... »

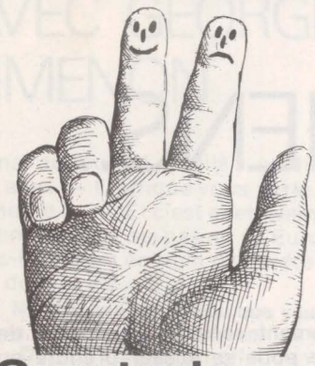
Ainsi résumé, il pourrait ne guère apparaître que ce film douloureux est en même temps un film d'un comique ravageur. Dans le cinéma de ces dernières années, il y a peu de séquences aussi déchirantes que la scène de l'ivresse du merveilleux Sordi à Viareggio ; mais peu d'aussi drôles que celle du dîner chez les royalistes le soir du référendum par lequel l'Italie choisissait la République.

On s'émerveillera de ce que le rire serve ainsi de véhicule à une vision historique qui ne manquait pas, il s'en faut, de lucidité. Car en 1961 on en était le plus souvent, ne l'oublions pas, à la célébration extasiée du « miracle italien » naissant. Il était à la fois clairvoyant et courageux d'aller, comme ce film, à contre-courant. Pour balayer cette intox et dire que le pseudo-miracle économique ne faisait que dissimuler l'opportunisme et la toute-puissance du fric encouragés par la D.c. régnante.

Quant à savoir pourquoi il n'existe pas, dans cette tradition de comédie, un seul film français amenant avec une pareille force des conclusions véritablement politiques, personne n'a encore fourni la réponse, amici miei...

SERGE RICHARD

Au risque de vous plaire



Spectacles
OU SONT-ILS ?

* Maxime Le Forestier : il est à Paris au Cirque d'Hiver jusqu'au 25 octobre. Avec 10 musiciens, une jongleuse et un mime-trapéziste. Le spectacle a été mis en scène par Philippe Avron.

* Georges Moustaki : il tourne jusqu'au 5 novembre dans la région parisienne. Avec sa nouvelle « Chanson cri ». Ce 15 octobre il est à Puteaux ; le 19 il sera à Montrouge, le 21 à Antony, le 22 à Cachan, le 23 à Saint-Maur, le 26 à La Courneuve, le 29 à Fontenay-aux-Roses, le 30 à Ivry et le 5 novembre à Sucy-en-Brie.

* Dick Annegarn : il chantera le 16 octobre à Bourg-la-Reine, le 21 à Lyon, les 22 et 23 à Marseille, le 9 novembre à Paris (au Stadium) et du 1er au 7 décembre à Bruxelles (au Théâtre 140).

* Cuarteto Cedron : ils ont prévu une série de concerts, tantôt seuls, tantôt en compagnie de Paco Ibanez. Le groupe sera avec Paco Ibanez ce 15 octobre à Dijon et le 16 au Creusot. Il sera seul à Nice les 19, 20 et 21 novembre, à Ris-Orangis le 27 et à Montbéliard le 10 décembre.

PARIS

*** Théâtre Présent (211, avenue Jean-Jaurès, 19e) : « Dracula Travel » de Guy Foissy. Mise en scène de Pierre Peyrou.**

Une agence de voyages spécialisée dans l'horrible, ça n'existe pas, comme dirait Raymond Queneau. Pourtant en voyant la pièce de Foissy vous vous rappelerez peut-être quelques-unes de vos propres — et tristes — expériences...

*** Théâtre de la Cité internationale : « Pasolini » de Roberto Giardina. Mise en scène d'Attilio Maggiuli.**

Un élève de Strehler retrace la vie et les luttes d'un cinéaste au destin tragique. En toile de fond, l'histoire d'un pays : l'Italie du fascisme à aujourd'hui.

*** Théâtre La Bruyère : « Pour 100 briques t'as plus rien maintenant » de Didier Kaminka. Mise en scène d'Henri Garcin.**

Une comédie un peu légère pour que la référence faite à Marx par l'auteur (« A travail égal salaire égal ») soit autre chose qu'une plaisanterie de plus.

*** Nouveau Carré : « Irène ou la Résurrection » de Maurice Clavel, d'après Ibsen. Mise en scène de Jean-Christian Grinevald.**

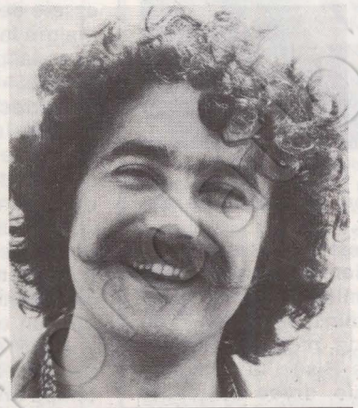
Un sculpteur se débat entre la femme qu'il a choisie pour compagne et celle qui fut son inspiratrice. Les artistes sont aussi des hommes...

*** Théâtre des Bouffes du Nord : « Les mémoires d'un bonhomme », de et par Olivier Perrier.**

Un comédien, en scène avec sa vache et sa jument, rend une mémoire à une province de France : le Bourbonnais. Le spectacle le plus profane de la rentrée théâtrale.

A NE PAS MANQUER

Sortir deux disques sans se faire piéger par le show-business, obtenir un prix de l'Académie Charles-Cros pour son premier 33 tours : c'est le double exploit qu'avait réussi, au printemps dernier, un jeune chanteur nommé Jean-Claude Monnet. Le phénomène était assez rare pour que nous le décortiquions longuement (voir « l'Unité » n° 196). Mais que devient maintenant Monnet ? Il ne s'est pas endormi sur ses lauriers. Il a travaillé. Il a tourné à travers la France ; il a rodé de nouvelles chansons. Il les présente à Paris, au Centre culturel du Marais (rue des Francs-Bourgeois), jusqu'au 31 octobre. Il fait rire sans viser bas. Il chante « politique » sans ennuyer. Il émeut sans faire pleurnicher. Tout cela est rare, très rare.



*** Théâtre de la Plaine (13, rue du général Guillaumat, 15e) : « Histoire d'une révolte ou la fête de Fuente Ovejuna », d'après Lope de Vega. Mise en scène de Jean Le Bonniec.**

Quand les paysans se rebellent en 1476... ou en 1976. Quand les femmes prennent une place importante dans la bataille.

*** Théâtre de l'Odéon : « Io, Bertolt Brecht », interprété par Giorgio Strehler et Milva.**

Brecht dit et chanté. Par le directeur du Piccolo Teatro de Milan et par une chanteuse à la voix réellement extraordinaire.

*** Petit Odéon : « La nuit, les clowns... » d'Yves Heurté. Mise en scène de François Dupeyron.**

Un coup de vent arrache un petit cirque à la dune où il était planté... et trois clowns au « Portement de Croix » de Jérôme Bosch. Le reste est poésie et politique.

*** Théâtre national de Chaillot : « Solitude, la mulâtresse » d'après le roman d'André Schwarz-Bart. Par le Théâtre Fer de Lance de la Martinique. Mise en scène d'Yvan Labéjof.**

Histoire d'une île (la Guadeloupe) et d'une femme (Solitude). Histoire qui dit leur soif d'identité, leur besoin de dignité et leur volonté d'indépendance.

*** Théâtre de l'Est parisien : « Comme il vous plaira » de William Shakespeare. Mise en scène de Beno Besson.**

La grande réussite du dernier Festival d'Avignon. Où l'ancien assistant de Brecht fait grincer les rouages de la comédie élizabéthaine. Superbe.

*** Théâtre de la Ville : « La visite de la vieille dame » de Durrenmatt. Mise en scène de Jean Mercure.**

Une parabole sur l'argent. Et Edwige Feuillère dans un personnage burlesque.

BANLIEUE

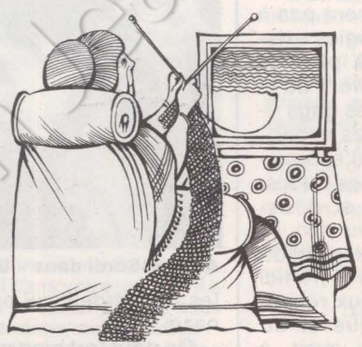
*** Théâtre de la Commune d'Aubervilliers : « Quatre à quatre » de Michel Garneau. Mise en scène de Gabriel Garran.**

Partition à quatre voix pour narrer la réalité actuelle du Québec.

*** Maison de la Culture de Nanterre : « Les Estivants » de Gorki par la Schaubühne de Berlin. Mise en scène de Peter Stein.**

Sous le regard des paysans, les bourgeois russes, propriétaires terriens, vivent leurs derniers lustres. Un crépuscule d'agonie.

S.R.



Télévision

VENDREDI 15 OCTOBRE

Au magazine Vendredi : l'arme du blé (20 h 30, F.r.3).

« Le malade imaginaire » par Jacques Charon et la Comédie française, en rediffusion (20 h 30, T.f.1).

« Le Septentrion », ballet sur un argument d'Yves Navarre et une musique de Marius Constant (22 h 35, T.f.1).

A Ciné-club, « Metello » de Bolognini : un fils d'ouvrier anarchiste, Florence, qui devient maçon et se mêle aux luttes sociales de cette fin du XIXe siècle... (22 h 50, A2).

Radioscopie d'Edith Cresson (17 heures, France-Inter).

SAMEDI 16

« Maigret chez les Flamands » : une tentative pour illustrer un grand écrivain, Simenon — voir p. 24 (20 h 30, A2).

A ne pas manquer : François Mitterrand dirige le Journal inattendu de R.t.l. (13 heures, R.t.l.).

DIMANCHE 17

La guerre en dentelles sur les pas de Jean-Pierre Cassel : « Les fêtes galantes », un des derniers films de René Clair (14 h 50, A2).

« L'affaire Dominici », reconstituée en dossier (honnête) par le cinéaste Claude Bernard-Aubert (20 h 30, T.f.1).

1915, en Sibérie, Maria-la-Rouge... » Les ombres disparaissent à midi », une série de la télévision soviétique (21 h 30, A2).

Un film bâti par Fellini à la gloire du baroque et de Giulietta Masina : « Juliette des esprits » (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 18

Charles Hernu (P.s.), Louis Baillot (P.c.f.), Maurice Couve de Murville (U.d.r.), etc. dans un débat sur « la stratégie Est-Ouest » suivant un film sur l'affaire des bases à Cuba en 1962, « Les missiles d'octobre » (20 h 30, T.f.1).

Louis Malle et Daniel Boulanger adaptateurs du romancier anarchiste Georges Darien : « Le voleur », incarné par Belmondo (20 h 30, F.r.3).

MARDI 19

Tribune libre : l'Union des femmes françaises (19 h 40, F.r.3).

« La machine extraordinaire » : le film (suivi d'un débat sur la recherche médicale) de caméras miniaturisées promenées à l'intérieur du corps humain (20 h 30, F.r.3).

Benoite Groult, François Régis-Bastide, etc. au Livre du mois (22 h 25, T.f.1).

MERCREDI 20

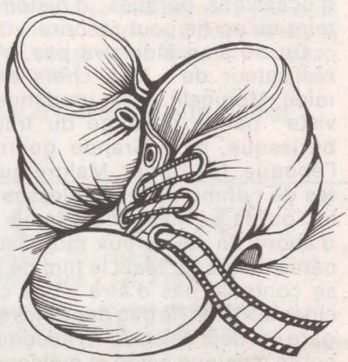
Très attendu : « Au bout du compte », une dramatique de Gérard Chouchan — quand une fusion d'entreprises met au rencart un « manager » passionné de son travail... (20 h 30, F.r.3).

Football : Saint-Etienne - Eindhoven (20 h 30, T.f.1).

JEUDI 21

« Thé et sympathie » : Deborah Kerr dans un film tout en finesse et en retenue signé Vincente Minnelli (20 h 30, F.r.3).

Une évocation, par Jean-Christophe Averty, de « l'Armstrong blanc », Bix Beiderbecke : « To Bix or not to Bix » (20 h 30, A2).



Cinéma

*** Collectif : Le 23e cessez-le-feu.**

Peut-être ne verra-t-on pas en circuit commercial — ou pas de sitôt — ce film dont l'actualité, c'est-à-dire le drame libanais, exigerait pourtant qu'il soit vite et largement distribué. Faute de quoi on peut le louer (c'est un 16 mm couleurs de 53 minutes) en passant commande à Iskra, 74, rue Albert 75013 Paris (tél. 583.94.63).

*** Jacques Rozier : Les naufragés de l'île de la Tortue.**

Le naufrage, c'est hélas celui de ce cinéaste fin et sensible mais qui s'est noyé, cette fois, dans ses partis pris. Rien de plus sympathique que l'improvisation, mais quand s'additionnent l'absence de tout scénario, de tout montage un peu rigoureux et de toute direction d'acteurs, alors trop c'est trop. Dommage, car parfois surnagent d'exquis moments dans le meilleur « ton Rozier ».

J.-P. L.

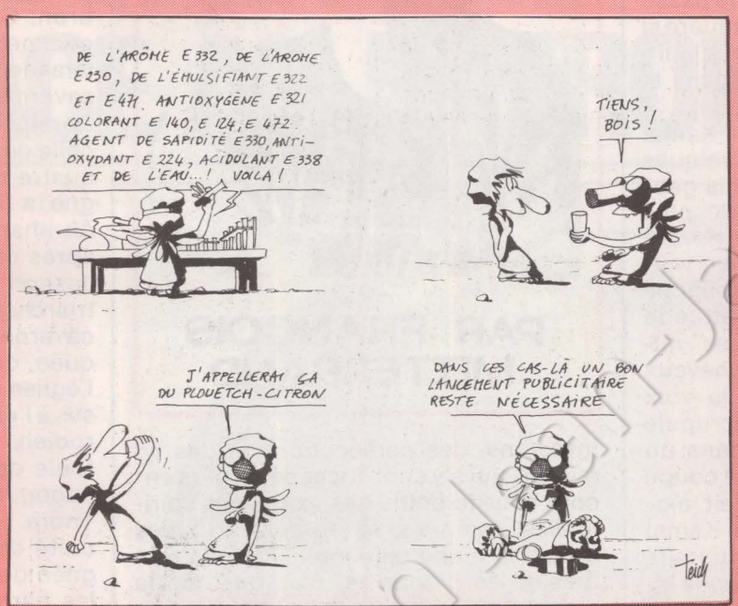
changer la vie quotidienne

TOUJOURS ENTRE DEUX VINS

De l'amiante dans le vin ? On connaît le danger de ce produit aux effets cancérigènes quasi-certains. On sait aussi que chaque Français consomme en moyenne 22,4 litres d'alcool pur par an (un triste record), principalement sous forme de vin. On voit où aboutit la juxtaposition de ces deux constatations. La première procède d'une enquête publiée par « Que choisir ? », organe de l'Union fédérale des consommateurs : sur 29 vins analysés (10 de table, 5 de pays, 3 V.d.q.s., 11 appellations d'origine), 15 contiennent de l'amiante, et notamment 8 des 10 vins de table. Encore ne s'agit-il que de l'amiante décelable au microscope optique, donc dispersée en fibres relativement « grosses »... Mais il y a les autres. On connaît parfaitement l'origine de cet amiante : il provient des filtres utilisés par les pinardiers.

Au reste, l'enquête de « Que choisir ? » dépasse, par la gravité de ses conclusions, le simple problème de l'amiante : sur 10 vins de table, 4 sont salés, 4 se voilent dans les 48 heures, et 4 (parfois les mêmes) contiennent une dose excessive d'anhydride sulfureux. Ces divers défauts n'épargnent même pas des vins d'appellation contrôlée dont le prix se situe entre 4,95 F et 10,20 F. Sans parler de la chaptalisation (le sucrage du vin pour augmenter sa teneur en alcool). Un beaujolais-villages (1975) titrant 13,3° d'alcool pur est inévitablement un produit malhonnête.

Au total, un bilan bien inquiétant. Le développement du capitalisme dans le commerce des vins tend à aboutir à deux types de produits : d'un côté, les vins pour la consommation de masse, coupés, trafiqués, chaptalisés, bourrés de produits chimiques en quantités excessives, filtrés à l'amiante ; de l'autre, les vins de haute qualité, produits artisanalement, filtrés au papier, corrects et francs quant à l'essentiel, mais hors de prix. Une évolution qu'il importe d'arrêter et qu'il faudra renverser. Sans parler de la nécessaire lutte contre l'alcoolisme, mais cela est une autre affaire...



UNE CHARTE DES INTERNÉS

Le Groupe information Asiles (G.i.a.) a tenu le 9 octobre, à Paris, un meeting de lutte contre l'internement en hôpital psychiatrique et pour l'abolition de la loi de 1838. Cette loi permet en effet de faire interner un individu sur simple présentation du certificat d'un médecin généraliste apporté par la famille. C'est le « placement volontaire ». Quant au placement d'office, il dépend simplement d'un arrêté préfectoral.

Le G.i.a. rassemble des ex-internés, des travailleurs psychiatriques ainsi que des étudiants et tous ceux qui considèrent qu'il s'agit là de la défense de libertés démocratiques. C'est dans ce cadre que, avec le Comité de lutte des handicapés et le Mouvement des travailleurs de la santé mentale, le G.i.a. veut faire adopter une « charte des internés ». Il y aurait 280 000 psychiatrisés en France dont une grande partie sont internés, affirme le G.i.a.

PHENIX EN FUITE

Coquin de sort ! A l'heure où la France commence à admettre, sous la pression américaine, que la vente de centrales nucléaires peut favoriser la prolifération de l'arme du même nom, à l'heure où le projet de surrégénérateur à Creys-Malville soulève une vive émotion, Phénix est victime d'un incident... Juste une petite fuite de sodium de rien du tout, à en croire le Commissariat à l'énergie atomique. Mais qui provoque l'arrêt de la centrale pour plusieurs semaines et peut-être plusieurs mois.

Depuis quelque temps, Phénix était en butte à ce genre de problèmes dans les échangeurs de chaleur. La fuite est due à la déformation d'une pièce qui n'a pas supporté les fortes variations de température auxquelles elle est soumise.

Rien de grave, semble-t-il, mais voilà qui permet de douter de la solidité des matériaux qui seront utilisés pour Super-Phénix. Le C.e.a. se défend en expliquant que Phénix est un prototype. En oubliant de rappeler que Super-Phénix sera aussi un prototype avec « seulement » 5 000 tonnes de sodium.

PEAGE TOUS AZIMUTS

Au bêtisier de la semaine, une défense et illustration du péage urbain par Antoine Veil, centriste, conseiller régional et président de la commission Transports du VIIe Plan. Il écrit dans « le Monde » du 9 octobre que l'autoroute et la voiture individuelle sont encore un bon moyen de « réduire les inégalités » dans les « trajets souvent pénibles entre domicile et lieu de travail », sans se demander pourquoi ces contraintes. Et, sur sa lancée, il justifie le péage urbain à condition qu'il soit « équitable », c'est-à-dire « tous azimuts sur l'ensemble des radiales auto-routières »... Vive la logique !

LES DROITS DU « DINDON »

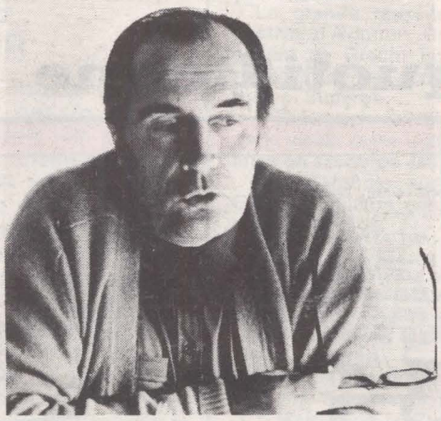
Nul n'est censé ignorer la loi... Et pourtant ! Commander un demi dans un café, déménager, acheter un aspirateur, prendre des cours par correspondance, dîner au restaurant, faire réparer une automobile, autant d'actes quotidiens qui donnent naissance à une multitude de conflits et à l'impression, trop souvent justifiée, d'être impuissant à les résoudre... Quels sont nos droits ? Comment les faire prévaloir ? Un numéro hors série de « 50 millions de consommateurs » intitulé « Vos droits » vous aidera sûrement à être moins souvent « le dindon de la farce ».

SOCIALISTE... MAIS GOURMET

Cuisine sympathique et accueil cordial au restaurant « Le Cerf » au Puy (Haute-Loire). Pour 30 francs, le menu propose des terrines « maison » très honnêtes, un poisson ou des gambas flambées, un coq au vin ou un civet de lièvre d'allure très familiale. Avec, bien sûr, les fromages et le dessert. Le tout accompagné d'un côtes-du-Rhône à 13 francs plus qu'honorable.

A la carte, notez une spécialité de daurade en chemise au beurre blanc (26 F). Et l'addition ne sera pas votre moins bonne surprise.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

LUNDI 11 OCTOBRE

Une rencontre à Paris, chez moi, la semaine dernière, une émeute à Hébron, dans le pays de Juda de l'Ancien Testament, et voici que le passé ressurgit à mes yeux sous une lumière si crue, si vive qu'elle mange les couleurs du temps. Le présent s'y fond dans la continuité jusqu'à devenir inactuel.

La rencontre, c'était avec Kamal Joumblatt, en France depuis quelques jours pour y plaider la cause de la gauche libanaise. Nous avons parlé plus d'une heure, après dîner, assis devant nos tasses de café, ou plutôt mon visiteur a répondu à mes brèves questions par un long monologue, dans l'attitude qui lui est familière, paupières micloses, front levé sous l'épi de cheveux rebelles, économe de gestes, la voix douce, cherchant ses mots par scrupule de langage mais s'exprimant dans un français châtié, un peu désuet et coupé d'anglicismes dès qu'il lui fallait employer des locutions techniques. Kamal Joumblatt appartient à la communauté des Druzes, à la fois secte religieuse issue du rameau ismaélien (les adeptes de l'agha Khan), lui-même dérivé du schisme chiite qui continue de diviser l'Islam (les chiites refusent de reconnaître la légitimité d'Abou Bakr, successeur de Mahomet, et se réclament d'Ali, le gendre du Prophète, qui aurait reçu selon eux l'investiture divine, opposant ainsi à la tradition du consentement général et à son interprétation par les imams la loi de l'obéissance au chef héréditaire et infaillible) et petit peuple inentamable accroché à son djebel, fidèle à son Histoire autant qu'à sa croyance.

De cela, messager d'un Liban acharné à défendre son unité territoriale et politique (position retenue par le Parti socialiste), Kamal Joumblatt ne m'a rien dit. Mais la description qu'il faisait des camps, des clans et de leurs zones d'influence, l'explication qu'il donnait des raisons profondes de la guerre civile et de l'intervention syrienne reliaient si fortement mille ans de luttes et de sang que j'avais l'impression d'entendre ce témoin immémorial des tragédies antiques qui raconte au-devant de la scène et pour l'usage des spectateurs, ces passants, la trame indéfinie des choses tissée par les passions éternelles des hommes. Je ferai grâce à mes lecteurs de l'incroyable, de l'admirable, de la terrible diversité qui veut que sur cet étroit canton du globe toute religion et toute race se soient ramifiées, divisées, contredites au gré des invasions, des persécutions et des tyrannies qui s'y sont succédé, et plus encore sous le poids des exigences spirituelles, comme si le feu des certitudes brûlait là d'une telle intensité qu'il embrasait les pierres et, plus dur que la pierre, l'ultime retranchement de la raison. Nous passions des Phalanges chrétiennes (Joumblatt ajoutait : « des fascistes ») aux croisés. Derrière les groupes rivaux d'aujourd'hui se profilaient et l'Islam avec ses prophètes antagonistes et les Eglises chrétiennes d'Orient partagées entre maronites, grecs orthodoxes, chaldéens, syriaques, latins, jacobites, arméniens catholiques, arméniens orthodoxes, grecs catholiques, d'autres encore. Aucun des choix n'était gratuit, tous engageaient au-delà de la mort. Condition nécessaire, sans doute, pour traverser le temps. L'hérésie de Nestorius, archevêque de Constantinople, qui enseignait au Ve siècle que les deux natures du Christ, l'humaine et la divine, n'étaient pas confondues et que Dieu habitait en l'homme Jésus comme dans un temple, et celle de Dioscore, patriarche d'Alexandrie, qui affirmait que la nature humaine de Jésus s'était perdue dans sa divinité, morceau de cire dans un brasier, inspirent encore des milliers de croyants, nestoriens ou jacobites. Au détour de la conversation, Kamal Joumblatt observa : « On ne peut comprendre le Liban si l'on ignore la querelle des monophysites et des monothélites. » Naquit en effet de ce débat, de ce combat la communauté maronite, dont on sait qu'elle exerce une influence dominante sur le peuple chrétien engagé dans l'actuel conflit. Enfin, le jugement que portait le Druze Joumblatt sur l'Alaouite Assad, le président syrien, rappelait la présence insistante des siècles.

Je mettais en ordre les notes prises pendant cet entretien (et complétées par Lionel Jospin), quand me parvint la nouvelle du sac de la synagogue d'Hébron. Cette synagogue a été bâtie récemment à l'initiative des extrémistes israéliens du Bloc de la foi, près de la caverne de Makpelah, qu'acheta jadis Abraham pour en faire sa sépulture et celle de Sarah, moyennant la somme de quatre cents sicres, comme en témoigne la Bible dans le Livre de la Genèse. Abraham et Sarah y furent enterrés et après eux Isaac, Jacob, Lea, Rebecca, Joseph et Jawllya, patriarches et matriarches d'Israël. Juste au-dessus de la caverne s'élève également une mosquée, qui se substitua au XIIIe siècle à l'église qu'y avaient construite les croisés à l'emplacement d'un sanctuaire hérodien. Le dimanche 3 octobre, une foule de musulmans envahissait la synagogue et brisait les rouleaux de la Thora. Et, quelques jours plus tard, une unité de l'armée israélienne accompagnée de milliers de fidèles transportait les parchemins sacrés au vieux cimetière juif d'Hébron pour les y inhumer, selon la tradition.

Colère contre colère. A quelques millénaires de distance, deux peuples, deux religions scrutent les Livres et la Loi. Ce « champ d'Ephron à Makpelah, vis-à-vis de Mamré, le champ et la caverne qui y est et tous les arbres qui sont dans le champ et dans toutes les limites alentour » (Genèse 23, 24), à quelle Histoire appartient-il ? Sagement, Shimon Péres, ministre responsable, a décidé, après consultations mutuelles, que « les juifs prieront dans les salles où se trouvent les tombes d'Abraham, de Jacob et de Lea », tandis que « les musulmans prieront dans la salle où sont les sépultures d'Isaac et Rebecca, ainsi que dans la salle où se trouvent Joseph et Jawllya ».

Cela n'a pas empêché qu'un débat fiévreux s'instaurât à la Knesseth, le Parlement de Jérusalem, ni l'opinion publique arabe et juive de s'enflammer, ni les exégètes d'interpréter contradictoirement les textes. On dit que le gouvernement Rabin en serait ébranlé, ou bien que Rabin profiterait des circonstances pour gêner son rival Péres. De quoi est donc fait l'enchaînement qui va de l'achat d'un champ, trois mille ans avant Jésus-Christ, aux affrontements d'aujourd'hui? J'ai invoqué un peu plus haut la présence insistante des siècles. Fou qui croirait en être indemne.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325